

RAPPORT DE SYNTHÈSE DES AVIS COMMUNES ET PPA

PLUi de l'Ouest
Vosgien

COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DE
L'OUEST VOSGIEN

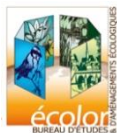


COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE L'OUEST VOSGIEN






*Vu pour être annexé à la présente
délibération du conseil
communautaire en date du 19
décembre 2023 – 3^{ème} Arrêt*
Le Président
Simon LECLERC



insitu.



.TABLE DES MATIERES

	INTRODUCTION.....	2
	SYNTHESE DES AVIS DES COMMUNES.....	4
	A. Eléments généraux.....	4
	B. Synthèse par thématiques.....	7
	SYNTHESE DES AVIS DES PPA.....	8
	A. Présentation des PPA.....	8
	B. Synthèse des avis par PPA.....	11
	DETAIL DES AVIS.....	25
	A. Avis des communes.....	26
	B. Avis des PPA.....	88
	MODIFICATIONS AU SECOND ARRÊT.....	120
	A. Correction des erreurs matérielles.....	121
	B. Réponses aux avis.....	123
	C. Synthèse des principales modifications.....	143

INTRODUCTION

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Ouest Vosgien (CCOV) a été engagée par la délibération d'extension de la procédure du PLUi du conseil communautaire en date du 17 mai 2017. Ce document unique est la première pierre de l'expression du projet de territoire et représente un acte fondateur dans la construction et la concrétisation des politiques publiques menées par la communauté de communes, ses communes membres et ses partenaires.

Le PLUi, compétence de la communauté de communes, est le fruit d'une collaboration active avec les communes et d'une importante concertation avec les habitants. Il permet de poser les premières grandes orientations stratégiques de la CCOV en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité, à l'échelle des 70 communes, tout en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire.

Le conseil communautaire du 16 janvier 2023 a arrêté le bilan de la concertation et le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Conformément aux dispositions spécifiques en matière de PLU Intercommunal prévues en application de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, le projet de PLUi arrêté le 16 janvier a fait l'objet d'une consultation obligatoire pour avis des 70 communes membres.

En application des dispositions de l'article R.153-5 du Code de l'urbanisme, chaque commune disposait d'un délai de 3 mois pour rendre un avis sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou les dispositions du règlement qui la concernent directement. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Dès lors qu'une commune émet un avis défavorable sur les OAP ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, la procédure prévoit un second arrêt du projet. La CCOV en date du 10/05/2023 a fait le choix de « profiter » de ce futur second arrêt pour modifier le contenu du document, tenant compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et tenant compte également du retour des services de l'Etat et des ses diverses instances (notamment la CDPENAF). Le choix politique assumé de la CCOV consiste également à ne pas opérer de modifications à certaines communes ayant émis des avis négatifs justifiés.

Ce second arrêt (05.07.2023) du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a eu donc notamment pour objet de porter à la connaissance des membres du conseil communautaire les avis des communes et des personnes publiques associées (PPA) consultées. Etant donné que le projet présente des modifications, les communes et les PPA ont eu à nouveau la possibilité de transmettre un nouvel avis sur ce second arrêt.

L'ensemble des avis réceptionnés des communes et des personnes publiques associées et consultées lors du 2nd arrêt est joint dans le présent rapport explicatif de synthèse, dès lors qu'ils ont été transmis dans le délai imparti de 3 mois. Les avis reçus hors délais seront joints au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils parviennent à la Communauté Urbaine avant l'ouverture de l'enquête.

Au vu des retours lors de cette seconde phase de consultation, le comité technique du PLUi a décidé en date 27 octobre 2023 de proposer un troisième arrêt avec modifications afin de modifier le contenu du document comme la correction de quelques erreurs matérielles, l'intégration de nouvelles zones d'extension économique à Châtenois (site « clé en mains » du Neuilly) au vu de la validation de principe de la DDT des Vosges sur la séquence ERC

INTRODUCTION

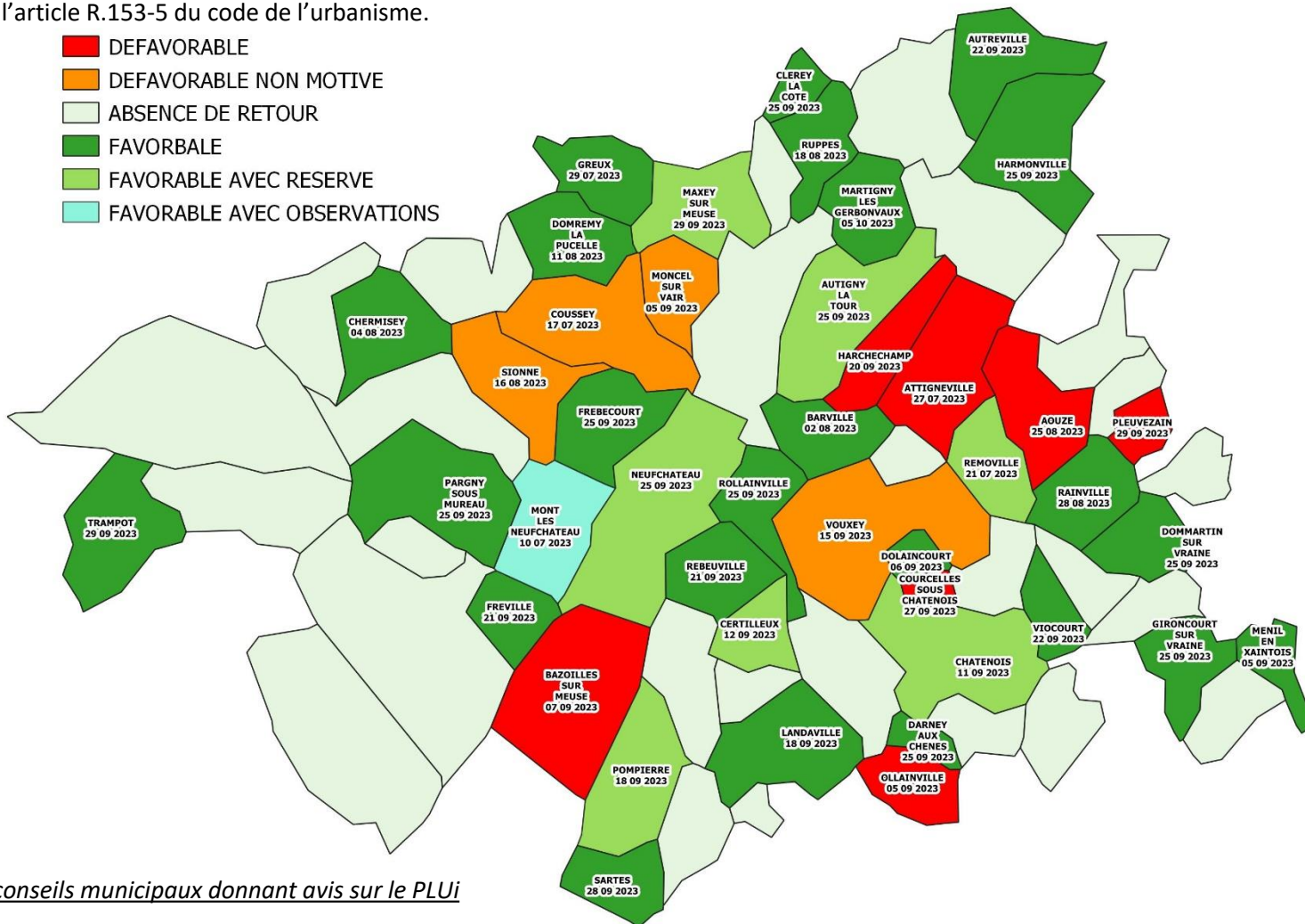
contrepartie de la revitalisation de la Zone Préférentielle de Renaturation (ZPR) de Coussey, tenant compte des avis favorables des communes (souhaitant des modifications ne remettant pas en cause le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et tenant compte également du retour des services de l'Etat et des ses diverses instances (notamment la CDPENAF). Le choix politique assumé de la CCOV consiste également à ne pas opérer de modifications (remettant en cause le PADD, via la création de nouveaux logements en supplément de l'enveloppe initiale attribuée) à certaines communes ayant émis des avis négatifs justifiés.

Ce rapport présente donc la synthèse des avis des communes exprimés par délibération des conseils municipaux, de l'État, des personnes publiques associées (PPA), et d'autres collectivités et organismes publics consultés sur le projet de PLUI. L'intégralité des avis rendus sont joints en annexe du présent rapport. Cette délibération et le rapport de synthèse complété des avis intégraux des communes et des personnes publiques consultées seront joints au dossier d'enquête publique du PLUI.

SYNTHESE DES AVIS DES COMMUNES

A. Éléments généraux

À l'issue de l'arrêt de projet du PLUI, le 5 juillet 2023, le dossier a été transmis à l'ensemble des communes, personnes publiques associées, autres collectivités et organismes particuliers afin qu'ils puissent s'exprimer dans le délai de 3 mois après la réception du dossier, conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme.

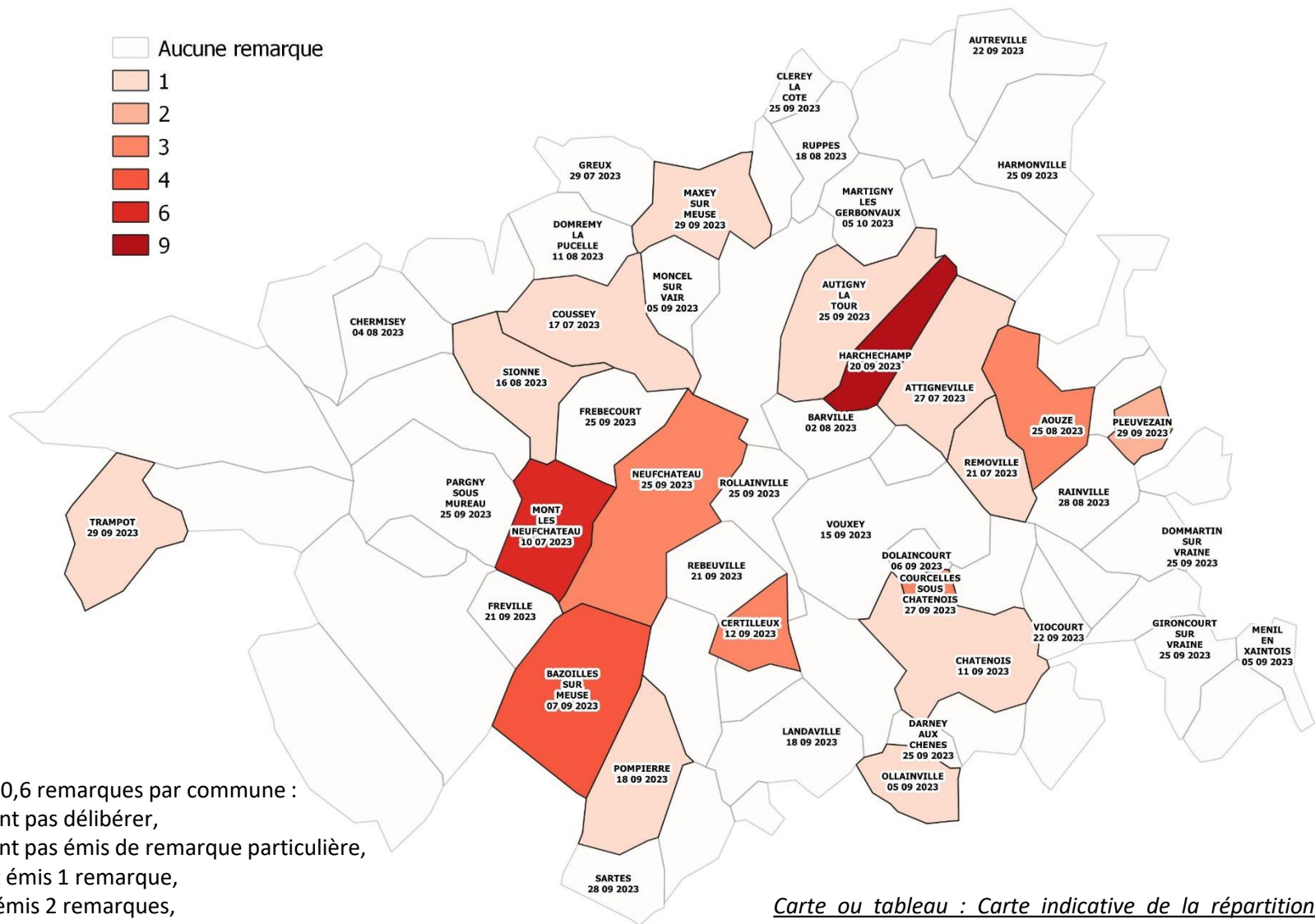


Carte : Date des conseils municipaux donnant avis sur le PLUI

À l'issue de la période de consultation, 43 conseils municipaux ont délibéré sur l'arrêt de projet du PLUI. Seules, les communes d'Aroffe, Avranville, Balléville, Bréchainville, Circourt-sur-Mouzon, Grand, Houéville, Jainvillotte, Jubainville, La Neuveville-sous-Châtenois, Lemmecourt, Liffol-le-Grand, Liffol-le-Petit, Longchamp-sous-Châtenois, Maconcourt, Midrevaux, Morelmaison, Punerot, Rouvres-la-Chétive, Ruppes, Saint-Menge, Seraumont, Soncourt, Soulosse-sous-Saint-Elophe, Tilleux, Tranqueville-Graux et Villouxel n'ont pas délibéré. Leurs avis sont réputés favorables,

Au total, 59 avis favorables assortis ou non de remarques ou de réserves et 11 avis défavorables (dont 4 non-motivés, réputés donc favorables) ont été émis. Les avis complets sont joints en annexe du présent rapport et seront joints au dossier du PLUI soumis à enquête publique.

Le nombre de remarques des communes est de 43 au total.



La moyenne est de 0,6 remarques par commune :

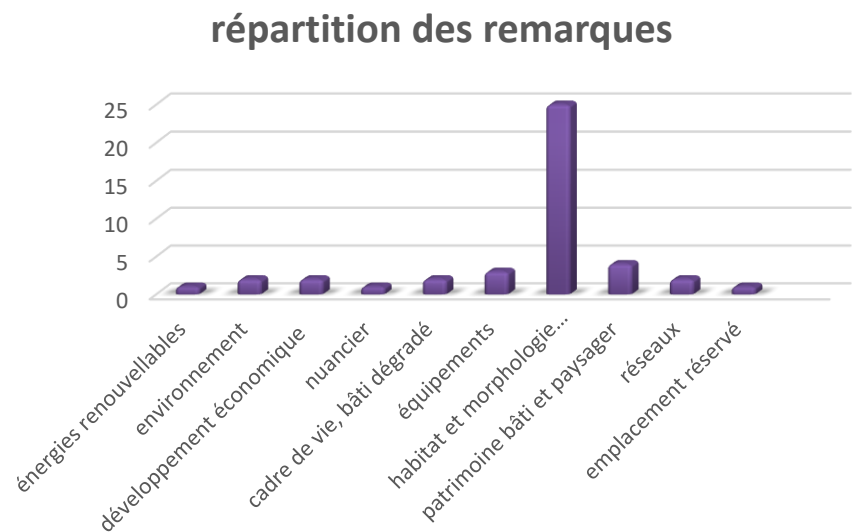
- 25 communes n’ont pas délibérer,
- 27 communes n’ont pas émis de remarque particulière,
- 10 communes ont émis 1 remarque,
- 1 communes ont émis 2 remarques,
- 4 communes ont émis 3 remarques,
- 3 communes ont émis plus de 4 remarques.

Carte ou tableau : Carte indicative de la répartition du nombre de remarques émises par les communes

B. Synthèse par thématiques

Les 43 remarques ont été réparties selon 10 thématiques principales :

- environnement
- développement économique
- énergies renouvelables
- équipements
- cadre de vie, bâti dégradé
- habitat et morphologie urbaine
- patrimoine bâti et paysager
- nuancier
- emplacement réservé
- réseaux



A. Présentation des PPA

50* PPA ont été consultées pour 96 remarques :

- 3 avis favorable sans remarques : CCI des Vosges, Syndicat intercommunal de la Manoise, CDPENAF de Haute-Marne ;
- 7 avis favorables avec réserves et/ou recommandations : Conseil Départemental des Vosges, Chambre d'Agriculture des Vosges, UDAP des Vosges, CDPENAF des Vosges, Commandement de la Région Terre Nord-Est, APRR et Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne ;
- 0 avis favorable avec des observations ;
- 1 avis simple avec des recommandations : Autorité Environnementale (MRAe) ;
- 0 avis défavorables ;
- 38 avis tacites réputés favorables (Cf tableau ci-dessous).

*Le 50^{ème} PPA est l'Office National des Forêts qui bien que ne faisant pas partie des PPA officiels depuis le début de l'élaboration du PLUi, siège au sein de la CDPENAF des Vosges. Au cours de la CDPENAF qui s'est tenu le 19 septembre 2023 à Epinal, l'ONF a émis plusieurs remarques de modifications du zonage « Nf ». C'est pourquoi ces demandes ont bien fait l'objet de modifications (voir avis CDPENAF des Vosges).

Il est précisé que les avis des personnes publiques associées n'ayant pas été reçus dans le délai de 3 mois sont réputés favorable. Néanmoins pour une parfaite connaissance et information des habitants ces avis, s'ils étaient reçus hors délais, seront joints à titre d'information au dossier d'enquête publique, pourvu qu'ils parviennent à la communauté urbaine avant l'ouverture de l'enquête. A ce titre, cela concerne l'avis de la DDT des Vosges reçu hors délai en date du 27.10.2023.

Le présent rapport de synthèse joint à la présente délibération intègre les avis réceptionnés dans le délai de 3 mois dont : CCI des Vosges, CDPENAF des Vosges, CDPENAF de Haute-Marne, MRAe, Conseil Départemental des Vosges, Chambre d'Agriculture des Vosges, UDAP des Vosges, Commandement de la Région Terre Nord-Est, APRR et Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne.

Le présent rapport intègre également l'avis des deux CDPENAF (52 et 88) et de la MRAe. Concernant l'avis des deux CDPENAF, la CCOV s'est positionner pour harmoniser les pièces écrites du règlement au vu de l'avis de la CDPENAF des Vosges afin de ne pas faire de distinction entre la commune de Liffolle-Petit (en Haute-Marne) et le reste du territoire de la CCOV.

ORGANISME		Date limite de réception de l'avis	Avis reçu	Nature de l'avis
Les Personnes Publiques Associées telles que définies par les articles L.132-7 et L.132-9.				
ETAT	Préfecture des Vosges	10 10 2023	<i>tacite</i>	
	Préfecture de la Haute-Marne	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	Direction Départementale des Vosges	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	Direction Départementale de la Haute-Marne	07 10 2023	<i>tacite</i>	
PPA OBLIGATOIRES	Conseil Régional du Grand Est	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	Conseil Départemental des Vosges	07 10 2023	28 08 2023	Avis favorable avec réserves
	Conseil Départemental de la Haute-Marne	10 10 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre de Commerce et de l'Industrie des Vosges	07 10 2023	06 09 2023	Avis favorable
	Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Haute-Marne	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre d'Agriculture des Vosges	11 10 2023	06 10 2023	Avis favorable avec réserves
	Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne	07 10 2023	05 10 2023	Avis favorable avec réserves
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Vosges	10 10 2023	<i>tacite</i>	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Marne	18 10 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Pays Barrois	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Sud Meurthe-et-Moselle	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Nord Haute-Marne	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT des Vosges Centrales	07 10 2023	<i>tacite</i>	
	SCoT du Pays de Chaumont	12 10 2023	<i>tacite</i>	
	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF88)	17 10 2023	05 10 2023	Avis favorable avec réserves
	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF52)	07 10 2023	02 10 2023	Avis favorables
	Commission Départementale de la Nature, de la Préservation des Paysages et des Sites (CDNPS)	pas besoin d'y repasser, saisine le 19 07 2023		

Autres Personnes Publiques consultées

PPA ASSOCIEES	UDAP des Vosges	08 10 2023	12 09 2023	Avis favorable avec réserves
	UDAP de la Haute-Marne	08 10 2023	tacite	
	Vosgelis	07 10 2023	tacite	
	Agence Hamaris	08 10 2023	tacite	
	Agence Régionale de la Santé	07 10 2023	tacite	
	Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)	07 10 2023	16 10 2023 (hors délai)	Avis Favorable avec remarques
	Réseau de Transport et d'Electricité (RTE)	07 10 2023	tacite	
	GRT-Gaz	07 10 2023	tacite	
	France-Telecom Unité de pilotage Réseau Nord-Est - Gestion Foncière	07 10 2023	tacite	
	Syndicat intercommunal des eaux de la région de Landaville	08 10 2023	tacite	
	Syndicat Intercommunal des eaux de la Manoise	24 11 2023	07 09 2023	Avis favorable
	SIVOM de Vicherey	07 07 2023	tacite	
	Syndicat des eaux de la Vraine et du Xaintois	08 11 2023	tacite	
	Syndicat d'eau et d'assainissement de la Côte et de la Ruppes	11 10 2023	tacite	
	Syndicat de la Frezelle et du Vair	11 10 2023	tacite	
	SIE Darney Longchamps "Froide fontaine"	10 10 2023	tacite	
	REANE	13 10 2023	tacite	
	APRR	07 10 2023	06 10 2023	Avis favorable avec réserves
	Commandement de la Région Terre Nord-Est	18 10 2023	27 07 2023	Avis favorable avec réserves
	Lorraine Association Nature (LOANA)	07 10 2023	tacite	
	C.C. des Portes de Meuse	07 10 2023	tacite	
	C.C. du Bassin de Joinville en Champagne	10 10 2023	tacite	
	C.C. Commercy - Void - Vaucouleurs	17 10 2023	tacite	
	C.C. Meuse Rognon	07 10 2023	tacite	
	C.C. Mirecourt Dompaigne	07 10 2023	tacite	
	C.C. Terre d'Eau	18 10 2023	tacite	
	C.C. du Pays de Colombey et du Sud Toulinois	07 10 2023	tacite	
	Mairie d'Aulnois	11 10 2023	tacite	
MRAE	MRAE, Mission Régionale de l'Autorité Environnementale	13 10 2023	13 10 2023	Avis avec recommandations

B. Synthèse des avis par PPA

Avis favorables avec réserves :

Conseil Départemental des Vosges – 28.08.2023 :

Toutes les communes de la Communauté de Communes de l’Ouest Vosgien sont concernées par la réglementation des boisements, sauf les communes de VILLOUXEL / ROLLAINVILLE / COURCELLES-SOUS-CHATENOIS / CERTILLEUX / JAINVILLOTTE. Conformément à l’article R.126-6 du Code Rural, ces périmètres doivent être reportés dans le PLU. Je vous informe que nous ne pouvons pas vous transmettre les périmètres de réglementation des boisements des communes concernées, car nous les possédons uniquement sous format papier. En revanche, vous pouvez ajouter une annexe en précisant que les documents et informations des communes concernées par la réglementation des boisements sont consultables au Conseil départemental des Vosges.

Commandement de la Région Terre Nord Est – 27.07.2023 :

1- A rajouter dans les annexes :

Absence de la prise en compte de la servitude aéronautique T7 et d'une servitude PT2 dans les règlements graphiques et littéraux de 25 communes.

COMMUNE	TYPE	INTITULE	TEXTE	GESTIONNAIRE
OLLAINVILLE *	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information Metz Quartier de Lattre de Tassigny BP n°30001 57044 METZ cedex 1
OLLAINVILLE *	PT2	Liaison hertzienne de champ du Feu à Beaufremont	Décret du 29 décembre 1976	
JAINVILLOTTE	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LEMMECOURT	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LEMMECOURT	PT2	Centre de Beaufremont	Décret du 9 juillet 1984	
LANDAVILLE	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LANDAVILLE	PT2	Centre de Beaufremont	Décret du 9 juillet 1984	

Liste des communes incluses dans la servitude T7 de l'aérodrome de Nancy-Ochey gérée par l'unité d'infrastructure de la défense de Nancy - Caserne Verneau - BP 53864 - 54029 Nancy cedex.

Aouze *	Harchéchamp	Pleuvezin *
Aroffe *	Harmonville *	Punerot *
Attigneville	Jubainville *	Removille
Autigny-la-Tour	Maconcourt *	Ruppès *
Autreville *	Martigny-les-Gerbonvaux *	Soncourt *
Cléret-la-Côte *	Maxey-sur-Meuse *	Soulosse-sous-Saint-Elophé *
Greux *	Moncel-sur-Vair *	Tranqueville-Graux *

* Communes pour lesquelles la servitude n'est reportée ni sur le document graphique ni sur le document littéral

Avis favorables avec réserves :

APRR – 06.10.2023 :

1- Le projet de PLUi acte de l’existence et de la prise en compte du DPAC entre autres par la présence de sa représentation graphique et par l’insertion de plusieurs articles et prescriptions/exemptions dédiées au sein du règlement. Nous soulignons cette volonté de permettre le développement, la gestion et l’entretien du DPAC. Dans la délimitation de ce dernier, sur le plan de zonage de la commune d’AOUZE, les parcelles ZE 46, ZE 83 et une partie de la parcelle ZE 77 font également partie du DPAC.

2 - Nous attirons votre attention sur la nécessité de mentionner en annexe du PLU et de faire figurer sur les plans des servitudes d’utilité publique la servitude EL11, pour parfaire l’information des porteurs de projet.

3 - Si les dispositions applicables à la zone UX/UXe prennent dûment en compte l’existence et la spécificité des équipements autoroutiers, il convient d’améliorer la prise en compte de l’existence du tronçon autoroutier et de ses ouvrages indissociables (notamment les bassins autoroutiers) en zones A, Ac et Nf du PLU, lesquelles, en l’état, interdisent les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, tout comme les affouillements et exhaussements ainsi que les dépôts de matériaux.

Il est donc demandé d’admettre dans toutes les zones et secteurs traversés par l’infrastructure autoroutière :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et plus généralement, les constructions, installations, ouvrages et aménagements liés à l’activité autoroutière,
- Les affouillements/exhaussements de sols, et les dépôts liés à l’activité autoroutière.

4 - Par ailleurs, les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l’article L. 151-19 et de l’article L.151-23 du Code de l’Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d’inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d’eau.

De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC. Les prescriptions réglementaires attachées à ces protections et classement (recul, mesures compensatoires, déclaration préalable avant travaux, suppression interdite...) peuvent remettre en cause la gestion ou le développement du réseau autoroutier au sein même et à proximité du DPAC, pour permettre son entretien, son développement ou la sécurisation des usagers (prémunir les risques de chute, de collision...).

Nous notons d’ailleurs que l’incompatibilité de ces prescriptions avec la nature même du DPAC a bien été prise en compte au sein des dispositions du règlement de la zone UX, s’agissant des marges de recul imposées au titre des cours d’eau et lisières (lesquelles ne s’y appliquent pas). Il apparaît plus généralement nécessaire de soustraire l’emprise du DPAC de l’ensemble des secteurs d’intérêt écologique, environnemental ou paysager, ainsi que de laisser une marge de recul de 10 m entre la limite du DPAC et l’emprise des espaces identifiés au titre de ces articles. Il n’est pas de la volonté du concessionnaire autoroutier de supprimer les éléments ainsi répertoriés, le cahier des charges du concessionnaire comprenant d’ailleurs des mesures en la matière, mais d’en assurer une gestion rapide et sécuritaire.

5 - Les dispositions générales du règlement du PLU mentionnent celles relatives à la Loi Barnier, tout comme le rapport de présentation (par le biais d’une partie consacrée aux études d’entrée de ville). Cette mention devrait être mise à jour de la Loi du 10 mars 2023 relative à l’accélération de la production des énergies renouvelables qui a modifié les articles L.111-6 et L.111-7 du Code de l’Urbanisme (le PLU prévoyant d’ailleurs un secteur Npv à proximité des voies sur le territoire communal de CHATENOIS).

Avis favorables avec réserves :

APRR – 06.10.2023 :

6- Pour les constructions bénéficiant du régime dérogatoire de la Loi BARNIER, et plus globalement pour toutes les constructions admises à s’implanter à proximité de l’autoroute sans contrainte particulière (zone UY, bâtiments agricoles notamment en zone Ac), une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) avec un recul minimum de 50m de part et d’autre de l’axe autoroutier (25m à partir des limites du DPAC, d’autant plus que certaines constructions peuvent déroger aux règles de hauteur (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d’intérêt collectif) ou bénéficier de règles favorables (constructions en zone UY, constructions agricoles). S’agissant de la prise en compte des contraintes autoroutières : Dans le cas où il ne serait pas fait application des règles de recul précitées, les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l’aspect extérieur des constructions admises à s’implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d’éblouissement, de réverbération ou de détournement d’attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière.

Chambre d’Agriculture de la Haute-Marne – 05.10.2023 :

Nous notons que la zone agricole A sera interdite à la constructibilité agricole sauf dans le sous-zonage AC qui a été identifié avec les exploitants présents ou à défaut positionné autour des bâtiments agricoles existants. Ce sous-zonage AC représente un peu plus de 1% de la Surface Agricole Utile de la commune de Liffol-le-Petit ; la moyenne de la zone AC à l’échelle du PLUi est de 3.65% de la Surface Agricole Utile de votre territoire. Cette interdiction de construction agricole dans le zonage A, nous questionne notamment sur les points suivants :

- Si un projet agricole (ex un projet d’installation en maraîchage avec construction de serres et de local technique), non anticipé lors de la phase d’élaboration du diagnostic et répondant aux article R151-23 du Code de l’Urbanisme se présente en zone A, serait-il possible de le réaliser au vu de l’interdiction de constructibilité en zone A ?
- Si oui, quelle démarche devra réaliser le porteur de projet pour que son projet soit réalisable au niveau urbanisme ?

UDAP des Vosges – 12.09.2023 :

- 1 - La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme. Réponse de la CCOV : La CCOV distribuera divers documents pédagogiques au moment de l’approbation du PLUi afin que tous les acteurs du territoire puissent s'imprégner des divers aspects réglementaires du document. Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis ?
- 2- Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit). Réponse de la CCOV : La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt. Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu)?
- 3- Remarques précédentes de l'UDAP sur les OAP (lors de l'arrêt 1) et réponses de la CCOV : Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :

Avis favorables avec réserves :

UDAP des Vosges – 12.09.2023 :

3- Remarques précédentes de l'UDAP sur les OAP (lors de l'arrêt 1) et réponses de la CCOV : Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :

- "travailler sur les entrées de communes«
- "privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers.«

4- L'OAP environnement indique également comme objectifs de :

- Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels.
- Limiter la consommation d'espaces naturels

5- Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc être d'avantage être prises en compte.

6- Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones?

7- "Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènements)." Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus.

8- Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.

9- Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).

10- "la construction d'abris de jardins en matériaux de récupération est interdite". Pourquoi cela? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.

11- Lorsque les volets roulants battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants. Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâti neuf ou si le bâtiment en disposer dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'extérieur.

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 06.10.2023 :

1- Le projet prévoit des secteurs NC pour les carrières. Ces secteurs NC reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Dans notre 1er avis, nous demandions à faire coïncider ces secteurs avec les arrêtés préfectoraux en vigueur. Même si des ajustements ont été opérés, certains secteurs vont encore au-delà. Nous réitérons notre demande d’un ajustement sur l’ensemble des zones NC. Pour les zones NC de carrière, il semble opportun d’ajuster les zones aux arrêtés préfectoraux, avec pour objectif la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers.

2- Le projet est inscrit en zone NE, voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRAINE. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles agricoles déclarées à la PAC et des chemins d’association foncière. Des ajustements seraient les bienvenus pour réduire cette zone NE à la voie verte existante. Le projet inscrit en zone NE également la voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRAINE, ce qui se justifie. Toutefois, cette zone NE reconnaît des parcelles agricoles (sans chemin préexistant) ou des chemins d’association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones, notamment sur les parcelles agricoles, notamment la parcelle ZI 84. Un chemin d’association foncière privé est utilisé pour la desserte agricole. Si bien entendu les déplacements doux peuvent y être autorisés par le propriétaire, le classement en zone NE suggère la création de travaux. La forme de ce zonage est peut-être dû à une erreur de numérisation.

3- Dans ce second arrêt, le projet crée une zone NS (parcelle ZB 39 à REMOVILLE) pour l’implantation d’une activité forestière sur une surface de 1,2 ha. Cette surface est importante et pourrait être réduite à 6 000 m². Attention, le règlement autorise une emprise au sol totale cumulée des constructions supérieures à 150 m². Cette règle diffère de l’ensemble de la zone et des secteurs naturels. Une emprise cumulée maximale de 150 m² pourrait être précisée.

4- Lors du premier arrêt, nous vous invitons à clarifier le règlement du secteur AC et à inscrire une rédaction reprenant les articles L151-11 et R 151-23 du code de l’urbanisme (CU). Ce second projet tient compte de nos recommandations. Il est également possible de modifier le tableau qui se trouve en page 139 pour conserver uniquement la destination agricole, comme admissible.

5- Des bâtiments agricoles en activité, sont présents en zone U, où le règlement interdit la destination agricole. Même si cette disposition est compréhensible, c’est une gêne pour les agriculteurs, notamment en cas de destruction par sinistre (incendie). Il semble opportun de modifier le règlement des zones U pour autoriser la reconstruction en cas de sinistre, notamment pour des problèmes d’assurance.

6- Les zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l’accueil d’activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d’activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d’énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet.

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 06.10.2023 :

7- Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d’avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Pour leur permettre d’avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l’ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l’extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.

8- Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau.

Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d’un jardin, il est inutile d’agrandir cet espace. Dans d’autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l’espace agricole, avec un recul des plans d’épandage, possible. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :

- ATTIGNEVILLE : ZK 66 et 67 (aligné sur le jardin de la 66 en photographie aérienne)
- HARMONVILLE : ZK 68
- COURCELLES-SOUS-CHATENOIS : ZB 131
- DOLAINCOURT : A 844
- VIOCOURT : ZB 51 (aligné à l’espace constructible sur la parcelle ZC 137)
- CHATENOIS : ZL 4
- CIRCOURT-SUR-MOUZON : ZD 4 et 147 (réduction en second rideau pour être calé sur la photographie aérienne)
- LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187

9- Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité.

- ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U
- SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l’analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF.
- REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie),

10- POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l’extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.

11- SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.

12- CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 06.10.2023 :

- 13- DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Deux zones d’activités sont proposées en 1 AUY (ZL 25 et 26) en discontinuité de l’espace urbanisé. Leur retrait serait le bienvenu.
- 14- LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.
- 15- AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l’espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l’emprise publique sans impacter l’espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.
- 16- REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s’interroger sur un reclassement en zone N de l’appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;
- 17- COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L’espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;
- 18- VOUXEY : ZH 51, reclassement de l’espace en double rideau,
- 19- SONCOURT : ZA 75 :
- 20- ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1AU pourrait être réduite avec un retrait de la parcelle ZD 381 et ZB196 ;
- 21- Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l’ouverture de zone 2AU, à savoir l’arrêt de l’activité agricole voisine.
- 22- CIR COURT SUR MOUZON : ZC57;
- 23- COUSSEY: ZH 64
- 24- La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l’artificialisation (Cf. définition du SRADDET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l’espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N.
- 25- Par rapport au 1er arrêt, le règlement a été modifié pour suivre nos recommandations sur des pentes, pour les bâtiments agricoles comprises entre 8° et 15 °. Attention, en zone N, pour les abris à animaux, la pente pour les abris est maintenue entre 25 et 30°, ce qui est une contrainte à la réalisation de projet. Une rédaction similaire à la zone AC serait la bienvenue.

Avis favorables avec réserves :

Chambre d’Agriculture des Vosges – 06.10.2023 :

26- Sur l’utilisation d’énergie renouvelable, les trackers solaires isolés sont à autoriser.

27- En zone A, le règlement est rédigé comme suit : la reconstruction à l’identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d’approbation du PLUi, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l’abri d’un nouveau sinistre. Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l’abri d’un incendie.

28- En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S’il est évident d’autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu’à 100 mètres carrés d’annexes supplémentaires. Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d’emprise au sol, serait donc la bienvenue.

29- Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d’espace. La construction d’annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.

30- A COUSSEY, la parcelle ZH 63 est en zone UB alors qu’elle appartient à la zone d’activité contigüe. Un reclassement en zone UY est à privilégier (Cf. photographie aérienne).

CDPENAF des Vosges – 19.09.2023 :

1 - Les membres de la CDPENAF ont émis un avis favorable pour la demande de création d'une zone "Ns" à REMOVILLE sous réserve de limitation à 6 000 m².

2- Les destinations de type bureaux, artisanat, logements touristiques et hôteliers seront autorisées uniquement en secteur AC et uniquement lorsqu'ils sont le prolongement nécessaire à l'activité agricole.

3- Les périmètres des carrières classées en "Nc" soient limités aux extensions déjà autorisées par arrêté préfectoral.

4- Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à la construction principale et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.

Avis favorables avec réserves :

CDPENAF des Vosges – 19.09.2023 :

- 5- AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Châtenois devrait être réorienté pour préserver la zone "Nj" présente.
- 6- AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Rouvres-la-Chétive devrait être réorienté pour préserver la zone.
- 7- AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Soncourt pourrait bloquer le développement de l'exploitation.
- 8- AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Saint-Menge n'est toujours pas accepté malgré les justifications de la CCOV.
- 9- Réduire les zones d'activité aux projets connus, zones 1AUy à Dommartin-sur-Vraine
- 10- Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille
- 11- Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt
- 12- Retirer la zone "1AU" de Pompierre.
- 13- Modification des secteurs Nf/Npv à Punerot. L'emprise de la zone Npv sur Punerot. Comme indiqué en CDPENAF, l'autorisation de défrichement de 13,90 ha par arrêté no 827/2004-DDAF du 15 septembre 2004 est caduque conformément à l'article 2 dudit arrêté. L'autorisation d'exploiter par arrêté no 1147/2004 du 13 mai 2004 est également caduque. Les surfaces indiquées n'ont donc plus aucune valeur légale et n'ont aucune existence réelle (il s'agit de surface projetées puis abandonnées). Le défrichement effectif concerne donc la zone réellement exploitée pour la carrière c'est-à-dire, pour la partie relevant du régime forestier, une surface de seulement 3,89 ha (cf. le shape joint). Le reste de la surface (4,21 ha) ne relève pas du régime forestier. Concernant la surface exploitée par la carrière (3,89 ha), elle n'a pas été reboisée pour l'instant. Vu les constats réalisés par l'ONF, nous considérons à ce stade, que cette surface est actuellement dégradée et ne permet pas un retour à l'état boisé sans travaux préalables importants visant à permettre la réhabilitation du site. Le rapport de l'inspection de la DREAL du 25 janvier 2022, indique que la remise en état effectuée permettrait un usage de type agricole. Concernant la zone qu'il convient de laisser en zone Nf (Cf. le shape joint), les bois ont été coupés entre 2006 et 2010 en vue du défrichement. Toutefois, l'exploitation de la carrière n'ayant pas été effectuée, la régénération naturelle a fait son œuvre et la zone est aujourd'hui boisée de nouveau (au sens forestier du terme). Rappelons que la coupe de bois effectuée dans le cadre de la gestion forestière n'est pas assimilable à un défrichement qui change la nature du sol. Par suite, il n'existe aucun argument fondé permettant de prétendre à un classement autre qu'en zone Nf.
- 14- Intégration de la parcelle n° ZE 6 en « Nf ». Pour information, la parcelle cadastrale ZE 6 sur Attignéville relève bien du régime forestier en totalité même si sur la photo aérienne on constate qu'elle n'est pas encore boisée en totalité (plantations prévues lors de la demande d'application du régime forestier).

Avis favorables avec réserves :

CDPENAF des Vosges – 19.09.2023 :

- 15- Redécoupage du secteur "NC" à Attignéville afin de respecter le périmètre défini dans l'arrêté préfectoral.
- 16- Intégration de la parcelle n° ZN 1 en « Nf » à Rouvres-la-Chétive.
- 17- Intégration de la parcelle n° CO 507 en « Nf » à Neufchâteau.
- 18- Intégration de la parcelle n° AD 87 en « Nf » à Jubainville.
- 19- Intégration de la parcelle n° ZE 27 en « Nf » à Circourt-sur-Mouzon.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

- 1 – L’Ae recommande de remplacer pour la MRAe « avis favorable avec recommandations » par « avis avec recommandations », et de mettre l’avis de la MRAe dans une rubrique différente de celle des PPA.
- 2 - Les recommandations de la MRAe concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l’urbanisation n’ont pas été intégrées au nouveau projet de PLUi. C’est le cas notamment des recommandations portant sur la préservation des milieux naturels remarquables et sur la prise en compte des risques naturels (Cf paragraphe 3.1 et suivants).
- 3 - L’Ae relève que le nouveau projet de PLUi prévoit toujours des ouvertures à l’urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé. L’avis de la CDPENAF du 26 avril 2023 est joint au dossier. Plusieurs demandes de la CDPENAF pour supprimer ou réduire certaines zones prévues d’être ouvertes à l’urbanisation n’ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi. Le dossier est à nouveau examiné par la CDPENAF.
- 4 - L’Ae réitère toutefois sa remarque sur les consommations foncières des 10 dernières années (136 ha entre 2011 et 2021) qui ont été particulièrement élevées pour une intercommunalité connaissant une décroissance démographique et une baisse de l’activité sur son territoire. L’Ae relève, par ailleurs, que les chiffres correspondant aux superficies de chaque zone du PLUi diffèrent entre le résumé non technique et le rapport de présentation – justifications des choix retenus. Il conviendra de mettre en cohérence les documents.
- 5 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu’elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;
- 6 - L’Ae recommande fortement de :
- calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;
 - déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.
- 7 - L’Ae recommande à l’intercommunalité de :
- engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d’un taux de vacance de l’ordre de 6 % ;
 - s’appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ;
 - traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

8 – L’Ae recommande retirer du projet les zones 2AU à vocation d’habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l’urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d’une part de projection démographique plus réaliste et d’autre part d’une mobilisation plus forte des logements vacants ;

9 - L’Ae recommande de :

- augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ;
- ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l’urbanisation en extension.

10 - L’Ae recommande de :

- présenter sur une carte l’ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles.
- dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l’installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels.

11 - L’Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.

12 - L’Ae recommande d’éviter l’ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l’impact de l’urbanisation sur ces milieux sensibles.

13 - L’Ae recommande de compléter l’analyse des zones humides effectives sur l’ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.

14 - L’Ae relève que l’une des évolutions apportées au PLUi lors du second arrêt est de retirer les haies à protéger qui sont référencées sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière, sans que des précisions ne soient données sur le linéaire concerné. Selon l’Ae, ce linéaire serait de l’ordre de 1 600 m. L’Ae regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le projet de PLUi nouvellement arrêté, alors qu’il s’agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité et les paysages qui constituent généralement un habitat d’espèces protégées. L’Ae recommande de justifier le retrait de ces haies identifiées dans la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver dans la version précédente du PLUi et de prévoir dans ce cas des mesures de compensation en création de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d’anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.

Avis simple avec recommandations :

MRAE du 13/10/2023 :

15 - L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.

16 – L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.

17 - Dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae recommandait de :

- compléter la carte de localisation des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ;
 - éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignés des captages d'alimentation en eau potable.
- Les périmètres des captages AEP ont été désormais annexés au projet de PLUi lors du second arrêt et la CCOV confirme qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection. Or, l'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. C'est le cas de la zone 1AU de la commune de Balléville concernée par un périmètre de protection rapprochée et des zones 1AUy de Neufchâteau situées également au sein d'un périmètre de protection rapprochée. La zone 1AUe de la commune de Tranqueville-Graux est, quant à elle, concernée par un périmètre de protection éloignée. Compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, l'Ae réitère sa recommandation d'éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique.

18 - Selon l'Ae, les informations données sur la capacité des réseaux ne répondent pas à la recommandation de l'Ae qui portait sur les performances des stations d'épuration. Aussi, l'Ae renouvelle sa recommandation à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.

19 - L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019.

20 - L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.

21 - L'Ae recommande compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.

22 - L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en œuvre du document (bilan, mesures correctrices...).

DETAIL DES AVIS

A. Avis des communes (p. 26 à 87)

B. Avis des PPA (p. 88 à 119)



DETAIL DES AVIS

AOUZE.....	27
ATTIGNEVILLE	28
AUTIGNY-LA-TOUR.....	32
AUTREVILLE	34
BAZOILLES-SUR-MEUSE.....	35
CERTILLEUX.....	37
CHATENOIS.....	39
CHERMISEY.....	40
CLEREY-LA-COTE.....	41
COURCELLES-SOUS-CHATENOIS.....	42
COUSSEY.....	44
DARNEY-AUX-CHENES.....	45
DOLAINCOURT	46
DOMMARTIN-SUR-VRAINE.....	47
DOMREMY-LA-PUCELLE.....	48
FREBECOURT.....	49
FREVILLE.....	50
GIRONCOURT-SUR-VRAINE	51
GREUX... ..	52
HARCHECHAMP.....	53
HARMONVILLE	61
LANDAVILLE	62
MARTIGNY-LES-GERBONVAUX.....	63
MAXEY-SUR-MEUSE.....	64
MENIL-EN-XAINTOIS.....	66
MONCEL-SUR-VAIR.....	67
MONT-LES-NEUFCHATEAU.....	68
NEUFCHATEAU.....	69
OLLAINVILLE.....	71
PARGNY-SOUS-MUREAU.....	73
PLEUVEZAIN.....	74
POMPIERRE.....	75
RAINVILLE.....	76
REBEUVILLE.....	77
REMOVILLE	79
ROLLAINVILLE.....	80
RUPPES	81
SARTES	82
SIONNE.....	83
TRAMPOT	85
VIOCCOURT.....	86
VOUXEY.....	87

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Aouze

Séance du 13 septembre 2023

L'an deux mil vingt trois

Et le treize septembre à 20 heures 30

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances

Sous la présidence de Monsieur Gilles CHOIGNOT, Maire.

Etaient présents :

Tous les membres en exercice sauf Jean-Louis ALBERTI, Gérard MOUGENOT et Régis ORLER

A été nommé secrétaire :

Matthieu GAILLARD

2023/12

Objet : P.L.U.I. (annule et remplace la délibération 2023/07 Du 25 août 2023)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Aouze doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité

EMET un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023, pour les raisons suivantes :

La parcelle AA 252 doit être classée en constructible dans sa totalité (une partie en N)

Les parcelles AA 33, 283 et 54, classées en N dans le centre du village, doivent être classées en constructibles.

Certifiée conforme,

Le Maire **GILLES
CHOIGNOT**

Signature numérique
de GILLES CHOIGNOT
Date : 2023.09.21
09:52:32 +02'00'

Département des
VOSGES

DU CONSEIL MUNICIPAL D'ATTIGNEVILLE

SEANCE DU 27 juillet 2023

Nombre de Conseillers

En exercice : 11

Présents : 9

Votants : 10

Absents : 2

Exclus : 0

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept juillet à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est
réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,

Sous la Présidence de M. Frédéric POIRETTE, Maire

Date de la convocation :
20/07/2023

Sont présents : POIRETTE Frédéric, HENRY Yannick, PIEROT Guy,
MAUGUÉ Rachel, CEVALTE Alain, DURAND Cyril, GUIGUES Gérard,
HARMAUD Adrien, THIBOUT Patrick

Date d'affichage :
28/07/2023

Formant la majorité des membres en exercice ;
Sont absent(e)(s), excusé(e)(s) : LARRIERE Fanny (donne procuration à
Guy PIEROT), MASSON Virginie
Sont absent(e)(s) non excusé(e)(s) : néant

Guy PIEROT est élu Secrétaire de séance.

Objet de la délibération :
N° 2023/06/004

PLUI

SECOND ARRET

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et
suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de
Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de
Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017
précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et
permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à
l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017
validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état
initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019
prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du
Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du
Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et
notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023,
arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers
communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23/02/2023, donnant son
avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023,
arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers
communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des
consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Attigneville doit émettre et
transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA)
sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5
juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à
partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code
de l'urbanisme). Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les
anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et
du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa
rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les
modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été
mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le
détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est
tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019
et au sein du Conseil Municipal en date du 28/01/2020 sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD), les principales options,
orientations et règlements que contient le second projet de Plan
Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire, invité
à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis
DEFAVORABLE au projet de Plan Local d'Urbanisme
intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil
communautaire en date du 5 juillet 2023. Cette décision est justifiée
de manière identique à celle prise le 23/02/2023 ; à savoir : par la
suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité
Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le
règlement graphique de la Commune d'Attigneville et demande
expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette

décision et de réattribuer la zone 1AU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUI en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité.

Par ailleurs, le Conseil note le manque de communication auprès des administrés.



Frédéric POIRETTE

Frederic POIRETTE
2023.07.28 13:30:22 +0200
Ref:20230728_132401_2-1-O
Signature numérique
le Maire

A l'attention de :
Mesdames, Messieurs les Membres du Comité
Technique du PLUi

Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 Neufchâteau

A Attignéville, le 11/10/2022

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la CCOV - Zone 1AU Attignéville

Monsieur le Président de la CCOV,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique de PLUi,
Chers collègues,

Je me permets ce courrier car vous allez évoquer la situation d'Attignéville lors de votre prochaine réunion du Comité Technique ; à savoir : le maintien ou la suppression de la zone 1AU intégrée dans les projets de zonage d'Attignéville, suite à un projet annexe de constructions. Aussi, il convient que vous soyez parfaitement informés de la situation pour prendre une décision. Je souhaite également vous donner mon point de vue sur cette affaire.

La parcelle ZH 230, d'une surface de 6000m², avait été initialement choisie par la Commune comme zone d'extension urbanisable préférentielle – en face d'un lotissement existant, définie dans la carte communale comme zone prioritaire à urbaniser.



Cette zone avait finalement été rejetée par le Comité technique, sur conseil du bureau d'études NEGE, car elle n'était pas située directement dans le centre bâti historique du village, et qu'elle créait une extension de l'existant sur une terre avec un potentiel agricole. Je pense aussi que la parcelle était jugée trop grande (6000m² ; contre 2500 à 3000m² proposés par la CCOV).

La Commune a pris bonne note de ce refus, et sur votre proposition, le Conseil Municipal a choisi parmi les options proposées une nouvelle zone 1AU en 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242).



En septembre 2021, la Commune a été approchée par un particulier, qui avait un projet de création de 3 à 4 maisons individuelles sur la parcelle ZH 230, précédemment refusée pour la zone 1AU. Immédiatement, nous avons sollicité une rencontre avec les représentants de la CCOV (N. NEY, F. KOBYLARZ, J. VIGNOLA) afin de leur faire connaître ce projet ; qui déboucherait sur la très probable réalisation de constructions multiples en amont du PLUi. S'il avait été dit que les constructions postérieures à 2018 entraînent dans les quotas de constructibilité définis par le PADD et que ce n'était pas cohérent avec la démarche mise en place par la CCOV, il nous avait été rappelé que la Carte Communale faisait foi et que le projet était en l'état recevable ; sauf à apposer un sursis à statuer au dossier.

Vous le savez toutes et tous, la démarche d'un Maire est de se battre pour les intérêts de sa Commune. La possibilité d'accueillir 3 à 4 nouvelles familles sur notre territoire, sur une zone que la Municipalité avait initialement sélectionnée pour la développer, est une opportunité difficile à laisser passer. Malgré tout, ne voulant pas acter une opération trop défavorable à l'intercommunalité, et conformément aux recommandations émises par N. NEY, nous avons pris contact avec les porteurs de projet, afin de discuter avec eux des surfaces des parcelles projetées ; dans le but de les inciter à se rapprocher au maximum des critères définis par le PADD (10 logements par hectare pour les communes rurales).

Pour diverses raisons, le projet n'est pas allé à son terme. Toutefois, dans la continuité, un autre projet, porté cette fois par des habitants du village, a vu le jour sur ce même terrain. La Commune s'est alors rapprochée des particuliers pour leur faire connaître la densité des logements à l'hectare souhaitée par la CCOV, et a demandé à obtenir une bande d'1.40m le long de la parcelle, pour créer un espace public entre la voirie et les parties privatives (ce qui a été accepté par les porteurs de projet, gratuitement). Cette opération, faisant finalement état de la création de 6 parcelles, a été officialisée via le dépôt d'un Certificat d'Urbanisme Opérationnel cet été, puis d'un Permis d'Aménager en vue d'allotir fin septembre 2022.



Comme je l'ai expliqué à F. KOBYLARZ et N. NEY lors de notre rencontre du 06/10/2022, organisée à leur demande, il m'est impossible d'apposer un sursis à statuer sur ce dossier :

- Porté par des habitants du village, qui ont déjà investi pour acquérir le terrain, et qui sont extrêmement sérieux dans leur démarche (investissement pour création de logements locatifs, architecte et géomètre embauchés en amont, concertation avec la Commune, cession d'une bande de terrain pour parfaire l'aménagement public) ;
- Favorable à la Commune et au territoire, avec à terme un projet de 3 pavillons locatifs individuels et de 3 autres parcelles à construire pour maisons individuelles ;
- Respectant les prescriptions définies par le PPAD (création de 6 parcelles constructibles sur 6000m² ; soit 1 logement par hectare).

Selon les représentants de la CCOV, cette décision pourrait vous amener à rediscuter de la zone 1AU ; octroyée à la Commune dès le début des échanges relatifs au PLUi (2016/2017) et dont l'emplacement avait été défini en concertation avec le Comité Technique (2020). Depuis, les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ont également été définies pour cette zone (2022).

Je souhaite vous faire part de mon total désaccord quant à l'éventuelle modification du zonage de notre Commune :

- À quelques jours d'un comité de pilotage décisif, et à quelques semaines de l'approbation définitive du PLUi, ne laissant plus de possibilités à la Municipalité de chercher des alternatives ou d'échanger avec le Comité Technique ;
- Alors même qu'il avait été demandé aux communes d'arrêter le zonage pour le 23/09/2021 dernier délai (soit il y a plus d'un an) ; et que l'information d'un projet de constructions avait été communiquée aux services de la CCOV en octobre 2021, sans délai ;
- Alors même que le bâti existant de notre village ne comporte que très peu de dents creuses ou de maisons à réhabiliter, et que le PLUi a supprimé la totalité des zones d'extension prévues dans la carte communale – ce qui de fait, rendrait totalement impossible l'augmentation de la population municipale pour plusieurs dizaines d'années ! Dans un contexte de revitalisation des territoires ruraux, c'est un non-sens !

Je comprends parfaitement que vous portiez une démarche intercommunale, articulée par des enjeux définis en amont, avec des intérêts propres à la collectivité, et surtout avec des obligations et des règles imposées par l'Etat et d'autres Personnes Publiques Associées.

Mais de mon point de vue, une carte communale est en vigueur, et il ne m'est pas possible de passer outre pour bloquer un projet pertinent (1 logement par hectare, actuellement en zone constructible), local (porté par des Attignévillois) et qui va dans le sens de l'intérêt collectif (augmentation de la population, diversification de l'offre de logements). Aussi, il serait vraiment dommageable que vous pénalisiez notre Commune en conséquence, en supprimant la seule alternative permettant au village de se développer sur le moyen et long terme.

Je reste bien entendu à votre disposition si besoin. Je vous remercie pour votre lecture, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la CCOV, Mesdames, Messieurs les membres du Comité Technique du PLUi, l'expression de mes sincères salutations.

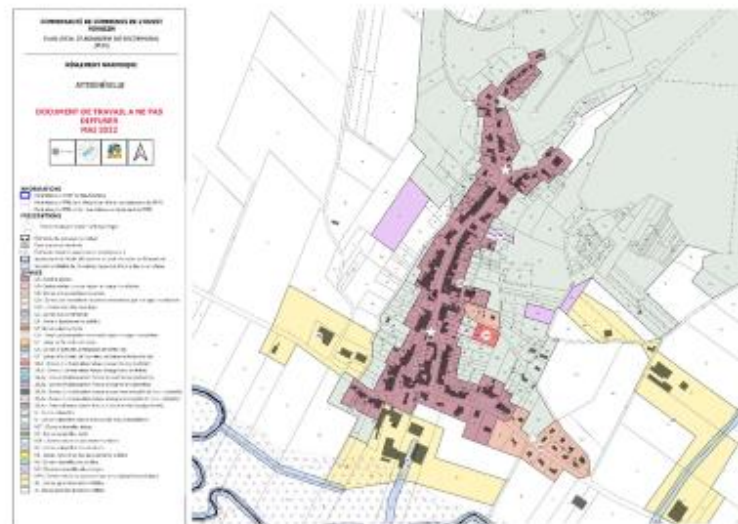
Le Maire, Frédéric POIRETTE

(Signature manuscrite)



Annexe au présent courrier :

Dernier plan du zonage provisoire du PLUi sur Attignéville (transmis par la CCOV courant 2022)



**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AUTIGNY LA TOUR**

Séance du lundi 25 septembre 2023

Séance ordinaire

Membres en exercice :

10

Date de la convocation: 21/09/2023

Présents : 9

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-cinq septembre à 18 heures 30, le conseil municipal régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Mme Dominique HUMBERT, Maire

Votants : 10

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____

Présents : Dominique HUMBERT, André SIMONET, Sébastien CEVALTE, Aurélie CLAUDE, Michel Jean THOMAS, Alexis FLOHR, Jean HUMBERT, Benoît AUBERTIN, Marie-Luce THIBOUT

Représentés : Jean-Claude DURAND par Dominique HUMBERT

Excusés :

Absents :

Secrétaire de séance : André SIMONET

DE_2023_032 - Objet : PLUi avis sur le 2ème projet - modification de la délibération du 3 août 2023

Par délibération du 3 août 2023, le conseil municipal avait émis un avis favorable au 2ème projet du PLUi avec une réserve concernant la parcelle AB 70. Il souhaitait que la partie basse de cette parcelle classée en zone "N non constructible" soit classée en zone "Ua, constructible".

Avec cette réserve, l'avis du conseil municipal ne peut être considéré comme favorable. Mais il est possible de demander le classement en zone "Ne" qui permettra la construction de petits équipements publics, sans créer de nouveaux logements.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200, Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune d'AUTIGNY LA TOUR doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **émet un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023,

- **Emet une réserve** concernant la parcelle cadastrée section AB n°70.

Cette parcelle est située à l'arrière d'un bâtiment communal abritant deux logements, au cœur du village. Le projet de PLUi la classe en zone "Ua" pour une partie (partie haute) et en "N" pour la partie restante.

Considérant que cette parcelle est propice à de petits équipements publics au vu de sa situation géographique et topologique, le conseil municipal demande que le secteur "N" de la parcelle AB 70 soit classé en sous-secteur "Ne", celle-ci étant au centre du village, entourée de parcelles bâties et desservie par les réseaux.

Ainsi fait et délibéré,
Le Maire,

Mme Dominique HUMBERT



MAIRIE AUTREVILLE
88300

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2023
Délibération : 02-04-2023

Nombre de conseillers : 11

En exercice : 11
Présents : 07
Votants : 09

Présents : M. BIGEON Jean-Marie, M. FOURNIER Alain, M. HENRY Joël,
M. HILDENBRAND Jacques, Mme BALLAI Emilie, Mme LAUBERTON Francine, Mme JOCHEM
Marie-Hélène

Absent excusé : M. CLAUDEL Benoit donne son pouvoir à M. BIGEON Jean-Marie, M. LUCOT PASCAL donne son
pouvoir à Mme BALLAI Emilie, M. WEBER Alain, Mme CARLOT Marine

Secrétaire de séance : Mme BALLAI Emilie

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de
Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de

Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à
l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du
diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est
tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a
été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté
au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a
été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Autreville doit émettre et transmettre un avis en tant que
Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5
juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce,
dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de
l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de
Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure
ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier
d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5
novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 15/11/2019 sur les orientations générales
du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options,
orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal
arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des votants, émet
un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par
le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

Pour copie Conforme :

En Mairie, le 22 septembre 2023

Le Maire, Jean-Marie BIGEON



JEAN MARIE BIGEON
2023.09.26 16:27:00 +0200
Ref:20230926_162202_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Bazoilles Sur Meuse Séance du 7 SEPTEMBRE 2023

Date de la convocation
25/08/2023

Date d'affichage
14/09/2023

Nombre de membre

Afférent au conseil : 15

En exercice : 14

Votants : 13

N° 048/2023

A l'unanimité
Pour : 0
Contre : 13
Abstention : 0

L'an deux mille vingt-trois et le sept septembre, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie de Bazoilles sur Meuse, sous la présidence de ORY Bruno, Maire

Présents : M. ORY Bruno, Maire,
Mmes : BABIC Lorraine - ETIENNE Annick – PERREY Peggy - RENAUT Delphine
MM. CHACON José – CLAUDE Fabien - KOZAREVIC Zoran - METZGER Olivier - MULLER Michel - RAGUE Alain - TOUSSAINT Jean-Christophe

Excusé(s) et/ou ayant donné procuration : M. FERY Jean-Paul donne pouvoir à M. ORY Bruno ; LARBAOUI Julien

M. MULLER Michel a été nommé secrétaire de séance.

Objet de la délibération : PLUI 2^e arrêt

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/04/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des

Le Maire rappelle que la commune de BAZOILLES SUR MEUSE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, donne un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023. Voici les remarques :

Argumentaire sur le plan général :

— L'ensemble des Maires des communes de la CCOV ont compris les arguments avancés pour l'élaboration d'un PLUi.

— Réduction de la consommation des terres agricoles.

— Démographie en baisse.

— Maisons abandonnées et dents creuses.

Conséquences :

— Peu de terrain pour les constructions neuves. Mais pas de distinction dans le PLUi entre les communes rurales dynamiques en expansion et celles qui sont en déclin. Au contraire les dents creuses ou les maisons à restaurer sont plutôt dans les communes en déclin qui n'attireront pas plus demain qu'aujourd'hui.

— Des contraintes fortes sur les restaurations des maisons ce qui décourage d'éventuels acheteurs.

— Des contraintes sur les jardins, les dépendances, les lisières de forêts

Ressenti :

— Au niveau national le PLUi est l'outil idéal pour désertifier les villages ruraux sacrifiés au profit des regroupements de populations sur les centres bourg, les petites villes de demain et préfigure la diminution du nombre de communes.

— Le PLUi et le ZAN semblent à contre-courant des constatations récentes du manque de logements en France.

En ce qui concerne Bazoilles-sur-Meuse :

_ La zone 1AU octroyée de 1500 m² est de forme carrée. La demande écrite de la commune était d'avoir un rectangle de surface identique le long de la chaussée pour faciliter l'implantation de deux maisons. Cette demande n'a pas été prise en compte.

_ La parcelle 10 est bizarrement coupée en deux, une moitié en UB l'autre en N. Pourquoi ? (cette parcelle vient de faire l'objet d'une vente entre particuliers).

_ Les parcelles 560, 561, 562, 564, 809, 812, 811, 806 et 807 sont des jardins pourquoi les classer en N ?

_ La parcelle 147 n'est plus à placer en emplacement réservé.

_ La parcelle 673 est à placer en UE dans sa totalité (possibilité d'extension du terrain de sport). Pourquoi un découpage en escalier ?

Acte rendu exécutoire
après dépôt en
Préfecture d'Epinal
le : 25/09/2023

Le Maire,
M. ORY Bruno



**Conseil
Municipal
du
12 septembre 2023**

Réuni à la Mairie de Certilleux à
20h00

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 05 septembre 2023

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : 11

Président de séance
**Le Maire,
Jean-Marie LOUIS**

Secrétaire de séance :
Michel DENNY

**DELIBERATION
n°2023/09/12/001**

Visée par la Préfecture des
Vosges
le :
18.09.2023

Notifiée le :
26.09.2023

Cette délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès
de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans le délai de
deux mois à compter de sa
publication et de sa
transmission aux services de
l'Etat

COMMUNE DE CERTILLEUX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-trois, le douze septembre, le Conseil Municipal
de la Commune de Certilleux s'est réuni à 20h00 à la Mairie de
Certilleux, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents :

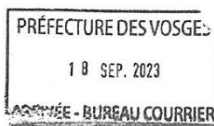
Monsieur Jean-Marie LOUIS
Maire

Monsieur Michel DENNY
Adjoint au Maire

Madame Aurore BALANDIER, Madame Ghislaine HARMS,
Monsieur René KLOCK, Madame Estelle MICHEL, Madame Joëlle
MAGDZIAREK, Monsieur Bernard MEISTERMANN, Monsieur
Alexandre RADIC
Conseillers Municipaux

Absents excusés : Madame Marie-José CABLEY, Monsieur
Benjamin PAGNON a donné pouvoir à Monsieur Michel DENNY

Nombre de Membres présents :	09
Nombre de suffrages exprimés :	10
Votes Pour :	10
Votes Contre :	00
Abstention :	00



**Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : second
arrêt du projet**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et
suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin
de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays
de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du
PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux
issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du
débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à
200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI
tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2023/03/28/011 du 28 mars 2023, donnant son avis
sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel
qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt
n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Certilleux doit émettre et transmettre un avis en tant
que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté
en date du 05 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05 juillet 2023, soit jusqu'au
05 octobre 2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du
Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les
différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation
avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au
dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire
en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2019
sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable
(PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de
Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05 juillet 2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité

- EMET un **AVIS FAVORABLE AVEC RESERVES** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 :
- Parcelle cadastrée Section ZA n°41 : faire correspondre la « zone naturelle des vergers » avec la zone « éléments remarquables du patrimoine naturel à préserver »
- Parcelle cadastrée Section ZD n°75 : supprimer une partie de la « zone naturelle des vergers » afin de favoriser un accès direct à l'arrière de la maison et mettre cette partie en zone constructible
- Parcelle cadastrée Section ZC n°38 : 400 mètres de haies à ajouter

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Au registre sont les signatures

A Certilleux, le 12 septembre 2023

Le Maire,
Jean-Marie LOUIS



DEPARTEMENT DES VOSGES

Arrondissement de NEUFCHATEAU

Commune de CHATENOIS

1, rue de Lorraine - BP 40 - 88 170 CHATENOIS

Tél.: 03 29 94 51 09 - Fax.: 03 29 94 59 40

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°007-11/09/2023

Séance du 11 Septembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
18	13	16
Pour	Contre	Abstentions
16	0	0

Date de la Convocation
Le 4 septembre 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 14 septembre 2023

Objet de la délibération

N°007-11/09/2023 :
Avis de la commune
de Châtenois sur
l'arrêt du PLUi en
date du 05 juillet
2023

L'an Deux Mille Vingt Trois,

Le Onze Septembre,

A 20 Heures.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de CHATENOIS,

Sous la Présidence du Maire,

Guy SAUVAGE.

Secrétaire de séance : Madame Arlette BERARD

Absents : Madame Pascale BINOT (procuration à madame Corinne THIEBAUT), Monsieur Frédéric DEVILLARD, Monsieur Fezayil BOL (procuration à madame Arlette BERARD), Monsieur Jean-Philippe THOUVENIN, Monsieur Dylan NICOLAS (procuration à madame Lydie THOUVENIN)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Châtenois du 20 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du

PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Châtenois doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal de Châtenois en date du 03 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal de Châtenois,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Châtenois par 16 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable aux réserves au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 05 juillet 2023.

Détail des réserves :

- 1- Considérant la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Châtenois approuvée par délibération n° 6 du 11 septembre 2023.
Considérant que ce nouveau zonage consiste à redéfinir les zones d'assainissement collectif et non collectif au regard des équipements existants et de tenir compte des perspectives d'urbanisation du PLUi tel qu'il est arrêté au 05 juillet 2023.

Il est demandé à la CCOV d'annexer, le nouveau plan de zonage d'assainissement et sa délibération d'approbation n° 006 du 11/09/2023, au PLUi.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de CHATENOIS,

Guy SAUVAGE.

Signature
numérique de
Guy SAUVAGE
Date : 2023.09.19

République française

Département des Vosges

COMMUNE DE CHERMISEY

Séance du 04 août 2023

Membres en exercice : 7	Date de la convocation: 28/07/2023 <i>L'an deux mille vingt-trois et le quatre août l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Francis BAUNIN</i>
Présents : 5	Présents : Francis BAUNIN, Kevin ANDRIEUX, Jean-Luc GRANDIDIER, Manuel DA SILVA, Séverine MICHEL
Votants: 6	
Pour: 6	Représentés: Hugo MICHEL par Séverine MICHEL
Contre: 0	Excusés: Magali MARLIERE
Abstentions: 0	Absents:
	Secrétaire de séance: Séverine MICHEL

Objet: PLUi : Avis sur le 2ème arrêt - DE_2023_029

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi "Climat et Résilience" adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 03/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de CHERMISEY doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en oeuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 18/09/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, EMET un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2023.

Francis
BAUNIN

Signature numérique
de Francis BAUNIN
Date : 2023.08.29
10:16:03 +02'00'

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le ____ / ____ / 20____
et publié ou notifié
le ____ / ____ / 20____

Séance du lundi 25 septembre 2023

Date de la convocation: 20/09/2023

Membres en exercice : 6

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-cinq septembre l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Daniel FRESNAIS,

Présents : 6

Présents : Daniel FRESNAIS, Chantal GODARD, Patrick BONO, Felix CHRETIEN, Daniel DUPAYS, Olivier FESQUET

Votants : 6

Pour : 2

Représentés :

Contre : 2

Excusés :

Abstentions : 2

Absents :

Secrétaire de séance :

Felix CHRETIEN

2023_016 - Objet : PLUi

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Clerey la Côte doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

laire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, elle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil municipal en date du 29/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Conseil Municipal,

Après l'exposé de M. le Maire,

Le conseil municipal se prononce, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 2 voix « pour », 2 voix « contre » et 2 abstentions émet un avis favorable (la voix du Maire étant prépondérante, le Maire ayant voté Pour) au projet de Plan d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Extrait conforme certifié exécutoire,

Le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°02/27-09-2023

Séance du 27 Septembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	07	07
Pour	Contre	Abstentions
0	07	0

L'an Deux Mille vingt-trois

Le vingt-sept septembre

A 20 Heures 00.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de COURCELLES-sous-CHATENOIS

Sous la Présidence du Maire Monsieur Michel HUMBLLOT

Secrétaire de séance : Mme Isabelle HUMBLLOT

Etaient présents tous les membres :

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Courcelles-sous-Châtenois du 08 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la décision du conseil municipal n°02/27-09-2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Le Maire rappelle que la commune de Courcelles-sous-Châtenois doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêté du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal de Courcelles-sous-Châtenois en date du 11 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

**Le Conseil Municipal de Courcelles-sous-Châtenois,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,**

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Courcelles-sous-Châtenois

Par 0 voix « pour », 7 voix « contre » et 0 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 05 juillet 2023, pour les raisons suivantes :

- 1) D'une part absence totale de terrain à bâtir,
- 2) D'autre part, la ceinture constructible de la commune s'étendant entre la rue de la Grande Fontaine et le chemin n° 1 de Malclaire, forme un cercle de parcelles construites dans lequel se trouve également des parcelles devenues non constructibles suite à l'arrêt 1 et 2 du PLUI situées en section OA n° 27-28-29-222-223-225-227-228-229-539-540
- 3) Egalement à l'entrée du village le long du CD 27 entre les parcelles construites à savoir parcelles section OA n° 270-271-272-278.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de Courcelles-sous-Châtenois

Michel HUMBLLOT



Accusé de réception Contrôle de légalité

Structure Commune de Courcelles-Sous-Chatenois (Siret : 21880117300012)
Service Mairie
Imprimé par Michel HUMBLLOT (MA88117-1)
Date d'impression 05/10/2023 08:21:51

Nature Délibérations
Matière Institutions et vie politique | Intercommunalité | Autres
Référence de l'acte **0227092023**
Designation AVIS DE LA COMMUNE SUR L'ARRET DU PLUIEN DAATE DU 05/07/2023
Date de décision 27/09/2023

Transmission au contrôle de légalité

Déposé le 04/10/2023 - 18:53:42 par Michel HUMBLLOT (MA88117-1)

Emis le 04/10/2023 - 18:54:03

Accepté par la (Sous-)Préfecture

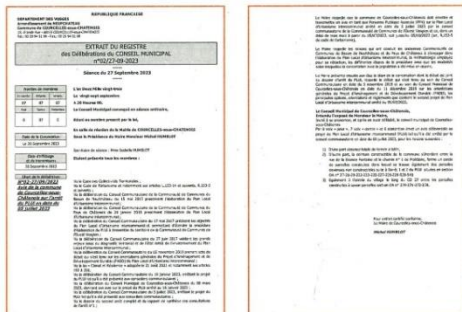
Réception à la (Sous-)Préfecture le 04/10/2023 - 19:52:03

Référence technique de l'AR : 088-218801173-20230927-0227092023-DE

Certifié exécutoire le 04/10/2023

Acte principal 0227092023Avisdelacommunedecourcelles-sous-Chatenoissurl'arretduPLUiendatedu05juille
t2023.pdf, 192 Ko, 2 page(s)
Annexes aucune

Aperçu de l'acte principal



COMMUNE DE COUSSEY Département des Vosges Arrondissement de Neufchâteau Canton de Neufchâteau	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
---	---

SEANCE DU 17 JUILLET 2023

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférent au conseil municipal	En exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
15	15	13	15

L'an deux mille vingt-trois et le 17 juillet à 20 heures, le conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion 39, Grande Rue, sous la présidence de M. COIFFIER Christophe, Maire.

Date de la convocation : 08/07/2023

Présents : COIFFIER Christophe - JODAR Lydie - DELVIGNE Mathieu - REDON Paul - KIRTZ Michèle - PATZELT Vincent - MUNDING Claude - MESSIN Dominique - ADAM Silvère - DRAPIER Emmanuel - JORANT Jean-Luc - RUTISHAUSER Aude - HECTOR Christophe

Date d'affichage :

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture le :

Et publication ou notification du :

Absents avec pouvoir : MOUGEOT Coralie pouvoir à COIFFIER Christophe - BAUDRY Martine pouvoir à JORANT Jean-Luc

Secrétaire de séance : JODAR Lydie

OBJET DE LA DELIBERATION : N°20230717/05	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) : avis sur le deuxième projet arrêté le 5 juillet 2023.
---	--

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de COUSSEY doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 3 mars 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

0 voix « pour »,

10 voix « contre » (Adam Silvère, Delvigne Mathieu, Coiffier Christophe, Mougeot Coralie, Kirtz Michèle, Drapier Emmanuel, Jorant Jean-Luc, Baudry Martine, Patzelt Vincent, Munding Claude)

et 5 abstentions (Redon Paul, Messin Dominique, Hector Christophe, Rutishauser Aude, Jodar Lydie)

- émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 compte-tenu du manque d'équité dans la répartition des nouvelles surfaces constructibles entre les différentes communes de la communauté de communes.

Le Maire,



Christophe COIFFIER

Christophe COIFFIER
2023.07.20 11:57:28 +0200
Ref:20230720_114601_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de DARNEY-aux-CHENES
5, Rue Principale - 88170 DARNEY-aux-CHENES
Tél.: 03 29 94 54 38 - Fax.: 03 29 94 54 38

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°01/25-09-2023

Séance du 25 Septembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
07	06	07
Pour	Contre	Abstentions
07	0	0

Date de la Convocation
Le 18 Septembre 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 26 Septembre 2023

Objet de la délibération
N°01-25/09/2023
Avis de la commune
de Darney-aux-
Chênes sur l'arrêt du
PLUi en date du 05
juillet 2023

L'an Deux Mille vingt trois

Le vingt-cinq septembre

A 20 Heures 30

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DARNEY-aux-CHENES

Sous la Présidence du Maire Monsieur DUBOIS Gérard

Secrétaire de séance : Florence ROBERT

Etaient présents tous les membres : sauf Monsieur Vincent BAET
(procuration à Madame Florence ROBERT)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants,
R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes
du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes
du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les
objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la
procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands
enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du
Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant
acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses
articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le
projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Darney-aux-Chênes du 26 Janvier
2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet
du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des
consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Darney-aux-Chênes doit émettre et
transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan
Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil
communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce,
dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023
(art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de
Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans
l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie
employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les
modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en
œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est
joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du
Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil
Municipal de Darney-aux-Chênes en date du 09 décembre 2019 sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable
(PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le
second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal de Darney-aux-Chênes

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Darney-
aux-Chênes

par 7 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au
projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par
le conseil communautaire en date du 05 juillet 2023.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire de DARNEY-aux-CHENES

**Gérard DUBOIS GERARD
DUBOIS**

Signature numérique
de GERARD DUBOIS
Date : 2023.10.02
18:53:58 +02'00'

DEPARTEMENT DES VOSGES
Arrondissement de NEUFCHATEAU
Commune de DOLAINCOURT

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°02-06/09/2023

Séance du 06 septembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
7	5	6
Pour	Contre	Abstentions
2	2	2

Date de la Convocation
Le 29 août 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 19 septembre 2023

Objet de la délibération

N°02-06/09/2023 :
Plan local
d'urbanisme
intercommunal

L'an Deux Mille Vingt-trois,

Le six septembre,

A 20 Heures.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

Réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie de DOLAINCOURT,

Sous la Présidence du Maire,

CHANÉ Elisabeth

Absents : ROLIN Alexandre, CARTERET Philippe (procuration à DE OLIVEIRA Antoine)

Secrétaire de séance : Pierre WALTER

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 01/2023 du 13/04/2023, donnant son avis

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de DOLAINCOURT doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 12/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 2 voix « pour », 2 voix « contre » et 2 abstentions émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Cet avis favorable résulte de l'application de l'article L2121-20 du code général des collectivités territoriales qui dispose que : « Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du maire est prépondérante. »

Etant donné que Madame le Maire a voté pour il en résulte in fine un avis favorable.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire,
Elisabeth CHANÉ.

Elisabeth CHANE

Signature numérique de Elisabeth
CHANE
Date : 2023.09.26 19:26:10 +02'00'

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES VOSGES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNE DE DOMMARTIN-SUR-VRAINE

Séance du 25 septembre 2023

Nombre de membres
Dont le conseil municipal doit
être composé : 11
En exercice : 10
Qui assistent à la séance 09
Qui ont pris part à la
délibération : 09

L'an 2023, le 25 septembre à 20 :30, le Conseil Municipal de la
Commune de DOMMARTIN-SUR-VRAINE s'est réuni à la Salle du
Conseil Municipal, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de
Monsieur Jean-Marie MARC, Maire, en session ordinaire.

Présents : M. MARC Jean-Marie, Maire, Mme MAGINEL Océane et
Mrs COMBEAU Philippe, FRANCOIS Frédéric, MAGINEL Florian,
PARISOT Ghislain, RICHARD Romain, ROL François et THIEBAUT
Guy.

Date de la convocation
19/09/2023

Excusé(s):
Mme MARANDE Noëlle

Mr Florian MAGINEL a été nommé secrétaire de séance

N° 202305/02

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15
mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20
janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux du diagnostic
territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les
orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté
aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté
aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de DOMMARTIN-SUR-VRAINE doit émettre et transmettre un avis en tant que
Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023
par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois
mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau
et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire et est susceptible d'être déférée auprès du
Tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la
certation avec la population a été mise en œuvre.

Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI,
celle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du
seil Municipal en date du 23/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
veloppement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet
Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Conseil Municipal,
endu l'exposé de M. le Maire,
té à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 08 voix « pour », 01 voix « contre » et 00
tention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté
le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,
En mairie, le 29/09/2023

Le Maire,
Jean Marie MARC

Le Secrétaire de Séance,
Florian MAGINEL



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire et est susceptible d'être déférée auprès du
Tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

République Française
Département VOSGES
Commune de DOMREMY LA PUCELLE

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 11/08/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
9	8	8

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 8	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Prefecture de
Neufchâteau
Le : 17/08/2023
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 11 Août à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de DOMREMY LA PUCELLE s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Véronique THIOT, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 03/08/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 03/08/2023.

Présents : Mme THIOT Véronique, Maire, Mme RAOULX Josiane, MM : FERREIRA Sébastien, PANICHOT Gilles, PANICHOT Théophile, PINEAU Jean, TARON Philippe, VARINOT Pierre

Absent : HILAIRE Rémy

A été nommé secrétaire : PINEAU Jean

1-20230811 – PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 10/03/2023 N° 5-20230310, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Domremy La Pucelle doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 22/01/2021 N° 2-20210122 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 8 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 17/08/2023
Le Maire
Véronique THIOT



- REPUBLIQUE FRANCAISE -

DEPARTEMENT DES VOSGES
COMMUNE DE FREBECOURT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS.

Nombre de membres		L'on deux mille vingt trois le lundi vingt-cinq septembre à dix-neuf
Afférents au conseil :	11	heures le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au
En exercice :	11	nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur
Présents :	10	Yvon HUMBLLOT, Maire de la commune de Frebécourt.
Qui ont délibéré :	11	

Présents : Monsieur Yvon HUMBLLOT, Madame Murielle GALAND, Déborah PORTHAS, Messieurs Olivier LEGRAND, Cyril FAUCHART-THOMAS, Fabien PERRIN, Didier ROY, Frédéric HERBELOT, Philippe COLIN, Frédéric GEOFFROY
Absent(e)s excusé(e)s :
M. Gérald WARNET donne procuration à M. Yvon HUMBLLOT

Secrétaire de séance : Madame Murielle GALAND
Date de la convocation : 18/09/2023
Date d'affichage : 28/09/2023

01.25.09.2023 : Plan Local d'urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
Le Maire rappelle que la commune de Frebécourt doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).
Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.
Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de M. le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 11 voix « pour », émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Pour extrait certifié conforme.
Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le Maire.



N° 32/2023

Département

VOSGES

Arrondissement

NEUFCHATEAU

COMMUNE
De
FREVILLE

**EXTRAIT DU PROCES VERBAL
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

Du 21 septembre 2023

L'an deux mil vingt-trois, le 21 septembre, le conseil municipal de FREVILLE convoqué en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. LEBLANC Stéphane, Maire.

Etaient présents :

MM. LEBLANC Stéphane – TOLLOT Christophe – LABE Emmanuel
– LE SOLLEU Luc – TOLLOT Damien - M. GORNET Loïc

Mme DE VITO Christine

Excusées ayant donné pouvoir :

Mmes LABE Christelle à LABE Emmanuel – LEBLANC Laurence à LEBLANC Stéphane

OBJET : Plan Local d'Urbanisme intercommunal : 2ème arrêt

Le Maire rappelle que la commune doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 22/09/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

EMET un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

LABE Emmanuel, secrétaire de séance,

LEBLANC Stéphane, Maire,



Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour copie conforme et exécutoire.

Nombre de conseillers :

- en exercice : 9

- présents : 9 (9 Pour)

Convocation du Conseil municipal le : 15/09/2023

Liste des délibérations affichée à la porte de la mairie le : 27/09/2023

DEPARTEMENT DES VOSGES

NOMBRES	DE	MEMBRES
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
15	14	13 Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0

DATE DE LA CONVOCATION

20/09/2023

DATE D'AFFICHAGE

26/09/2023

Objet de la Délibération

N° 2023/035

Séance du 25 Septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois et le 25 Septembre à 20 Heures 00, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Joël BRESSON, Maire.

Etaient Présents : Le Maire : M. Joël BRESSON – Les Adjoints : Gilles HURAUX – Laëtitia CABANIÉ – Christelle GUILLLOT- Les Membres : Philippe GADAUT – Régine NICOLAS – Richard HERBELOT - Magalie MAÎTRE D'HÔTEL - Claude MARLANGEON - Arnaud FRANCOIS

Absents excusés avec procuration : Éric GERARD - Mickaël GERARD - Mario SOARES

Absente excusée sans procuration : Josiane PFLIEGER

A été nommé secrétaire : Monsieur Philippe GADAUT

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL : Avis de la Commune en tant que Personne Publique Associée

Vu le Codes des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 Janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 Mars 2023, donnant avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations

de l'arrêt n° 1 ;

Le Maire rappelle que la commune de GIRONCOURT SUR VRAINE doit émettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 5 octobre 2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invite à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 13 voix « pour », émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Joël BRESSON

Joël BRESSON
2023.09.26 15:28:33 +0200
Ref.20230926_142202_1-1-O
Signature numérique
le Maire

Joel BRESSON



Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Greux doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Mme le Maire, est invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 29 juillet 2023
Aurélien PIERSON,
Maire

Aurélien PIERSON

AURELIE PIERSON
2023.07.28 21:42:23 +0200
Ref:20230728_213602_1-1-0
Signature numérique
Le Maire



Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
8	8	8

Date de convocation 24 juillet 2023
--

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-huit juillet à vingt heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Salle Conseil de la Mairie, sous la présidence de **Aurélien PIERSON**, maire.

Présents : BAILLY Jean-Christophe, DILLET Adeline, GUYON Isabelle, LISTAR Christophe, MELCION Damien, MELCION Roger, MOUGINOT Rodolphe, PIERSON Aurélien.

Absents : .

Représentés : .

Madame DILLET Adeline a été nommée secrétaire de séance.

Objet : Avis PPA/Commune Membre PLUi - CCOV - 2nd arrêt
N° de délibération : 46_2023

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 03/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

République Française
Département des Vosges
Commune de HARCHÉCHAMP

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 20/09/2023

Référence
2023.09.20.03

Objet de la délibération
Avis concernant le 2 ^e arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Nombre de membres
Afférents : 7
Présents : 7
Ayant pris part au vote : 7

Date de la convocation
15/09/2023

Date d'affichage
21/09/2023

Vote
A l'unanimité
Pour : 0
Contre : 7
Abstention : 0

L'an 2023 et le 20 septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, salle de la mairie, sous la présidence de M. CALIN Thierry, Maire

Présents : M. CALIN Thierry, Maire, M. ALBERT Vincent, 1^{er} Adjoint, M. MOUROT Ludovic, 2^e Adjoint, Mme JONVAL Laurence, Mme FREITAS Ana, M. MORLOT Romain, M. MAILLY Gabin, conseillers municipaux

Excusés : néant

Absents : néant

A été élu(e) secrétaire : Mme FREITAS Ana

Objet de la délibération : Avis concernant le 2^e arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 01/03/2023, donnant un avis défavorable sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Harchéchamp doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire a rappelé les divers éléments composant ce dossier et en particulier les éléments concernant la commune d'Harchéchamp. (Les liens de téléchargement de l'ensemble des documents du PLUI avaient été transférés à chacun des membres du Conseil municipal le 28 juin 2023.) Le débat sur le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables débattu en Conseil communautaire du 05/11/2019) a eu lieu lors du Conseil municipal du 07/10/2020. Il rappelle les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023 et qui sont très peu différentes du 1^{er} arrêt du PLUI, puisque le Comité de suivi a choisi de ne faire prendre en compte par le Comité technique que les remarques des communes ayant émis des avis favorables, ignorant totalement toutes les remarques émises par les communes ayant rendu un avis défavorable.

Le Maire rappelle ensuite les remarques émises par notre commune qui n'ont donc, comme celles des huit autres communes ayant délibéré défavorablement, pas même été abordées en Comité technique ; à savoir :

Les demandes de la commune d'Harchéchamp relatives à des modifications de zonages, qui ont été formulées et argumentées par écrit le 11 octobre 2022 ; rappelées le 01/12/2022 par comparaison avec le traitement différent réservé à une autre commune pour des terrains de même nature ; et réitérées le 28/12/2022 sur la base d'un élément nouveau et qui n'ont reçu aucune suite (documents annexés). Selon les critères utilisés pour le zonage des communes, le fait que les zones classées 1AU et 2AU se trouvent entre deux zones de la PAU distantes de 100 mètres et classées en UB démontre bien que l'ensemble devait être classé en UB ; la dernière maison étant classée dans la PAU (en UB), la qualification d'« extension » des zones 1AU et 2AU n'a pas de sens. Cela aurait pu se concevoir au-delà de la dernière maison, mais pas avant dans la mesure où il n'y a que 100 m de distance ; quant au critère relatif à la taille du terrain, contrairement à ce qui a été indiqué pour justifier ce critère, aucune jurisprudence citée ne fait référence à une taille de terrain. Enfin, le certificat d'urbanisme opérationnel obtenu sur les parcelles prévues en 2AU autorise une construction unique sur ces parcelles.

Et aussi :

Le nuancier qui n'est pas représentatif des teintes des villages de la CCOV et en particulier d'Harchéchamp, où des couleurs actuellement présentes en UA vont devenir interdites ; l'incohérence entre les éléments présentés dans le nuancier et les interdictions qui en ont été tirées ; et des interdictions contenues dans le règlement écrit et qui ont pour effet d'interdire des teintes habituellement choisies par nos concitoyens et dont la présence ancienne est pourtant démontrée par le nuancier lui-même. Le Règlement écrit ne correspond pas toujours à ce que le Comité technique, organe décisionnel, aurait souhaité et certaines décisions ont été faussées. Etant également rappelé que la population, soi-disant concertée, n'a jamais pu avoir accès aux pièces relatives à sa commune.

Le Maire rappelle également le fait que, en toute dernière minute, sans en avertir aucune commune concernée, sans jamais en avoir parlé en Comité technique et sans que cela n'ait jamais figuré sur les plans transmis aux communes jusqu'au dernier Comité technique s'étant tenu avant le premier arrêt du PLUI, soit le 24/11/2022, des zones de protection de l'environnement issues de l'étude de l'Association LOANA ont été rajoutées sur les plans des communes concernées vraisemblablement quelques jours avant la

TC AF

TC AF

transmission (faite le 09/01/2023) de la masse impressionnante de documents devant servir de base à la décision du Conseil communautaire du 16/01/2023.

Ceci est d'autant plus inadmissible de la part du Comité de suivi, qu'ils avaient connaissance depuis plusieurs mois de projets photovoltaïques sur notre commune et qu'ils auraient dès lors pu au moins attirer l'attention de notre commune sur le contenu des OAP Environnementales qu'ils avaient prévues. En outre, l'étude de l'Association LOANA ayant servi de base aux OAP environnementales datée de plusieurs années et présente sur plusieurs communes des éléments qui ont été modifiés depuis, voire qui n'existent plus.

Le Maire indique également, comme il l'a fait lors du Conseil communautaire du 5 juillet 2023, que la délibération prise par ce Conseil et stipulant : "Vu l'avis du Comité Technique du PLUI du 12 juin 2023, proposant un second arrêt du PLUI au Conseil Communautaire du 5 juillet 2023 tel qu'il est annexé à la présente délibération et sans proposer d'alternatives aux communes ayant émis des avis défavorables justifiés ;" ne correspond pas à la réalité. En effet, le Comité technique du 12 juin 2023 n'a pas eu son mot à dire à ce sujet ; la décision a été annoncée au Comité Technique à 11 h 50, et encore, parce la question de la réponse aux communes ayant émis un avis défavorable a été posée, puisque la réunion se terminait sans en avoir parlé, sinon, le sujet n'aurait même pas été abordé, car il n'était manifestement pas prévu.

Lors de ce même Conseil communautaire, le Maire a rappelé que le nuancier a été approuvé par le Comité technique du 12/10/2022 alors qu'il était présenté par les membres du Comité de suivi comme étant **non prescriptif**. Or, au Comité technique suivant (le 24/11/2022) le même Comité de suivi a finalement indiqué que le nuancier serait quand même prescriptif et qu'on ne pourrait seulement déroger aux couleurs prescrites qu'en les choisissant un peu plus claires ou un peu plus foncées. Le Comité technique a donc finalement été trompé et bon nombre de couleurs présentes dans notre intercommunalité vont devenir proscrites.

La Direction de la CCOV a alors répondu qu'elle n'était pas obligée de mettre en place un Comité technique pour l'élaboration du PLUI ! Qu'est-ce donc à dire que cela ? Le Comité technique ne serait alors qu'un « faire valoir démocratique » vis-à-vis de certaines Personnes Publiques Associées ? Ainsi, on tiendrait donc compte des avis du Comité technique qui vont dans le sens de ce que souhaite le Comité de suivi et l'on fait fi des autres souhaits exprimés ? Cela expliquerait que le Comité technique n'ait pas eu à se prononcer sur bien des sujets et un certain nombre de zonages.

Le dernier alinéa du compte rendu du Comité technique du 12 juin 2023 démontre bien la volonté des membres du Comité de suivi de durcir une réglementation déjà surabondante et complexe en proposant aux communes de rendre obligatoire une autorisation d'urbanisme pour un ravalement de façade, alors que la loi exclut les ravalements de façade de toute autorisation. Ce point, bien que mentionné dans ce compte rendu, n'a fait l'objet d'aucun avis du Comité technique et le Maire n'a pas souvenir de l'avoir entendu en fin de cette réunion.

A propos du nuancier, même M. l'Architecte des Bâtiments de France, dont les avis sont apparemment assez souvent décriés, trouve qu'il n'est pas représentatif des teintes locales...

Comment une commune pourra-t-elle argumenter contre une décision jugée aberrante ou illogique de M. l'Architecte des Bâtiments de France si, dans ce PLUI que notre intercommunalité est censée avoir rédigé en concertation, la CCOV maintient elle-même des règles aberrantes ou illogiques ?

Le Maire ne remet pas en cause l'établissement d'un PLUI, mais la façon dont il est fait, sans véritable concertation sur bien des sujets et surtout en surajoutant des règles parfois

absurdes à un code de l'urbanisme qui a déjà augmenté en volume de plus de 40 % ces dernières années (source : interview radiophonique du Président du Sénat.)

On va donc continuer d'inciter certains de nos concitoyens à préférer contourner les règles à cause de leur lourdeur et de leur manque de logique, ce qui justifiera plus de répression et de nouvelles règles coercitives. Est-ce vraiment cela que nous voulons ? Faire des règles pour dire qu'il y a des règles tout en sachant très bien que leur surabondance et leur incohérence laissera chaque citoyen soucieux d'être en règle dans une insécurité juridique permanente n'a pas de sens.

Puisque le nuancier ne convient pas à plusieurs communes, il était tout à fait possible de ne pas l'appliquer sur l'ensemble du territoire de la CCOV, mais cette solution a d'emblée été écartée par le Comité de suivi, dans une délibération de 2017, semble-t-il, mais à l'époque personne ne pouvait savoir ce qu'allait être ce nuancier fait « à la va-vite » au cours de l'été 2022.

Et surtout, les derniers mois de l'année 2022, s'ils ont permis un nombre non négligeable d'avancées (par une diminution sensible d'interdictions sans fondement initialement prévues) ont surtout donné l'impression de vouloir finir dans la précipitation ce projet qui n'avait, pour beaucoup, que trop duré. Or, justement, après 6 années d'études en tous genres (et parfois bien fantaisistes !) et de rédactions diverses, la CCOV n'était plus à quelques semaines près pour finir plus proprement et sereinement ce projet.

Tout ceci étant dit, le Maire revient sur les demandes formulées et non prises en compte par le Comité de suivi alors qu'il n'est pas un organe délibérant (seul le Comité technique l'est).

La justification donnée pour les écarter a été que la plupart des demandes formulées par les communes ayant émis des avis défavorables réclamaient davantage de zones d'extensions constructibles (AU). Or, ce n'était pas le cas de notre commune qui souhaite au contraire, et par la simple application des critères énoncés en 2020, remplacer ses zones 1AU et 2AU par un zonage UB. Nous avions également souhaité que nos projets photovoltaïques communaux soient d'ores et déjà pris en compte dans le zonage, comme cela a été fait dans d'autres communes. Nos demandes ne remettaient nullement en cause l'économie générale du PADD. Et le nuancier n'est pas redevenu « non prescriptif ».

Dès lors, pour ce qui concerne notre commune, ce second arrêt du PLUI n'est pas meilleur que le premier. Notre commune maintient ses demandes et justifications exprimées dans notre délibération n° 2023.03.01.08 et ses annexes du 01/03/2023.

Entendu l'exposé du Maire, tant sur les documents du PLUI que sur les coulisses de leur élaboration qui donnent un éclairage sur l'absence de réponse aux demandes de notre commune,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal par 0 voix « pour », 7 voix « contre » et 0 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté une deuxième fois par le Conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré en Mairie, le jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme,
En mairie, le 21/09/2023
Le Maire,
Thierry CALIN,

La Secrétaire de séance,
Ana FREITAS



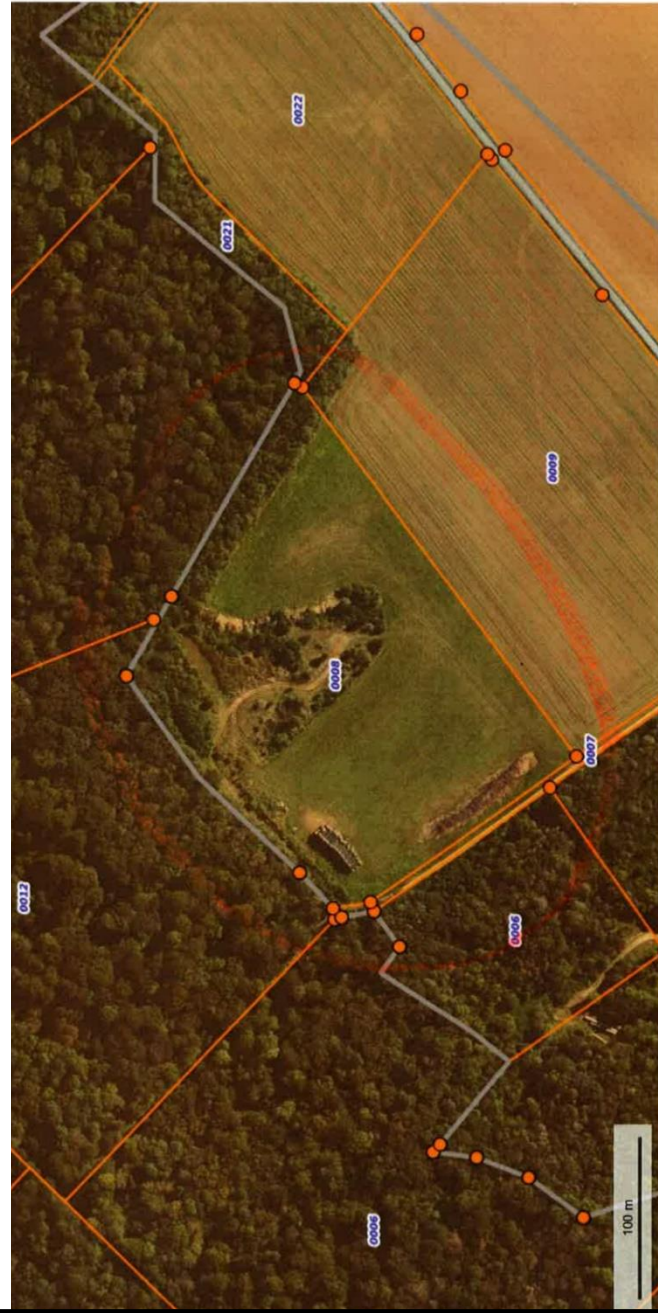
Parcelle AD 54



IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 5° 48' 48" E
Latitude : 48° 25' 05" N

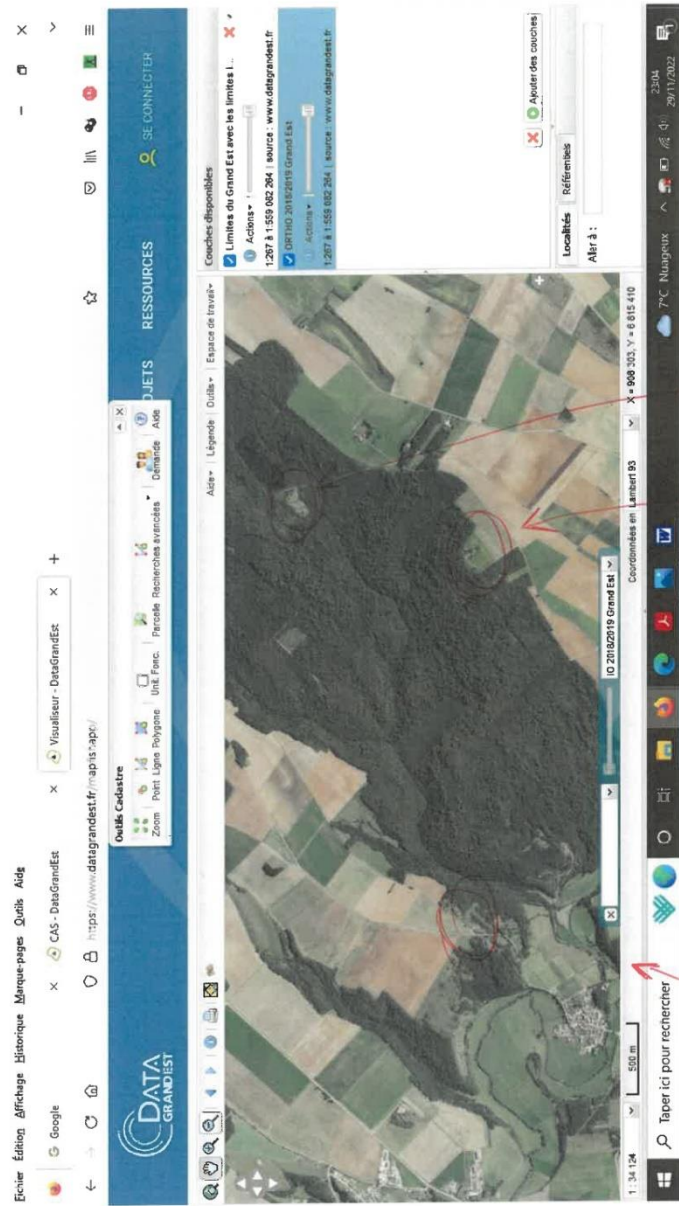
11/10/2022, 10:36



IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

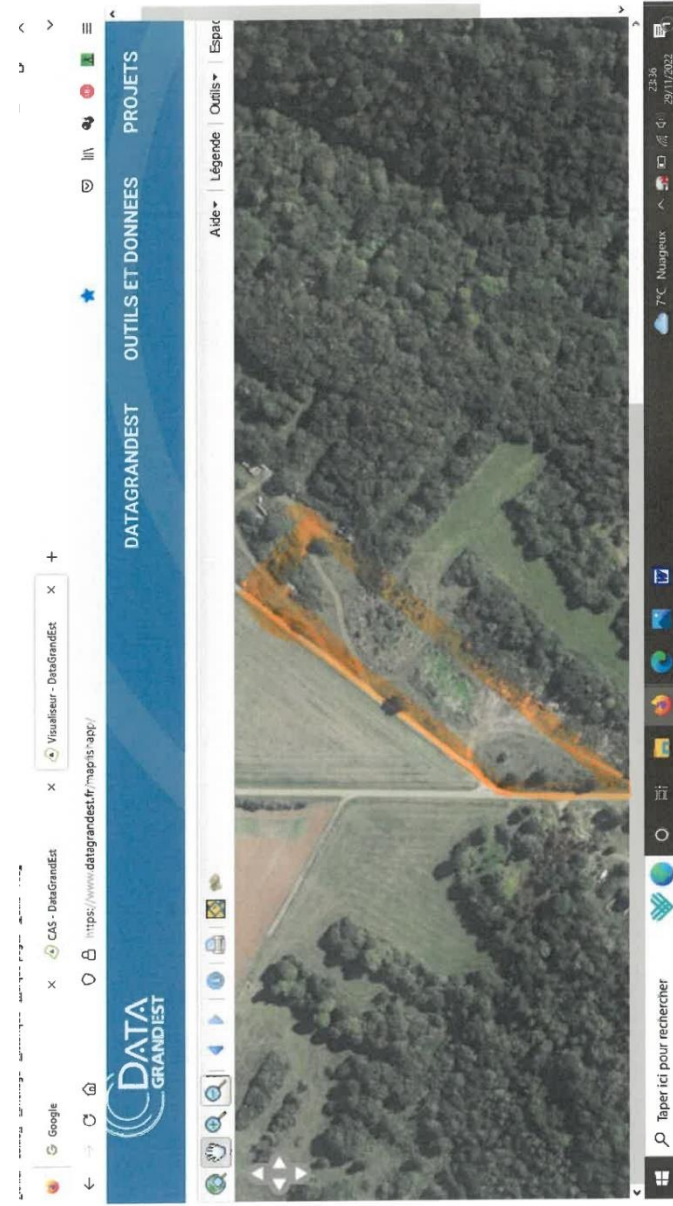
Longitude: 5° 48' 28" E
Latitude: 48° 24' 24" N

11/10/2022, 10:37

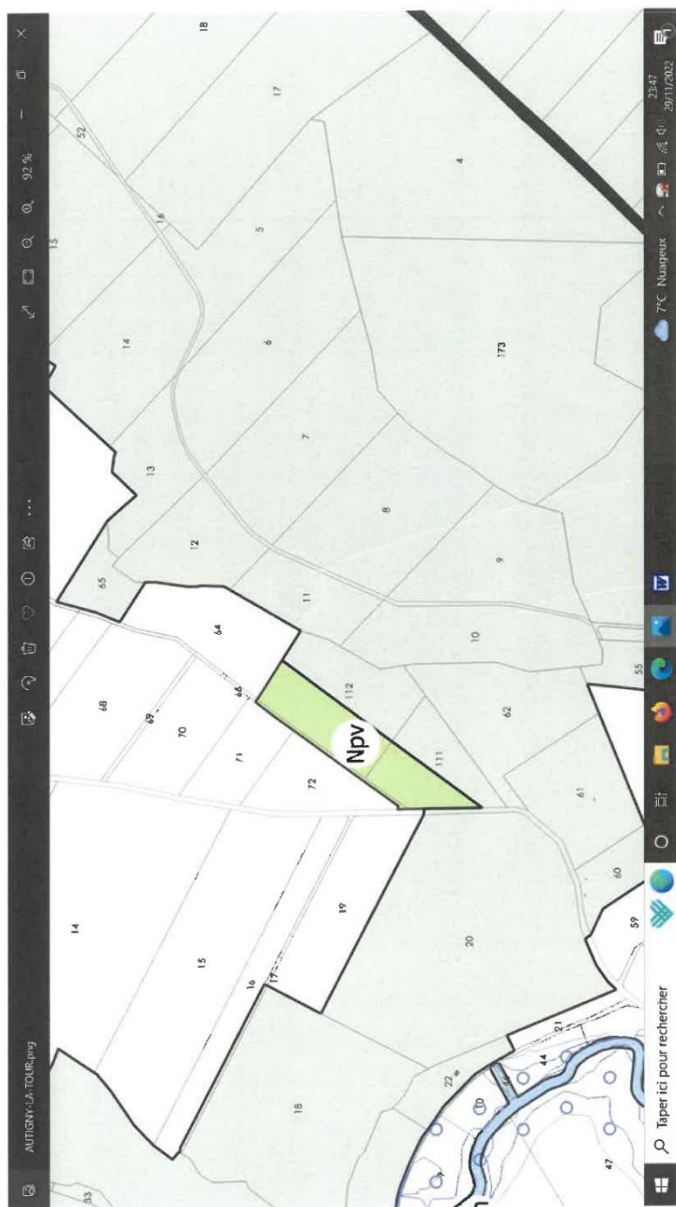


Antigny-b-Tour

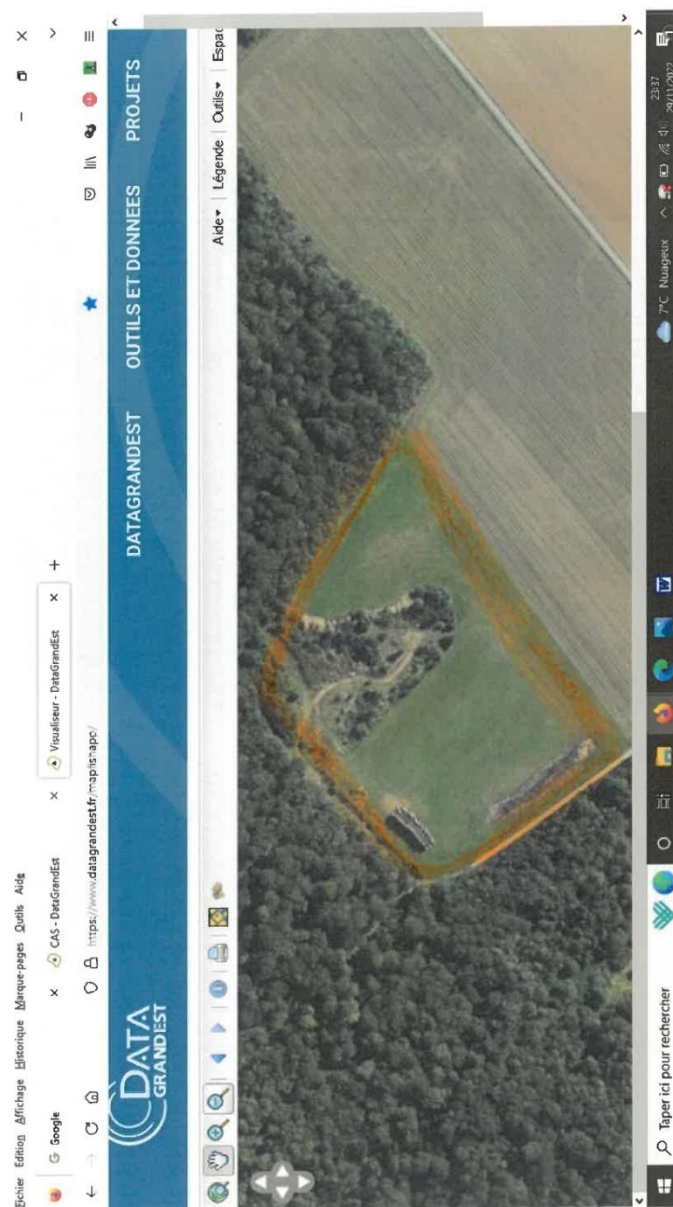
Harchéchamp 2 et 1



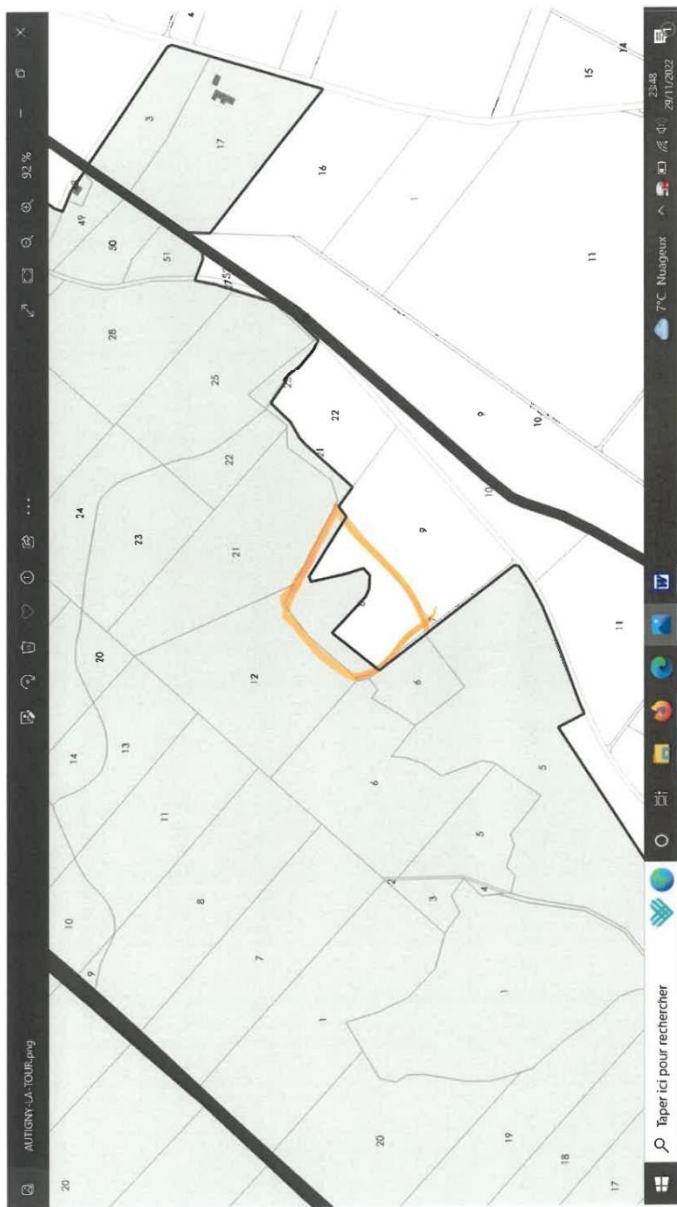
Antigny-la-Tour



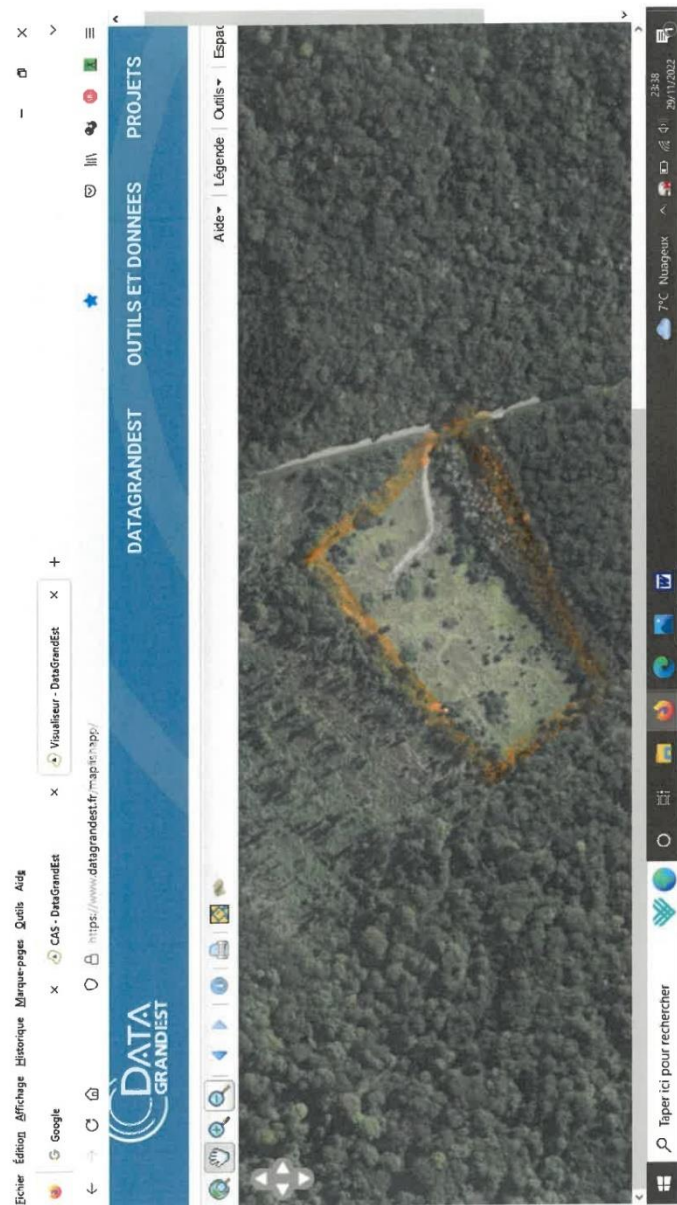
Antigny-la-Tour



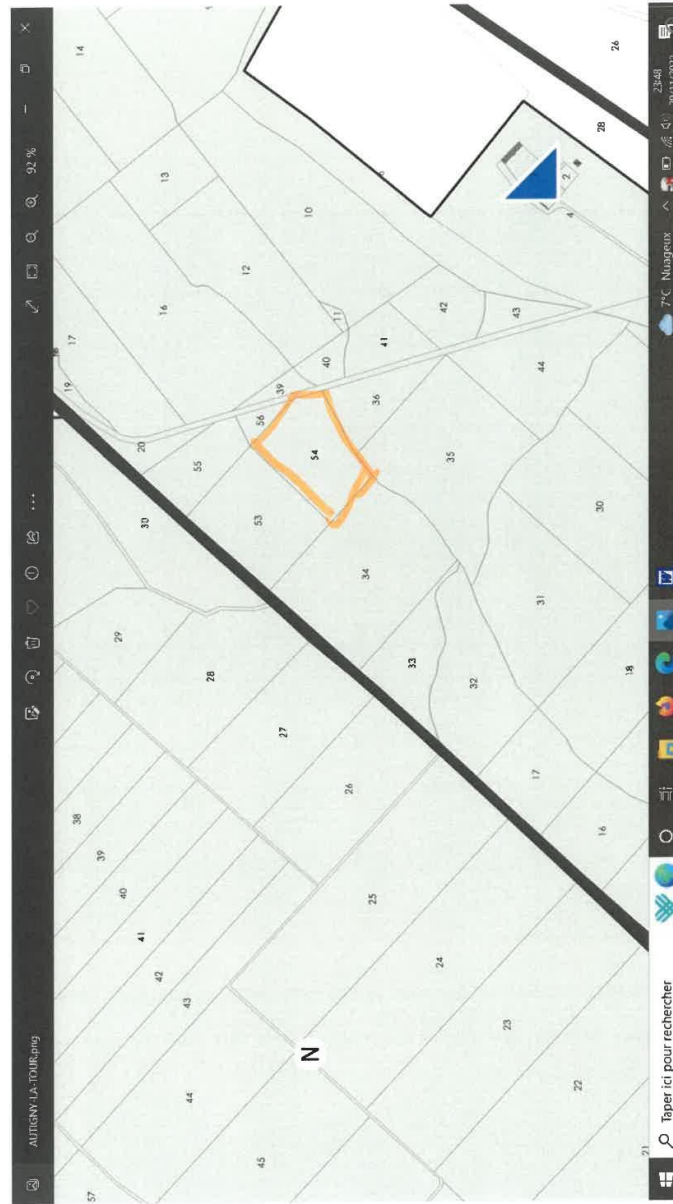
Harchéchamp 2



Harbécamp 2



Harbécamp 1



Harchéchamp A

Date de convocation : 19/09/2023

Séance du 25 septembre 2023

Délibération : N°2023-12

Nombre de conseillers :

Afférent au CM : 11

En exercice : 9

Présents : 8

Votants : 9

L'an deux mille vingt-trois le lundi 25 septembre, à 20 heures 30, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en séance ordinaire 1 RUE DE LAVEAUX 88300 HARMONVILLE sous la présidence de Monsieur Stéphane PHILIPPE, Le Maire

Présents : BOULANGER Marc, GODARD Christian, GUENEL Geoffrey, HENRY Valentin, LOUVIOT Delphine, PHILIPPE Stéphane, PIERRE Arnaud, RAGUSA Nicolas.

Absents excusés : GUY Aurélien ayant donné son pouvoir à PHILIPPE Stéphane

Absents :

Secrétaire de séance : Delphine LOUVIOT est nommée secrétaire de séance par l'assemblée.

2023-12 : Avis PPA/Commune Membre PLUi - CCOV - 2nd arrêt

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune d'Harmonville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

M. le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE d'émettre un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Adopté par 9 voix « pour », 0 Voix « contre » et 0 « Abstention(s) »

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures. Pour Copie Conforme :
En Mairie, le 26/09/2023

Le Maire

STEPHANE PHILIPPE
2023.09.26 20:09:57 +0200
Ref:20230926_113801_1-1-S
Signature numérique
le Maire

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 18/09/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
9	7	9

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 9	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après envoi à la préfecture des Vosges à Epinal
Le : 21/09/2023
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 18 Septembre à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de LANDAVILLE s'est réuni à la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur ALBERTI Christian, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 11/09/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au panneau d'affichage de la Mairie le 11/09/2023.

Présents : M. ALBERTI Christian, Maire, Mmes : CANNELLEC Christelle, PAPART Mathilde, MM : MAILLARD Fabrice, MORCHE Jean Luc, OLIVIER René, VOIRIOT Florent

Excusés : Excusés ayant donné procuration : Mme FIOT Valérie à M. MAILLARD Fabrice, M. MOUGEOT Pascal à M. ALBERTI Christian

A été nommé(e) secrétaire : CANNELLEC Christelle

23_2023 – PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau d 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 2 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 1 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de LANDAVILLE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 14/02/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En mairie, le 25/09/2023
Le Maire
M. Christian ALBERTI



Le secrétaire de séance
CANNELLEC Christelle

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département
VOSGES

2023-22

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**
de la commune de **MARTIGNY-LES-GERBONVAUX**
Séance du 05 octobre 2023

Nombre de conseillers
En exercice : 10
Présents : 8
Votants : 9
Date de convocation :
27/09/2023
Date d'affichage :
27/09/2023

L'an deux mil vingt-trois, le cinq octobre à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire sous la présidence de Madame WILLEMIN Jenny, Maire.

Présents : PAGURA Lise, DENIS Virginie, DROUOT Jean-Marc, MARTIN Rémi, MURY Jérôme, TANNEUR Patrick, VACON Christophe, WILLEMIN Jenny

Absents excusés :

ALBERT Guy

Absents ayant donné pouvoir :

KNUTTI Marie Christine donne pouvoir à WILLEMIN Jenny

Secrétaire de séance : Madame PAGURA Lise est nommée secrétaire de séance par l'assemblée.

2023-10-05-003 PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 27/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de MARTIGNY-LES-GERBONVAUX doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 14/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal

Par 9 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention

Émet un avis **FAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré le 05 octobre 2023

Certifié exécutoire par le Maire,

Publication le 11 octobre 2023

Pour extrait conforme,

le Maire, Jenny WILLEMIN



République Française
Département Vosges
Maxey-sur-Meuse

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29/09/2023

Référence		
1-20230929		
Objet de la délibération		
PLUI 2ième arrêté		
Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
10	7	9
Date de la convocation		
22/09/2023		
Date d'affichage		
22/09/2023		
Vote		
A l'unanimité		
Pour : 10 Contre : 0 Abstention : 0		

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Mairie de Maxey-sur-Meuse
Le : 03/10/2023

Et

Publication ou notification du :

L' an 2023 et le 29 Septembre à 18 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Mairie salle du conseil sous la présidence de JACQUINET Pascal, Maire

Présents : M. JACQUINET Pascal, Maire, MM : ARNOULD Daniel, MENU Didier, MOUGEOT Roger, PANICHOT Thierry, PREAU Lionnel, THOUVENIN Thierry

Abentes excusées: DUPIRE THUUS Michelle donne pouvoir à ARNOULD Daniel, STALDER PECHEUR noémie donne pouvoir à JACQUINET Pascal

Abente non excusée: LANGARD Annabelle

Invité: Fabien KOBYLARZ Chargé de mission urbanisme, planification et habitat de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien

A été nommé secrétaire : MENU Didier

Objet de la délibération : PLUI 2ième arrêté

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de MAXEY SUR MEUSE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 9 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention émet un avis favorable sous réserve au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Réserve :

La commune expose :

La parcelle ZA 64 est actuellement en partie constructible dans le cadre de la Carte Communale (sur environ 1/3 de sa surface en bordure du chemin de Cochon).

Le projet de PLUI l'a fait passer intégralement en zone agricole non constructible.

Cette parcelle est aujourd'hui plantée pour partie d'arbres fruitiers.

Elle jouxte la parcelle ZA 62 classée en « naturel vergers ».

Le propriétaire de la parcelle ZA 64 a le projet d'y construire un abri pour

chevaux.

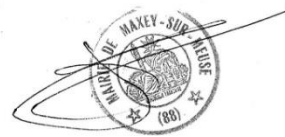
Le classement en zone agricole autorise ce genre de construction aux seuls exploitants agricoles.

Le glissement de la parcelle en zone « naturel verger » rendrait le projet possible pour un particulier non exploitant agricole, sous réserve d'une seule construction par unité foncière, d'une emprise de 20m² au sol maximum et d'une hauteur de 4m maximum.

En conclusion, la commune souhaite le reclassement de la parcelle ZA 64 en zone « naturel verger ».

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 03/10/2023
Le Maire
Pascal JACQUINET



Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	10	10 + 1 pouvoir

Date de convocation
31 août 2023

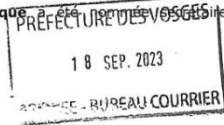
L'an deux mille vingt-trois, le cinq septembre à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu MAIRIE, sous la présidence de **Didier DRUAUX**, maire.

Présents : **BARTHELEMY Véronique, BONEL Gilles, CABLE Jean Louis, COQ Bertrand, DRUAUX Didier, L'HUILLIER Bernard, L'HUILLIER Damien, LEMAITRE Pascal, MATHIS Geoffrey, MATHIS Pascal.**

Absents : .

Représentés : **LAURENT Maryline à BARTHELEMY Véronique.**

Madame BARTHELEMY Véronique a été nommée Présidente de séance.



**Objet : Second arrêt du PLUI
N° de délibération : D360**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 21/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de MENIL EN XAINTOIS doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan

Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 26/11/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 11 voix « pour », émet une AVIS FAVORABLE au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 7 septembre 2023
Didier DRUAUX,
Maire

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MONCEL SUR VAIR

Séance du mardi 05 septembre 2023

**Nombre de membres
afférents au conseil
municipal : 11** *L'an deux mille vingt-trois et le cinq septembre le conseil municipal
régulièrement convoquée, s'est réunie, à la mairie, sous la présidence
de Jean-Philippe HOFER, maire*

**Membres en exercice :
9** **Présents :** Jean-Philippe HOFER, Francis MOUTAUX, Jean-Claude
BOUCHER, Jean-Baptiste MOUGENE, Guillaume CONRARD,
Christiane OLIVIER

Présents : 6

Votants: 8

Représentés: Jocelyne POTIER par Jean-Philippe HOFER, Thierry
LALY par Francis MOUTAUX

Absents excusés :
Absents: Anne GASCON

Secrétaire de séance : Jean-Baptiste MOUGENE

Date de convocation : 25/08/2023

Objet de la délibération : n°DE_2023_027	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : avis sur le deuxième projet
---	---

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de
Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du
20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du
territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du
diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu
sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a
été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au
16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été
présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Moncel sur Vair doit émettre et transmettre un avis en tant que
Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5
juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce,
dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de
l'urbanisme).



Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de
Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi
que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du
PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et
au sein du Conseil Municipal en date du 03/12/2019 sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et
règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au
05/07/2023.

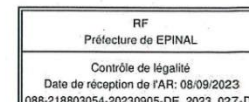
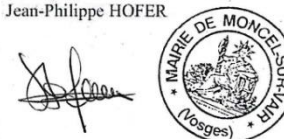
Entendu l'exposé de M. le Maire,


Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal,
par 0 voix « pour », 3 voix « contre » (BOUCHER Jean-Claude - CONRARD Guillaume - MOUGENE
Jean-Baptiste) et 5 abstentions (HOFER Jean-Philippe - MOUTAUX Francis - POTIER Jocelyne -
OLIVIER Christiane - LALY Thierry)

- **EMET UN AVIS DEFAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel
qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Ainsi fait et délibéré,

Le Maire,
Jean-Philippe HOFER



Département		Commune de MONT-lès- NEUFCHATEAU	
VOSGES			
Canton			
NEUFCHATEAU		EXTRAIT du registre des Délibérations du Conseil Municipal du 10 juillet 2023	
NOMBRE de Conseillers		L'an deux mil vingt-trois, le dix juillet, le Conseil Municipal de la Commune de MONT - lès - NEUFCHATEAU étant réuni dans la salle du Conseil, après convocation légale, sous la présidence de Mme Monique SIMONET, Maire,	
En exercice	8	<p>Etaient présents : Andréa BAIER, Lionel BEAUX, Christophe MONGIN , Patricia GEOFFROY, Laetitia PRIN, Monique SIMONET, Marcial TORRAILLE.</p> <p>Absent : Aline TESSARO donne pouvoir à Laetitia PRIN.</p>	
Présents :	7	Un scrutin a eu lieu, Patricia GEOFFROY a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.	
Votants :	8	<p>Mme le Maire présente au Conseil Municipal le 2^{ème} arrêté du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) adopté par le Conseil Communautaire de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien dans sa séance du 05 juillet 2023.</p> <p>Pour la commune de MONT-lès-NEUFCHATEAU, ce 2ème arrêté du PLUi maintient la prise en compte dans les zones d'extension 1AU des parcelles sises de part et d'autre de la voie communale rue de Fevrey/VC2, parcelles ZC 197 et fraction de la parcelle ZC 3</p>	
N°2023-07-10-05		Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, à l'unanimité,	
OBJET		EMET un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023	
Délibération sur le projet de PLUi		<p>Toutefois, il fait seulement observer</p> <ul style="list-style-type: none"> - que le plan présenté inclut les parcelles ZA 165, ZA 169 et ZA 172 comme devant faire l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) alors qu'elles sont bâties depuis 2018 et 2020, - Que les parcelles ZA 133 et ZA 148 constituent une même unité foncière tout comme les parcelles ZA 140 et ZA 163 ainsi que les parcelles ZA 142 et ZA 150 donc non disponibles pour de nouvelles constructions, - Que la parcelle ZC 2 est divisée en deux lots, une construction étant en voie d'achèvement sur la parcelle ZC 201 et à l'étude sur la parcelle ZC 202, - Que la commune n'a aucun logement vacant, ne dispose pas d'un bâti dégradé significatif et doit demeurer attractive en sa qualité de commune sise dans l'armature urbaine de NEUFCHATEAU, - Que dans ces conditions, et dans le contexte d'élaboration du PLUi, elle doit bénéficier d'une zone d'extension de catégorie 1AU, - Que ces parcelles en extension ont été ainsi positionnées en tenant compte de leur disponibilité et des réseaux existants (eau potable et assainissement collectif) ainsi que du relief de la commune. 	
Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 12 juillet 2023 et que la convocation a été faite le 4 juillet 2023			
Pour :	8	Le Maire	
Contre :	0	La Secrétaire de séance	
Abstention :	3	  	



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
Séance du 25 septembre 2023

Nombre effectif	
Légal	29
En exercice	29
Présents	22
Votants	27

Etaient présents :

Simon LECLERC Maire, M. ROL, M. DEMANGEON, JM. ROCHE, C. DAMIANI, JJ. DACUNHA, A. MARQUES, R. PAUTRAT, M. CHAVAL, J. SIMONIN, MA. HARMAND, C. LEMAIRE, D. SEGURA, G. PISANO, F. LOUIS, F. SZATKOWSKI, M. FURGAUT, C. LETOURNEUR, E. ELHOMSY, C. LAURENT, F. LAMAZE, JF. MERLIN

Formant la majorité des membres en exercice conformément à l'article 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Pouvoirs : P. BERARD donne pouvoir à R. PAUTRAT, MF. VALENTIN à MA. HARMAND, M. GAU-CHWALISZEWSKI à C. LEMAIRE, C. JEANNOEL à E. ELHOMSY, S. FARNOCCHIA à C. LAURENT

Conformément à l'article 2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Absent : N. LEONARDI et S. HARROY

Mme Claudine DAMIANI a été élue Secrétaire de séance, assistée de Mme Florence LAMAZE.

Le compte rendu de la séance du 03/07/2023 a été approuvé sans observation.

N°8

ARRET DU PLUI (PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération n°7 du Conseil Municipal du 28/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Neufchâteau doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 05/03/2021 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

La Commission des Finances réunie le 14 septembre 2023 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

A l'unanimité,

EMET un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

EMET un avis favorable au projet de PLUi, tel qu'il est arrêté au 5 juillet 2023, sous réserve que les modifications ci-dessous (ne remettant pas en cause le projet politique du PADD) soient effectives au plus tard au moment de l'approbation définitive du PLUi par le conseil communautaire :

1. Rajout de trois sous-secteurs Naturel Loisir « NI » permettant la construction de logements insolites sur la parcelle n° ZI 68.
Par ailleurs, la ville de Neufchâteau souhaite un ajustement réglementaire de ce sous-secteur « NI » afin que les constructions puissent atteindre un maximum de 40 m² d'emprise au sol (au lieu de 35 m² actuellement dans le second arrêt du document) :
« L'emprise au sol totale cumulée des constructions ne pourra pas excéder 150 m² par unité foncière et dans une limite de maximum de 40 m² par construction »
2. Déchèterie du « Niémont » : le conseil municipal remarque une erreur matérielle sur le sous-secteur « UE » de la déchèterie du Niémont sur les parcelles n° ZH 11, 61, 63, 64 et 84. En effet le règlement du sous-secteur « UE » interdit le dépôt de déchets et de ferraille. Les autres déchèteries du territoire intercommunal sont sectorisées en « UY ». Cette même erreur s'observe dans ce sous-secteur « UY ».
En cela, le conseil municipal souhaite que ce périmètre de la déchèterie du Niémont passe d'un sous-secteur « UE » vers un secteur « UY » et souhaite que les dispositions réglementaires du sous-secteur « UY » soient modifiées afin de permettre le dépôt de déchets et de ferrailles au sein de ce sous-secteur « UY ».
3. Pour la parcelle n° AH 549, le conseil municipal souhaite le reclassement du sous-secteur « UY » vers un sous-secteur « UB » afin de permettre la requalification de cette ancienne friche industrielle.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CONFORME,

Le Maire



EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du CONSEIL MUNICIPAL
n°01/05-09-2023

Séance du 05 Septembre 2023

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
06	06	06
Pour	Contre	Abstentions
00	06	0

Date de la Convocation
Le 01 Août 2023

Date d'affichage et de transmission
Le 06 Septembre 2023

Objet de la délibération

L'an Deux Mille vingt-trois

Le cinq septembre

A 20 Heures 30.

Le Conseil Municipal convoqué en séance ordinaire,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi,

En salle de réunion de la Mairie d'OLLAINVILLE,

Sous la Présidence de Madame le Maire Pauline MIRE

Secrétaire de séance : Madame Régine FREBILLOT

Etaient présents tous les membres

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Ollainville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 10/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mme le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par **6 voix contre** émet un **AVIS DEFAVORABLE** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 et ce pour les raisons suivantes :

- L'ensemble du conseil municipal s'oppose tout particulièrement à la découpe des zones réalisées sur le règlement graphique. En effet, certaines parcelles, situées de part et d'autre du fossé traversant le village, auraient dû être classées en zone UB, cela concerne notamment les parcelles suivantes :
- ZB 42 – 43 – 44 ET 45
- Ces parcelles devraient être classées de la même manière que les parcelles ZB 19 et ZB 78 ; qui elles sont en zone UB pour autant en situation similaire, soit en dehors du centre ancien, mais à l'intérieur du chemin de ceinture faisant le tour de la commune. Une demande de CU a d'ailleurs été déposée pour la construction d'une maison d'habitation sur la parcelle ZB 45.
- Par ailleurs, lors de la réalisation du réseau d'assainissement, notre commune a engagé des frais afin de permettre le raccordement de futures constructions sur les parcelles citées ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme,
Le Maire d'OLLAINVILLE
Pauline MIRE



Accusé de réception Contrôle de légalité

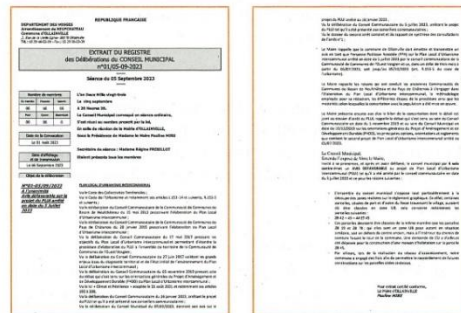
Structure Commune de Ollainville (Siret : 21880336900014)
Service Mairie
Imprimé par Pauline MIRE (MA88336-1)
Date d'impression 26/09/2023 19:44:43

Nature Délibérations
Matière Institutions et vie politique | Intercommunalité | Autres
Référence de l'acte **0105092023**
Designation **A L UNANIMITE AVIS DEFAVORABLE SUR LE PROJET DU PLUi ARRETÉ EN DATE DU 5 JUILLET 2023**
Date de décision 05/09/2023

Transmission au contrôle de légalité
Déposé le 26/09/2023 - 18:14:40 par Pauline MIRE (MA88336-1)
Emis le 26/09/2023 - 18:16:03
Accepté par la (Sous-)Préfecture
Réception à la (Sous-)Préfecture le 26/09/2023 - 18:46:04
Référence technique de l'AR : 088-218803369-20230905-0105092023-DE

Acte principal 012023-05092023PLUi2earret.pdf, 565 Ko, 2 page(s)
Annexes aucune

Aperçu de l'acte principal



NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil	11
en exercice	10
Qui ont pris part à la délibération	9

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de PARGNY SOUS MUREAU 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du lundi 25 septembre 2023
à 20 heures

Délibération n° 20230925_01

Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL avis définitif

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du 18 septembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Hervé BIDAL Maire de Pargny sous Mureau.

Présents : BIDAL Hervé – CRAVAGEOT Richard - LECOMTE François – LAURENSOT Fatima - MASSAUX Patrick - MOU Jean-Charles – SALINAS Emmanuelle - VOIRIOT Grégory
Absents excusés : LOCATELLI Daniel donne pouvoir à E.SALINAS – TAILLANDIER Elise
A été nommé secrétaire de séance : SALINAS Emmanuelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urt intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic t et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urt intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été prése conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 06/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été prése conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de PARGNY SOUS MUREAU doit émettre et transmettre un avis en t Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 202 conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufch. du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthc employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesqu concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt d rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Municipal en date du 06/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Dévelop Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Pla d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Pour copie certifiée Conforme
Ainsi fait et délibéré le 28 septembre 2023
Le Maire Hervé BIDAL

HERVE BIDAL
2023.09.28 15:30:09 +0200
Ref.:20230928_145602_1-1-0
Signature numérique
le Maire



Hervé BIDAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Pleuvezain

Séance du 29 septembre 2023

L'an deux mil vingt trois
Et le vingt-neuf septembre à 20 heures 30
Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi
lieu habituel de ses séances
Sous la présidence de Monsieur Denis ROLIN

Nombres :

- de membres en exercice	07
- de présents	07
- de votants	07

Etaient présents :
ROLIN Denis, HOME Philippe, ROLIN Sylvie, HENRY Didier, VOIRIN Florian, SÉJOURNÉ Jérôme, LATRAYE Eric

A été nommé secrétaire :
HOME Philippe

Date de convocation :
25 septembre 2023

2023/13

Date d'affichage :
02 octobre 2023

Objet : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Pleuvezain doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 11/02/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,
Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 01 voix « pour », 06 voix « contre » et 00 abstention émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Pour justifier le vote défavorable, les membres du conseil municipal, rappellent :
1 – que le choix des parcelles retenues sur la commune s'est fait après avoir éliminé notre offre de doubler le lotissement existant pour la raison qu'il serait dommageable pour les autres communes de la CCOV d'avoir dans les 5 prochaines années des parcelles non bâties sur la commune de Pleuvezain. Le conseil municipal renouvelle que le choix de l'emplacement des deux seules parcelles retenues, ne donne pas l'impression d'être à Pleuvezain mais plutôt d'être à Vicherey.

2 – Que l'ouverture des zones 2AU ne puisse se faire qu'après épuisement des zone 1AU sur le territoire de la CCOV

Certifiée conforme
Le Maire



Denis ROLIN

DENIS ROLIN
2023.10.02 11:08:18 +0200
Ref:20231002_105401_1-1-O
Signature numérique
le Maire

**REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE POMPIERRE**

Séance du 18 septembre 2023

Nombre de membres :

En exercice : 10

Présents : 8

Votants : 8

Date de la convocation

12/09/2023

Date d'affichage

12/09/2023

L'an deux mille vingt-trois, le six-huit septembre, les membres Conseil Municipal de la Commune de Pompierré, légalement convoqués se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la Mairie, sous présidence de Mr BRISSÉ Philippe, Maire.

Étaient présents : BRISSÉ Philippe, CORNU Jean-Charles, DEBRIENNE Frédéric, DEMAY Stéphane, DEMAY Charline, DUCY Yvan, NOGRET Jean-Yves, VOILLARD Thibaut

Absents : PETITFOUR Aurore MAIRE Hervé

Charline DEMAY a été nommée secrétaire de séance

Délibération 2023-09-001

Objet : PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal)

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 17 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la Commune de Pompierré doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 : le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 8 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 avec une mise en réserve concernant les parcelles ZA83, ZA143, ZA152, ZB122, ZB123 ZB128, ZB334 ZB335, ZD26, ZD104, ZC222, ZC175, ZC163, devant faire l'objet d'une suppression de leurs Eléments Patrimoniaux Remarquables Naturels (ERP) car ce sont des vergers dont les arbres dépérissant sont menés à disparaître sur le temps court.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme et exécutoire



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la Commune de Rainville

Séance du 28 août 2023

L'an deux mil vingt trois

Et le vingt-huit août à 18 heures 30

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances

Sous la présidence de Monsieur Patrice NOVIANT, Maire

Etaient présents :

Tous les membres en exercice sauf Pascal GONY (procuration Sandra LEBLOND)

A été nommée secrétaire :

Martine GAMBONE

2023/14

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 mars 2023, donnant son avis

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Rainville doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

EMET un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Certifiée conforme,

Le Maire.

**Patrice
NOVIANT**

Signature
numérique de
Patrice NOVIANT
Date : 2023.09.05
15:38:05 +02'00'

**Conseil
Municipal
du
21 septembre 2023**

Réuni à la Mairie
de Rebeuville à 19h30

Sur convocation adressée par
le Maire aux Conseillers
Municipaux
le 14 septembre 2023

et avis affiché à la porte de la
Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en
exercice : **10**

Président de séance
**Le Maire,
Michel LALLEMAND**

Secrétaire de séance :
Audrey TARON

**DELIBERATION
n°2023/09/21/002**

Visée par la Préfecture le :
27.09.2023

Notifiée le :

02.10.2023

Cette délibération peut faire
l'objet d'un recours pour excès
de pouvoir devant le Tribunal
Administratif dans le délai de
deux mois à compter de sa
publication et de sa
transmission aux services de
l'Etat

COMMUNE DE REBEUVILLE

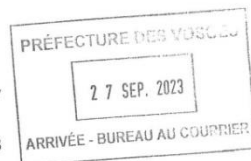
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-et-un septembre, le Conseil
Municipal de la Commune de Rebeuville s'est réuni à 19h30 à la
Mairie de Rebeuville, sur convocation légale adressée par le
Maire.

Présents : M. Michel LALLEMAND, M. Patrick BOLLEA, M. François-
Xavier HALOPÉ, M. Michel BEGIN, Mme Gwenaëlle CHATEAU,
Mme Brigitte GUÉDÉS, Mme Audrey TARON

Absents : Mme Sabine JOLY excusée, M. Victor MANGEOL, Mme
Karine SEGURA excusée a donné pouvoir à M. Patrick BOLLEA

Nombre de Membres
présents : 07
Nombre de suffrages
exprimés : 08
Votes Pour : 08
Votes Contre : 00
Abstention : 00



**Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : second arrêt du
projet**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et
suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin
de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays
de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du
PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux
issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local
d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du
débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à
200 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI
tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2023/02/23/001 du 23 février 2023, donnant son
avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel
qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt
n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Rebeuville doit émettre et transmettre un avis en
tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal
arrêté en date du 05 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de
Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05 juillet 2023,
soit jusqu'au 05 octobre 2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du
Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan
Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les
différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation
avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 03 décembre 2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05 juillet 2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **EMET un avis favorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Au registre sont les signatures

A Rebeuville, le 21 septembre 2023

Le Maire,

Michel LALLEMAND



République Française
Département VOSGES
Commune de Removille

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21/07/2023

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
10	9	9

Vote	
A l'unanimité	
Pour : 9	
Contre : 0	
Abstention : 0	

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Préfecture d'Epinal
Le :
Et
Publication ou notification du :

L'an 2023, le 21 Juillet à 20:00, le Conseil Municipal de la Commune de Removille s'est réuni à la , lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame VIGNOLA Jacqueline, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 12/07/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le .

Présents : Mme VIGNOLA Jacqueline, Maire, Mmes : FRANCOIS Elodie, PIERROT Laury, MM : AUBERT Alain, DUMONT Jacques, DURAND Thierry, HARMAND Marc, HARMAND Thibaut, SCHWALLER Paul, SYLVESTRE Guillaume

Absente:FRANCOIS Elodie

A été nommé(e) secrétaire : PIERROT Laury

016/2023 – PLAN D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Vu le Code des Collectivités Territoriales;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2023 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2016 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal;
Vu la loi <<Climat et Résilience>> adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi qu'il a été présenté aux conseillers communautaires;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1;

Madame le Maire rappelle que la commune de REMOVILLE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art.R.153-5 du Code de l'urbanisme).

Madame le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités

selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en oeuvre.

Madame le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 27/11/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal, invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 9 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 abstention émet un avis favorable sous réserve que le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), tel qu'il a été arrêté par le Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2023, le zonage de la parcelle n°ZK 71 puisse être modifié passant d'un zonage <<UB/A>> à <<UE/Ne>>
En effet la commune de Removille projette de réaliser une aire de jeux sur ce terrain.>>

Dans cette proposition, je demande un passage du <<UB>> vers <<UE>> et un passage du <<A>> vers du <<Ne>>. Pourquoi car le <<Ne>> est limité en terme d'emprise au sol vu c'est un STECAL, contrairement au <<UE>>.

Pour copie conforme :
En mairie, le 28/07/2023
Le Maire
Jacqueline VIGNOLA



République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Rollainville

SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	10	10 + 1 pouvoir

Date de convocation
12 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-cinq septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil Municipal, qui a eu lieu salle du Conseil Municipal, sous la présidence de **Philippe EMERAUX**, maire.

Présents : **ALBRECHT Arnaud, AURY Hervé, COLLE Philippe, EMERAUX Philippe, ETIENNE Jean Christophe, GILLET Charline, HOCQUARD Gilles, MONTESINOS Dominique, SCHMIEDERER Carole, WEINBISSINGER Antoine.**

Absents : .

Représentés : **SIBLOT Marie-Line à ETIENNE Jean Christophe.**

Monsieur ETIENNE Jean Christophe a été nommé secrétaire de séance.

Objet : Délibération pour la validation du PLUI

N° de délibération : 2023_30

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	1	11	0	0	0

Monsieur le Maire rappelle que la commune doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le PLUI arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la CCOV.

Il s'agit du second arrêt complet qui fait suite aux délibérations de certaines communes qui ont émis un avis défavorable sur ce PLUI, seuls les délibérations motivées ont été retenues pour motiver ce second arrêt.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 Septembre 2023, donnant son avis sur le projet du PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de ROLLAINVILLE doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

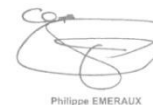
Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 25/9/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 4 octobre 2023
Philippe EMERAUX,
Maire



Philippe EMERAUX

PHILIPPE EMERAUX
2023.10.04 11:53:45 +0200
Ref:20231004_114802_1-1-O
Signature numérique
MAIRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de RUPPES
58 RUE DE L'ECOLE
88630 RUPPES

Séance du 18 aout 2023
Délibération : N° 2023 -23

Nombre de conseillers :

En exercice : 11

Présents : 09

Votants : 09

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit aout, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire sous la présidence de Monsieur Jacques BRELLE, Maire.

Date de convocation du Conseil : 14 aout 2023

Présents : AUBRY Maurice, BRELLE Jacques, BRELLE Rémi, DAL-ZUFFO Sandra, DINTRICH JérémY, FAYSELER Marie-Jo, MARTELIN Chantal, MARTELIN Thomas, SIMONIN Pierre,

Absents : AUBRY Éric

Absents excusés : TANNEUR Pascal

Secrétaire de séance : MARTELIN Chantal

Avis PPA/Commune Membre PLUi - CCOV - 2nd arrêt

DELIBERATION

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

D) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200, délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il présenté aux conseillers communautaires ;
délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;
le Maire rappelle que la commune de Ruppes doit émettre et transmettre un avis en tant que PPA sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 16 janvier 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du Code de l'urbanisme).
Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure et les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.
Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 05 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 02/10/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, les orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et le 18 août 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DÉLIBÈRE d'émettre un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Adopté par 9 voix « pour », 0 Voix « contre » et 0 « Abstention(s) »

et rendu exécutoire
en Préfecture
le ou notifié

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures. Pour Copie Conforme :
En Mairie, le 07/09/2023


Jacques BRELLE

JACQUES BRELLE
2023.09.11 11:37:44 +0200
Ref:20230911_113401_1-1-O
Signature numérique
Le Maire



Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 11/09/2023 à 15h10



Copie pour impression

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 28/09/2023

Référence		
202023		
Objet de la délibération		
CCOV - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL PLUi - Second arrêt du projet		
Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
7	7	7
Date de la convocation		
21/09/2023		
Date d'affichage		
21/09/2023		
Vote		
A l'unanimité		
Pour : 7		
Contre : 0		
Abstention : 0		

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture du VOSGES.

L'an 2023, le 28 Septembre à 19:00, le Conseil Municipal de la Commune de SARTES s'est réuni à la salle de la mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur ARNAULT Jean Luc, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 21/09/2023. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 21/09/2023.

Présents : M. ARNAULT Jean Luc, Maire, Mme ARCHAIN Aurélie, MM : BARDINI Hervé, CLAIRE Michel, CONTAL Jean Luc, HILAIRE Richard, LIEBAUT Jérémy

Excusé(s) :

A été nommé(e) secrétaire : M. HILAIRE Richard

Objet de la délibération : CCOV - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL PLUi - Second arrêt du projet

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Sartes doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de M. le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

En mairie, le 05/10/2023

Le Maire
Jean Luc ARNAULT

Secrétaire de séance
M. HILAIRE Richard

Publicité des actes de la commune par voie d'affichage le 05/10/2023

MAIRIE DE SIONNE
18 Grande Rue 88 630 SIONNE
Téléphone : 03 29 94 05 59
Courriel : mairie-sionne@wanadoo.fr
Secrétariat ouvert : Lundi 8h00-12h00
Vendredi 8h00-12h00

Commune de Sionne
88300 NEUFCHÂTEAU
20 SEP. 2023

BORDEREAU D'ENVOI



Sionne, le 18 septembre 2023

Monsieur Quentin LABET, Maire de la Commune de SIONNE

à

Monsieur le Président
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST VOSGIEN
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

DESIGNATION DES PIECES	Nombre d'exemplaire	OBSERVATIONS
OBJET : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : second arrêt du projet - Délibération du Conseil Municipal n°2023/08/16/001 en date du 16 août 2023 visée par les services du contrôle de légalité le 05 septembre 2023 émettant un avis défavorable au projet de PLUi tel qu'arrêté en Conseil Communautaire du 05 juillet 2023	1	Vous en souhaitant bonne réception Le Maire, Signé Quentin LABET



**Conseil
Municipal
du
16 août 2023**

Réuni à la Mairie de Sionne à 20h45

Sur convocation adressée par le Maire aux Conseillers Municipaux
le 07 août 2023

et avis affiché à la porte de la Mairie ce même jour

Nombre de conseillers en exercice : 10

Président de séance
Le Maire,
Quentin LABET

Secrétaire de séance :
Régis MAZELIN

**DELIBERATION
n°2023/08/16/001**

Visée par la Préfecture des Vosges
le :

05/09/2023

Notifiée le :

18/09/2023

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat

Communauté de Communes
de l'Ouest Vosgien

20 SEP. 2023

88300 NEUFCHÂTEAU

COMMUNE DE SIONNE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt trois, le seize août, le Conseil Municipal de la Commune de Sionne s'est réuni à 20h45 à la Mairie de Sionne, sur convocation légale adressée par le Maire.

Présents : Monsieur Quentin LABET, Monsieur Jean-Marie TROUSSELARD, Monsieur Régis MAZELIN, Madame Anne-Christine COLLARDE, Monsieur Denis PRUNNOT, Madame Danielle TAILLARD

Absents : Madame Aude BEJIN, Monsieur Eric DEDIEU, Monsieur Giovanni PISANO, Monsieur André TAILLARD excusé a donné pouvoir à Monsieur Régis MAZELIN

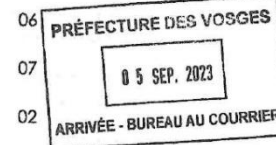
Nombre de Membres présents :

Nombre de suffrages exprimés :

Votes Pour :

Votes Contre :

Abstention :



06

07

02

05

00

Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : second arrêt du projet

(PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05 juillet 2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, à la majorité (2 voix avis favorable au projet, 5 voix avis défavorable au projet),

- EMET **un avis défavorable** au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 pour la raison suivante : manque de terrains constructibles,

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

Au registre sont les signatures

A Sionne, le 16 août 2023

Le Maire,
Quentin LABET



NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil	7
en exercice	7
Qui ont pris part à la délibération	7

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE de TRAMPOT 88350
République Française – Département des Vosges

Séance ordinaire du vendredi 29 septembre 2023
à 20 heures 30

Délibération n° 20230929_01

Objet : Délibération sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (second arrêté)

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué en date du 20 septembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances sous la Présidence de Monsieur Didier MAGINEL Maire de Trampot.

Présents : R.CAILLET – D. FURGAUT - D.MAGINEL –G.MORLOT – I.MONGIN – C.PAQUIN - R.SCHOINDRE

Absent excusé : néant

A été nommée secrétaire de séance : MONGIN Isabelle

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28/03/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de TRAMPOT doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal le 28/03/2023 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

après avoir exposé de Monsieur le Maire,

a prononcé, et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité émet un **avis favorable (sous réserve)** et écrit à venir de la Préfète sur la demande initiale de TRAMPOT concernant une parcelle au projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

La présente délibération est certifiée conforme.

et délibéré le 4 octobre 2023

Le Maire, Didier MAGINEL



Didier MAGINEL

DIDIER MAGINEL
2023.10.04 09:36:26 +0200
Ref:20231004_091401_1-1-O
Signature numérique
Le Maire

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
11	10	10

Date de convocation 14 septembre 2023
--

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux septembre à vingt heure trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie sous la présidence de **Francis ROBINET**, maire.

Présents : BINOT Thérèse, FERRY Mathieu, GERARD Hubert, HUMBLLOT Bertrand, LAURENT Pierre Jean, POLICRETTI Gérald, RIGOLOT Hervé, RIPART Benoît, ROBINET Francis, SIMONE Alain.

Absents : HUMBLLOT Xavier.

Représentés : .

Madame BINOT Thérèse a été nommée secrétaire de séance.

Objet : PLUI : second arrêt
N° de délibération : 5062023

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
10	0	10	0	0	0

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUI à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 191 à 200,

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrêtant le projet de PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 17/02/2023, donnant son avis sur le projet de PLUI arrêté au 16 janvier 2023 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrêtant le projet de PLUI tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;

Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de Viocourt doit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Copie pour impression

arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUI, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 10/12/2019 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité émet un avis FAVORABLE au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme
Affiché le 26 septembre 2023

Francis ROBINET,
Maire



FRANCIS ROBINET
2023.09.26 12:24:42 +0200
Ref:20230926_122202_2-1-0
Signature numérique
le Maire

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Vouxey

SEANCE DU 15 SEPTEMBRE 2023

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
11	9	9 + 1 pouvoir

Date de convocation
4 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le quinze septembre à vingt heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Mairie de VOUXEY, sous la présidence de **Alain BONNEVILLE**, maire.

Présents : **AUBER Thierry, BONNEVILLE Alain, BONNEVILLE Thierry, BROLLES Dominique, COLIN Thibaut, HOCQUARD Elie, JOUX Mickael, LHUILLER Helene, VIEZ Jean Philippe.**

Absents : **BARRET Gregory.**

Représentés : **PROST Francois à JOUX Mickael.**

Monsieur AUBER Thierry a été nommé secrétaire de séance.

différentes étapes de la procédure ainsi que les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre.

Le Maire présente ensuite aux élus le bilan de la concertation dont le détail est joint au dossier d'arrêt du PLUi, rappelle le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Communautaire en date du 5 novembre 2019 et au sein du Conseil Municipal en date du 21/01/2020 sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les principales options, orientations et règlements que contient le second projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté au 05/07/2023.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé de Mr le Maire,

Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le conseil municipal par 2 voix « pour », 8 voix « contre » émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023.

Objet : Avis sur PLUI 2eme arrêt
N° de délibération : 5612023

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Neufchâteau du 15 mai 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Châtenois du 20 janvier 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 17 mai 2017 précisant les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et permettant d'étendre la procédure d'élaboration du PLUi à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 27 juin 2017 validant les grands enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 05 novembre 2019 prenant acte du débat qui s'est tenu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
Vu la loi « Climat et Résilience » adoptée le 21 août 2021 et notamment ses articles 192 à 200,
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 16 janvier 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu la délibération du Conseil Municipal du 13/02/2023, donnant son avis sur le projet du PLUi arrêté au 16 janvier 2023 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2023, arrétant le projet du PLUi tel qu'il a été présenté aux conseillers communautaires ;
Vu le dossier du second arrêt complet et du rapport de synthèse des consultations de l'arrêt n°1 ;

Le Maire rappelle que la commune de VOUXEY oit émettre et transmettre un avis en tant que Personne Publique Associée (PPA) sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté en date du 5 juillet 2023 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien et ce, dans un délai de trois mois à partir du 05/07/2023, soit jusqu'au 05/10/2023 (art. R.153-5 du code de l'urbanisme).

Le Maire rappelle les raisons qui ont conduit les anciennes Communautés de Communes du Bassin de Neufchâteau et du Pays de Châtenois à s'engager dans l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la méthodologie employée pour sa rédaction, les

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 18 septembre 2023
Alain BONNEVILLE,
Maire



ALAIN BONNEVILLE
2023.09.25 12:41:02 +0200
Ref:20230925_115802_1-1-O
Signature numérique
le Maire

B. Avis des PPA (p. 88 à 119)

CDPENAF 52.....	89
CDPENAF 88.....	91
CCI 88.....	94
CONSEIL DEPARTEMENTAL 88.....	95
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA MANOISE.....	98
UDAP 88.....	99
APRR.....	101
COMMANDEMENT DE LA REGION TERRE N/E	103
CHAMBRE D'AGRICULTURE 52	105
CHAMBRE D'AGRICULTURE 88	106
MRAE.....	111

SERVICE SÉCURITÉ ET AMÉNAGEMENT

Chaumont, le 18 août 2023

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS,
AGRICILES ET FORESTIERS**

Affaire suivie par : Jeanne COURAUD

Tél. : 03 25 30 79 78

ddt-cdenaf@haute-marne.gouv.fr

Objet : Relevé des avis rendus par la CDPENAF lors de la séance du 17 août 2023

**Relevé des avis
Session du 17 août 2023**

**– Dérogation à l'urbanisation limitée du PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien :**

Avis favorable à l'unanimité (favorable : 14, défavorable : 0, abstention : 0).

La Présidente de séance,



Nathalie KOBES

SERVICE SÉCURITÉ ET AMÉNAGEMENT

Chaumont, le

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA
PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS,
AGRICILES ET FORESTIERS**

Affaire suivie par : Jeanne COURAUD
Tél. : 03 25 30 79 78
ddt-cdpenaf@haute-marne.gouv.fr

Objet : Relevé des avis rendus par la CDPENAF lors de la séance du 20 septembre 2023

**Relevé des avis
Session du 20 septembre 2023**

– Avis sur le PLUi de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien :

Vote concernant :

- la procédure d'élaboration couvrant un territoire non compris dans un périmètre de ScoT et ayant pour conséquence une réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels ou forestiers : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 14, défavorable : 0, abstention : 0) ;
- la délimitation dans les zones NAF de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 14, défavorable : 0, abstention : 0) ;
- la procédure d'élaboration visant à autoriser dans les zones NAF, et en dehors des STECAL, les extensions et annexes aux bâtiments d'habitation existants : **avis favorable** à l'unanimité (favorable : 14, défavorable : 0, abstention : 0).

La Présidente de séance,

Kobes
Nathalie

Signature numérique
de Kobes Nathalie
Date : 2023.10.02
11:16:49 +02'00'

Nathalie KOBES

Mme Coralie RULQUIN
Référente urbanisme
03 29 69 12 82
coralie.rulquin@vosges.gouv.fr
ddt-seaf-mpcc@vosges.gouv.fr

Epinal, le / 5 OCT. 2023

Monsieur le Président de la
Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien
2, bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Monsieur le Président,

Par courrier du 6 juillet 2023, vous avez saisi la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) afin qu'elle émette un avis sur le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV), arrivé au second arrêt.

La CDPENAF est consultée :

- au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L.151-13 du code de l'urbanisme),
- au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et /ou naturelles (N) (L.151-12 du code de l'urbanisme),
- au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée (L.142-4 du code de l'urbanisme),
- au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé.

Le PLUi de la CCOV, arrivé au second arrêt, a été présenté lors de la réunion de la CDPENAF qui s'est déroulée le 19 septembre 2023. Il en ressort :

1- Des remarques d'ordre général formulées :

Il est demandé de ne pas ouvrir de zones constructibles vers les bâtiments agricoles existants. Il convient de ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles : dans certains cas, la zone urbaine autorise la possibilité de construire vers des bâtiments agricoles en activité situés en zone Ac. Il convient donc de maintenir les distances pour ne pas exposer une population nouvelle aux nuisances, et assurer le développement du site agricole.

Il est souhaité que les zones d'activités ne puissent pas accueillir de parcs photovoltaïques, une zone Npv ayant été délimitée dans le PLUi.

2 – Des remarques sur les différentes consultations de la CDPENAF :

Consultation au titre de la délimitation à titre exceptionnel, dans le règlement du PLUi, des STECAL dans les zones naturelles, agricoles et forestières (L.151-13) :

Les membres de la commission ont émis des avis favorables pour les modifications suivantes :

COUSSEY :

Demande de création d'une zone Ne pour un terrain de football (activités de service, accueil clientèle, équipements sportifs) avec une emprise au sol de 150 m² maximum, une hauteur de 9 m à l'égout et 12 m au faitage.

CHATENOIS :

Demande de création d'un STECAL NI de 4600 m² (Moulin des Moines : activités de services où s'effectuent l'accueil d'une clientèle, l'hébergement hôtelier et touristique, les hébergements touristiques insolites) avec une emprise au sol de 150 m² maximum et 35 m² maximum par construction.

REMOVILLE :

Les membres de la commission ont émis un avis favorable pour la demande de création d'une zone Ns sur la commune de REMOVILLE pour une exploitation forestière (stockage de bois) sous réserve de limitation à 6000 m².

Ils notent que les demandes suivantes faites lors du 1^{er} arrêt ont été prises en compte :

- le secteur Nf est matérialisé pour les massifs forestiers d'une superficie supérieure à 50 ares et qu'une bande tampon de 30 m apparaît graphiquement sur la zonage afin de délimiter une bande de recul où toute nouvelle construction à usage d'habitation sera interdite,

- le règlement de la zone Ac a été modifié afin qu'un seul logement maximum par exploitation soit autorisé,

- pour les secteurs Ne et Nc, l'emprise au sol totale cumulée des constructions ne pourra excéder 150 m² par unité foncière, et 35 m² maximum par construction en secteur NI,

- 2 secteurs Nj ont été modifiés sur les communes d'Aroffe et Liffol-le-Grand afin de ne pas empiéter sur l'espace agricole,

- les destinations de type bureaux, l'artisanat, les logements touristiques et hôteliers seront autorisées uniquement en secteur Ac et uniquement lorsqu'ils sont le prolongement nécessaire à l'activité agricole,

- la zone Nc de la carrière d'Harmonville est passée de 74,4 ha d'extension à 32,38 ha afin de répondre aux besoins de la carrière sur le long terme.

Il demandent à veiller à ce que :

- tous les espaces forestiers soient bien classés en zone Nf,

- les zones Nj comprenant des parcelles déclarées à la PAC soient reclassées en zone N ou A,

- les périmètres des carrières classées en Nc soient limités aux extensions déjà autorisées par arrêté préfectoral. Les membres de la commission demandent que la CCOV les informe du rythme d'ouverture des carrières prévue.

Les membres de la commission émettent un avis favorable sur les STECAL et leurs règlements sous réserve de l'application des demandes faites ci-dessus.

Consultation au titre des dispositions du règlement du PLUi autorisant les extensions et les annexes aux bâtiments d'habitation existants en zones agricoles (A) et /ou naturelles (N) (L151-12) :

Les membres de la commission réitèrent les demandes suivantes :

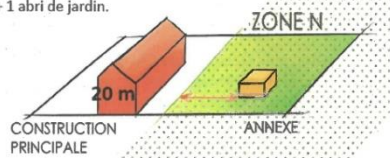
- concernant le règlement lié à l'**habitat isolé en zones A et N**, la surface totale des annexes sera limitée à 50 m² d'annexes et non 100 m² comme proposé dans le règlement du PLUi,
- sur l'extension des bâtiments d'habitation existants en A ou N, les membres de la CDPENAF maintiennent leur demande afin que l'annexe se situe au maximum à 20 m de la construction principale et non de la limite de la zone U.

Proposition de la CCOV :

BÂTIMENTS D'HABITATION EXISTANTS EN ZONES AGRICOLES (A) ET/OU NATURELLES(N)

Cas particulier réglementaire :

- Lorsque sur une unité foncière, la construction principale se situe en zone « U », la construction d'une **annexe d'habitation** est autorisée, à condition de totaliser au maximum **20 m² de surface d'emprise au sol**, en zone « N ». Celle-ci se situera au maximum à 20 mètres des limites de la zone « U ».
- Cette annexe est incluse dans le nombre total des annexes autorisées sur une unité foncière soit 2 annexes + 1 abri de jardin.



Consultation au titre de la dérogation à la règle de l'urbanisation limitée :

Les membres de la commission ont émis les avis suivants :

MONT-LES-NEUFCHATEAU :

Demande des membres de la CDPENAF lors du premier arrêt : retrait du secteur identifié MT01, passage du secteur identifié MT 04 en 1 AU au lieu de 2 AU.
La CCOV souhaite maintenir le secteur MT01 (zonage 1 AU).
Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

NEUFCHATEAU :

Demande des membres de la CDPENAF : pour la zone identifiée NE04, la règle de recul des constructions de 30 m de la lisière de la forêt devra s'appliquer au risque de réduire la zone constructible.

La CCOV a appliqué cette règle de recul des 30 m de la lisière de la forêt. Les 8946 m² retirés sont reversés pour une nouvelle zone 1AU (NE09) d'1 ha au Nord de la gendarmerie (maîtrise foncière communale).

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

CHATENOIS :

Demande des membres de la CDPENAF : la zone identifiée CH01 devra être retirée car trop proche du STECAL Ac. Il est demandé de privilégier les constructions en centre bourg conformément à l'opération centre bourg en cours dans la commune.

Réponse de la CCOV : Avec l'accord de l'exploitation agricole (GAEC de l'AROFFE), il est convenu de supprimer le sous-secteur « Ac ». De même, l'exploitation souhaite reclassifier le périmètre ICPE vers un RSD (50m.)

Après examen, les membres de la commission prennent acte des modifications et émettent un avis défavorable à la proposition de la CCOV. Le projet devrait être réorienté pour préserver la zone Nj présente.

GREUX :

Demande des membres de la CDPENAF : la zone Ux située au Nord-Est devra être réduite en retirant la parcelle ZB 7 et AB 238.

Réponse de la CCOV : souhaite le maintien de la zone Ux telle qu'arrêtée au premier arrêt. De plus, les 1549 m² sont comptabilisés dans l'artificialisation projetée.

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

HARMONVILLE :

Demande des membres de la CDPENAF : réduire la zone U à ce qui est construit et ôter l'extension sur la zone agricole (parcelle 178) ou de la classer en zone 1 AU ou 2 AU et de la comptabiliser ainsi.

Réponse de la CCOV : une partie de la parcelle 178 sera classée en 1AU (HA01), la partie Sud est retirée.

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

ROUVRES-LA-CHETIVE :

Demande des membres de la CDPENAF : la zone 1 AU identifiée RC01 est dans le périmètre de 100 m de la ferme RSD en activité. La zone doit en être réduite pour respecter le périmètre de 100 m.

Réponse de la commune : souhaite conserver le zonage 1AU actuel. De plus le périmètre RSD est un périmètre de 50m et non 100m ce qui explique la construction sur la parcelle n°339.

Après examen, les membres de la commission le projet devrait être réorienté pour préserver la zone un avis défavorable à la proposition de la CCOV.

SAINT-MENGE :

Demande des membres de la CDPENAF : les 2 zones 1 AU sont à retirer car il y a suffisamment de dents creuses dans la partie urbanisée.

Réponse de la CCOV : Souhaite le maintien des deux zones 1AU.

Après examen, les membres de la commission maintiennent un avis défavorable à la proposition de la CCOV.

SONCOURT :

Demande des membres de la CDPENAF : la zone 1 AU située en face de l'exploitation agricole doit être retirée pour respecter les distances de recul. Elle pourrait être transférée sur la parcelle libre située en face des maisons existantes.

Réponse de la CCOV : souhaite conserver sa zone 1AU. Les bâtiments sur les parcelles n°23 et 50 ne génèrent pas de périmètres ICPE ou RSD. De plus, aucun nouveau bâtiment ne pourra se rapprocher de la zone 1AU. Le nouveau secteur « SO02 » en « UA » est comptabilisé dans l'artificialisation projetée conformément à la demande des membres de la CDPENAF lors du pré-passage du 20/06/2023.

Après examen, les membres de la commission émettent un avis défavorable à la proposition de la CCOV, le projet pourrait bloquer le développement de l'exploitation.

TRAMPOT :

Demande des membres de la CDPENAF : la zone identifiée TR01 doit être retirée. La zone Ub desservie par un chemin appartenant à l'Association foncière doit être retirée.

Réponse de la CCOV : Souhaite le maintien de la zone 1AU. La zone UB a été retirée et remplacée par une zone N.

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

TRANQUEVILLE-GRAUX :

La zone 1 Aue de 3600 m² est modifiée (réduite de 1000 m²) pour la création d'un espace de convivialité et loisirs.

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

AVRANVILLE :

A la demande de la commune, une zone 1 Aux a été ajoutée. Elle correspond à une ancienne scierie sur un terrain viabilisé.

Après examen, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à la proposition de la CCOV.

Consultation au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles, ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé :

Les membres de la commission maintiennent les demandes suivantes :

DOMMARTIN-SUR-VRAINE : réduire les zones d'activité aux projets connus pour plus de cohérence avec les zones existantes.

POMPIERRE : retirer la zone identifiée PO01.

REMOVILLE : supprimer la zone Ub à proximité de la zone Ac car les distances de recul ne sont pas respectées.

VIOCOURT : retirer la zone Ub située sur les terres agricoles (parcelle 51).

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

Pour la préfète et par délégation
le directeur départemental
adjoint des territoires,



Grégory BOINEL

À: Fabien Kobylarz
Objet: Avis PPA - PLUi - CCOV - 2nd arrêt

**A l'attention de Monsieur Simon LECLERC
Président de la CCOV**

(Dossier suivi par Monsieur Fabien KOBYLARZ)

Monsieur le Président,

Je fais suite au courriel reçu le 7 juillet dernier par lequel vous m'avez transmis, pour avis dans un délai de 3 mois, le projet, arrêté pour la seconde fois, du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).
C'est en raison des avis d'un certain nombre de communes et de PPA que vous avez choisi de procéder à des modifications qui justifient le second arrêt du projet de votre PLUi.

Ces modifications, dont nous avons pris connaissance, ne modifient en rien votre Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD) qui témoignent de l'importance que vous accordez au développement économique de votre territoire.

Ainsi, ce que nous retenons c'est :

- Votre volonté de sauvegarder et conforter les commerces, services et équipements de proximité ainsi que le tissu associatif local, et également de veiller à maintenir un équilibre entre l'offre commerciale en périphérie et le commerce de proximité ;
- Votre volonté de conforter le tissu entrepreneurial local.

Votre projet dispose également d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) qui vise à une redynamisation du commerce et de l'artisanat de votre territoire.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, la Chambre de Commerce et d'Industrie des VOSGES émet un avis favorable au projet arrêté pour la seconde fois du PLUi de la CCOV.

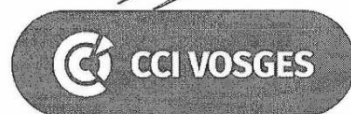
Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.

Le Président,




Pour le Président en sa déléguée,
Le Directeur





Gérard CLAUDEL

Simon LECLERC



Avis CD88 sur le projet de PLUi de la CCOV

 SCHOTT Jeremy <jschott@vosges.fr>
À  Fabien Kobylarz
Cc  CLAUDE Sébastien

 Répondre  Répondre à tous  Transférer 

lun. 28/08/2023 17:00

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint l’avis du Département concernant la modification n°2 du PLU de votre commune.

Règlementation communale des boisements :

Toutes les communes de la Communauté de Communes de l’Ouest Vosgien sont concernées par la réglementation des boisements, sauf les communes de VILLOUXEL / ROLLAINVILLE / COURCELLES-SOUS-CHATENOIS / CERTILLEUX / JAINVILLOTTE. Conformément à l’article R.126-6 du Code Rural, ces périmètres doivent être reportés dans le PLU.

Guillaume ARTEL
Chargée de mission forêt
Service Agriculture et Forêt
Tél. : 03 29 29 89 87

Réglementation environnement :

Contractualisations et Développement Durable :

Pas de remarques particulières.

Nathan GIGANT
Chargé de mission paysage
Tél. : 03 29 29 00 67




Milieux aquatiques :

pas de remarques.

Jérémy MULLER
Chargé de mission milieux aquatiques
Service Environnement,
Tél. : 03 29 30 35 19

Service Ingénierie routière :

Avis CD88 sur le projet de PLUi de la CCOV

 SCHOTT Jeremy <jschott@vosges.fr>
À  Fabien Kobylarz
Cc  CLAUDE Sébastien

Pas de remarques particulières.

Nathan GIGANT
Chargé de mission paysage
Tél. : 03 29 29 00 67

Milieux aquatiques :

pas de remarques.

Jérémy MULLER
Chargé de mission milieux aquatiques
Service Environnement,
Tél. : 03 29 30 35 19

Service Ingénierie routière :

Pas de remarques particulières à ce stade de la procédure.

Contact :
Laurence VERNIER
Adjointe Service Ingénierie Routière
Service Ingénierie Routière
Tél. : 03 29 29 87 85

Cordialement
Jérémy SCHOTT
Technicien sécurité routière et gestion du domaine public
Service Ingénierie Routière
jschott@vosges.fr

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES VOSGES
Direction des Routes et du Patrimoine

↩ Répondre

↩ Répondre à tous

➡ Transférer

⋮

lun. 28/08/2023 17:00

***** Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après désignés par «message») sont confidentiels et

Prioritaire Autres Par Date

Aujourd'hui

ARTEL Guillaume
Avis CD88 sur le projet de PLUI de la CC... 10:58
Bonjour, Je vous informe que nous ne

Hier

SCHOTT Jeremy
RE: Avis CD88 sur le projet de PLUI de la ... lun. 17:13
Bonsoir, Je fais une demande à la

SCHOTT Jeremy
Avis CD88 sur le projet de PLUI de la CC... lun. 17:01
Bonjour, Vous trouverez ci-joint l'avis du

Il y a deux semaines

Aurélié Laumond
Arrivées 18/08/2023
Bonjour à tous,

Il y a trois semaines

Nicolas Ney
Approbation du SAGE-GTI 11/08/2023
Bonjour à tous les deux, A toutes fins

Mois dernier

a.munding
TR: Sites & Cités remarquables/Anah - In... 12/07/2023
On en parle. Anne MUNDING Cheffe de

Anne Brutel
Contribution café 06/07/2023
Bonjour à tous, Merci de bien vouloir me

Il y a plus d'éléments dans ce dossier sur le serveur

[Cliquez ici pour afficher plus d'éléments de Microsoft Exchange](#)

Avis CD88 sur le projet de PLUI de la CCOV

AG ARTEL Guillaume <gartel@vosges.fr>
À Fabien Kobylarz
Cc SCHOTT Jeremy

Répondre Répondre à tous Transférer

mar. 29/08/2023 10:58

Bonjour,

Je vous informe que nous ne pouvons pas vous transmettre les périmètres de réglementation des boisements des communes concernées, car nous les possédons uniquement sous format papier. En revanche, vous pouvez ajouter une annexe en précisant que les documents et informations des communes concernées par la réglementation des boisements sont consultables au Conseil départemental des Vosges.

Bien cordialement



Guillaume ARTEL
Chargé de mission forêt
Service Agriculture et Forêt
Tél : 03 29 29 89 87 - 06 74 34 44 13
gartel@vosges.fr


CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES VOSGES
Direction de l'Attractivité des Territoires
www.vosges.fr

***** Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après désignés par «message») sont confidentiels et établis à l'attention exclusive de ses destinataires. Toute utilisation de ce message non conforme à sa destination, toute diffusion, reproduction ou publication, totale ou partielle, est interdite, sauf autorisation expresse. Si vous recevez ce message par erreur, merci de le détruire, ainsi que d'éventuelles copies et d'en avertir immédiatement l'expéditeur. L'authenticité et l'intégrité de ce message ne peut être garantie par le mode de communication qu'est l'Internet, aussi, le Conseil départemental des Vosges décline toute responsabilité au titre de ce message, dans l'hypothèse où il aurait été modifié, altéré, déformé ou falsifié. D'autre part, le Conseil départemental des Vosges ne reconnaît exclusivement que les délégations de signatures écrites pour les personnes habilitées et ne peut donc être engagé par un message électronique. *****

RE: projet plui



Sie Manoise <sie.manoise@orange.fr>
À Fabien Kobylarz

 Ce message a été envoyé avec l'importance Haute.

↩ Répondre

↩ Répondre à tous

➡ Transférer

...

jeu. 07/09/2023 18:31

Bonjour Fabien

Après une longue lecture du projet de PLUI, celui-ci n'appelle pas d'observation de notre part.
C'est donc ok pour nous.
Bien cordialement

M. Dominique DEPAQUIS
Tel 0685762597
Responsable du service



Syndicat Intercommunal
des Eaux de la Manoise

27 rue de l'Orme
88350 LIFFOL LE GRAND
Tél : 03.29.06.67.09
Fax : 03.29.06.30.07
sie.manoise@orange.fr

Affaire suivie par : Thierry LARRIERE

Épinal, le 11/09/2023

Pôle / Service : UDAP des Vosges

L'Architecte des Bâtiments de France

Tél : 03 29 29 25 80

Courriel : udap.vosges@culture.gouv.fr

Réf : TL/LN/176-23

à
Monsieur Fabien KOBYLARZ
Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2 bis avenue François de Neufchâteau
88 300 Neufchâteau

Objet : Plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien –
2nd arrêt du projet

Monsieur,

Faisant suite à la transmission du second arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien, tel qu'il a été arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 05/07/2023, je vous prie de bien vouloir trouver, ci-après, les remarques formulées par le service de l'UDAP en tant que Personne Publique associée :

ANNEXE – Rapport – Synthèse des avis :

Dans l'ensemble, les remarques formulées par le service sur la première consultation sont maintenues, je vous invite donc à vous référer au précédent courrier transmis par l'UDAP.

En ce qui concerne les remarques complémentaires ajoutées par le service suite à la 2nde consultation :

UDAP88	03 05 2023	La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme.	La CC0V distribuera divers documents pédagogiques au moment de l'apposition du PLU afin que tous les acteurs du territoire puissent s'imprégner des divers aspects réglementaires du document.
--------	------------	---	--

Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis ?

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - S, rue du Général Haxo - 88000 Épinal – Tél. 03 29 29 25 80

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

UDAP88	03 05 2023	Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit)	La modification demandée sera intégrée au document du PLU lors de son second arrêt.
--------	------------	---	---

Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu) ?

UDAP88	03 05 2023	OAP Frebécourt : Plusieurs zones à urbaniser sont prévues en périphérie du centre bourg, sans réelle connexion urbaine et paysagère. Ce sont de nouvelles zones paysagères qui seront artificialisées. L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes rurales appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Neufchâteau : Il est à regretter l'ouverture à l'urbanisation de nombreux secteurs paysagers de qualité à l'extérieur du centre bourg, alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence au centre-ville. L'étalement urbain n'est pas à privilégier, mais il convient de conserver, d'adapter et de transmettre la bâti existant en centre bourg.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Rebeuville : Il est à regretter l'éloignement de ces emprises avec le centre bourg, le front bâti et la voie le long de laquelle il est implanté. Les nouvelles constructions sont alignées sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Le mitage du paysage est à éviter.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle urbain dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respectent les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Reilainville : Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper. Les voies en impasse sont à éviter par la connexion de la rue créée sur le réseau viaire existant.	Les nouvelles constructions respecteront les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.
UDAP88	03 05 2023	OAP Châtenois : Il est à regretter l'extension du lotissement ainsi que la création d'une nouvelle emprise constructible aussi éloignée du centre bourg alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence au centre-ville.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle secondaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Coussey : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique.
UDAP88	03 05 2023	OAP Grand : L'étalement urbain n'est pas à privilégier pour ces communes rurales alors qu'un nombre important d'immeubles est en déshérence au centre bourg. Les parcelles concernées par l'emprise constructible sont actuellement très végétalisées. La quantité d'arbres à préserver devra être revue à la hausse. Les nouvelles constructions sont à aligner sur les maisons existantes de part et d'autre de la parcelle à découper.	Le PADD offre la possibilité de réaliser quelques extensions dans les communes appartenant au pôle intermédiaire dans l'armature urbaine définie au sein du projet politique. Les nouvelles constructions respectent les règles de retrait par rapport aux voies et emprises publiques et/ou privées prévues dans les secteurs concernés.

Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :

- « travailler les entrées des communes »
- « privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers ».

L'OAP environnement indique également comme objectifs de :

- « Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels »
- « Limiter la consommation des milieux naturels ».

Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc davantage être prises en compte.

RÈGLEMENT :

Zone UA

p.21 : Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones ?

p.23 et suivantes - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère :

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - S, rue du Général Haxo - 88000 Épinal – Tél. 03 29 29 25 80

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

- « Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènement) ».

Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus).

- « L'ensemble des appareils techniques (pompe à chaleur, climatisation, antennes paraboliques par exemple), à l'exception des appareils de production à partir d'énergie solaire, doit se situer sur les façades et parties de parcelles non visibles depuis la rue, ou bien être dissimulés.

Les panneaux solaires démontables sont autorisés en façade s'ils ne sont pas visibles depuis le domaine public ».

Les panneaux solaires ne devraient pas être autorisés, en toiture, côté rue, ou alors, ils devraient être de couleur identique au matériau de couverture (rouge).

- « Les couvertures seront d'une teinte de rouge vieilli ou refaites à l'identique ».

Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.

- « Les châssis de toit sont encastrés dans la couverture et non pas posés en saillie ».

Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).

- « Les volets roulants sont autorisés à condition de conserver des volets battants lorsque ceux-ci existent encore ».

Lorsque des volets battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants.

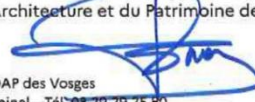
Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâti neuf ou si le bâtiment en dispose dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'extérieur.

- « La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite ».

Pourquoi cela ? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre attention.
Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Thierry LARRIERE
Architecte des Bâtiments de France
Chef du Service Départemental de
l'Architecture et du Patrimoine des Vosges



Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est – UDAP des Vosges
La Magdeleine bâtiment B - 5, rue du Général Haxo - 88000 Épinal – Tél: 03 29 29 25 80
www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est

...

BP 2060 / Semoutiers
F-52902 CHAUMONT Cedex 9
Tél. +33 (0)3 25 30 32 00
voyage.aprr.fr

Monsieur le Président
Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien
2 Bis Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Nos Références : Dpa/DR.
Objet : Elaboration du PLUi – Avis PPA 2nd arrêt

A Semoutiers, le 14 septembre 2023

Affaire suivie par D.RAVEL

Monsieur le Président,

C'est avec grand intérêt que nous avons analysé les pièces du projet de PLUi de votre Communauté de Communes suite au second arrêt de ce dernier par délibération du 5 juillet 2023.

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les points sensibles relevés que nous vous saurions gré de bien vouloir prendre en compte. De manière générale, ces remarques ont pour objectif de s'assurer que la réglementation instituée par le projet de PLUi réponde aux objectifs principaux suivants :

- Ne pas mettre en péril la sécurité des usagers de l'autoroute ;
- Réduire les risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) ;
- Ne pas restreindre la possibilité du développement de l'autoroute afin d'assurer la continuité et la sécurisation du service public proposé.

A titre liminaire, certains éléments pourraient être clarifiés pour faciliter la lecture globale du document :

- Le projet de PLUi acte de l'existence et de la prise en compte du DPAC entre autres par la présence de sa représentation graphique et par l'insertion de plusieurs articles et prescriptions/exemptions dédiées au sein du règlement. Nous soulignons cette volonté de permettre le développement, la gestion et l'entretien du DPAC. Dans la délimitation de ce dernier, sur le plan de zonage de la commune d'AOUZE, les parcelles ZE 46, ZE 83 et une partie de la parcelle ZE 77 font également partie du DPAC.
- Nous attirons votre attention sur la nécessité de mentionner en annexe du PLU et de faire figurer sur les plans des servitudes d'utilité publique la servitude EL11, pour parfaire l'information des porteurs de projet.

S'agissant de la prise en compte de l'infrastructure autoroutière et des enjeux et spécificités attachés :

Le DPAC de l'A31 est classé sur le territoire de la Communauté de Communes, d'une part, en zone UXe s'agissant de la barrière de péage correspondant à la sortie n°10 sur la Commune de CHATENOIS, et des aires de repos sises sur le territoire de TRANQUEVILLE-GRAUX (aire du Val du Renard et aire du Grand Chêne accueillant des édicules), d'autre part, en zones A, Ac, et Nf s'agissant du tronçon autoroutier et des bassins autoroutiers associés. Il convient aussi de souligner que le DPAC comporte un secteur Npv dédié au développement d'un parc photovoltaïque (commune de CHATENOIS).

Si les dispositions applicables à la zone UX/UXe prennent dûment en compte l'existence et la spécificité des équipements autoroutiers, il convient d'améliorer la prise en compte de l'existence du tronçon autoroutier et de ses ouvrages indissociables (notamment les bassins autoroutiers) en zones A, Ac et Nf du PLU, lesquelles, en l'état, interdisent les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, tout comme les affouillements et exhaussements ainsi que les dépôts de matériaux.

Il est donc demandé d'admettre dans toutes les zones et secteurs traversés par l'infrastructure autoroutière :

- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et plus généralement, les constructions, installations, ouvrages et aménagements liés à l'activité autoroutière,
- Les affouillements/exhaussements de sols, et les dépôts liés à l'activité autoroutière.

Par ailleurs, les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l'article L. 151-19 et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d'inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d'eau. De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC.

Les prescriptions réglementaires attachées à ces protections et classement (recul, mesures compensatoires, déclaration préalable avant travaux, suppression interdite...) peuvent remettre en cause la gestion ou le développement du réseau autoroutier au sein même et à proximité du DPAC, pour permettre son entretien, son développement ou la sécurisation des usagers (prémunir les risques de chute, de collision...).

Nous notons d'ailleurs que l'incompatibilité de ces prescriptions avec la nature même du DPAC a bien été prise en compte au sein des dispositions du règlement de la zone UX, s'agissant des marges de recul imposées au titre des cours d'eau et lisières (lesquelles ne s'y appliquent pas).

Il apparaît plus généralement nécessaire de soustraire l'emprise du DPAC de l'ensemble des secteurs d'intérêt écologique, environnemental ou paysager, ainsi que de laisser une marge de recul de 10 m entre la limite du DPAC et l'emprise des espaces identifiés au titre de ces articles.

Il n'est pas de la volonté du concessionnaire autoroutier de supprimer les éléments ainsi répertoriés, le cahier des charges du concessionnaire comprenant d'ailleurs des mesures en la matière, mais d'en assurer une gestion rapide et sécuritaire.

S'agissant des prescriptions réglementaires imposées aux abords du DPAC :

Les dispositions générales du règlement du PLU mentionnent celles relatives à la Loi Barnier, tout comme le rapport de présentation (par le biais d'une partie consacrée aux études d'entrée de ville). Cette mention devrait être mise à jour de la Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables qui a modifié les articles L.111-6 et L.111-7 du Code de l'Urbanisme (le PLU prévoyant d'ailleurs un secteur Npv à proximité des voies sur le territoire communal de CHATENOIS).

Pour les constructions bénéficiant du régime dérogatoire de la Loi BARNIER, et plus globalement pour toutes les constructions admises à s'implanter à proximité de l'autoroute sans contrainte particulière (zone UY, bâtiments agricoles notamment en zone Ac), une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) avec un recul minimum de 50m de part et d'autre de l'axe autoroutier (25m à partir des limites du DPAC, d'autant plus que certaines constructions peuvent déroger aux règles de hauteur (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) ou bénéficier de règles favorables (constructions en zone UY, constructions agricoles).

S'agissant de la prise en compte des contraintes autoroutières :

Dans le cas où il ne serait pas fait application des règles de recul précitées, les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l'aspect extérieur des constructions admises à s'implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d'éblouissement, de réverbération ou de détournement d'attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière.

En outre, nous avons noté que les dispositions du règlement relatives aux zones concernées exemptent bien les clôtures autoroutières des prescriptions relatives à la hauteur, composition et transparence.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous accompagner dans les modifications proposées.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous voudrez bien porter à nos remarques et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Copie : Fabien KOBYLARZ

La Chef du Département
Foncier - Patrimoine



Stéphanie Collaudin



**État-major des Armées
État-major de zone de défense de Metz
Division appui des formations**

Metz, le 27 JUL. 2023
N° 503750 /ARM/EMA/EMZD Metz
/DIV.ADF/BSI/SSEU/NP

LISTE DE DIFFUSION

DESTINATAIRE :

Communauté de communes de l'Ouest Vosgien
2bis avenue François de Neufchâteau
88 300 Neufchâteau

COPIES :

- ESID Metz ;
- COMBdD Luxeuil ;
- USID Luxeuil ;
- USID Nancy.

Le général de corps d'armée Alexandre d'ANDOQUE de SÉRIÈGE,
gouverneur militaire de Metz,
officier général de zone de défense et de sécurité Est,
commandant de zone terre Nord-est,
commandant des forces françaises
et de l'élément civil stationnés en Allemagne

à

Monsieur le président de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV).

OBJET : PLUi arrêté – Communauté de communes de l'Ouest Vosgien (88).
RÉFÉRENCE : Courriel du 18 juillet 2023.
PIÈCE JOINTE : Liste des communes impactées par des servitudes d'utilité publique.

Par correspondance visée en référence et dans le cadre de l'article L.153-16 du code de l'urbanisme, vous avez sollicité l'avis du ministère des Armées à propos du projet arrêté du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'ouest vosgien (CCOV) arrêté par le conseil communautaire le 16 janvier 2023.

Aucun immeuble militaire ne se situe dans le périmètre de la CCOV, cependant, plusieurs communes sont impactées par des servitudes radioélectriques ou de dégagement au regard du plan de servitude aéronautique de l'aérodrome de Nancy-Ochey.

Vous trouverez en pièce jointe la liste des communes concernées par ces servitudes. J'attire votre attention sur l'absence de prise en compte de la servitude aéronautique T7 et d'une servitude PT2 (voir les règlements graphiques et littéraires de plusieurs communes).

Par ailleurs, je vous confirme que toute autre servitude que celles mentionnées dans la liste jointe a été abrogée et n'ont plus lieu de figurer dans les nouveaux documents d'urbanisme.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que j'émet un avis favorable à ce PLU arrêté, sous réserve de la mise à jour des différents documents relatifs à ces servitudes.

Pour le commandant de zone Terre Nord-est et par délégation,
le colonel (T) Dominique LAMBERT,
commandant la division appui des formations

ANNEXE à la lettre N°

/ARM/EMA/EMZD Metz/DIV.ADF/BSI/SSEU/NP du

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE - PLUi Communauté de Communes de l'ouest vosgien (88).

COMMUNE	TYPE	INTITULE	TEXTE	GESTIONNAIRE
OLLAINVILLE *	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information Metz Quartier de Lattre de Tassigny BP n°30001 57044 METZ cedex 1
OLLAINVILLE *	PT2	Liaison hertzienne de champ du Feu à Beaufremont	Décret du 29 décembre 1976	
JAINVILLOTTE	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LEMMECOURT	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LEMMECOURT	PT2	Centre de Beaufremont	Décret du 9 juillet 1984	
LANDAVILLE	PT1	Centre de Beaufremont	Décret du 4 janvier 1971	
LANDAVILLE	PT2	Centre de Beaufremont	Décret du 9 juillet 1984	

Liste des communes incluses dans la servitude T7 de l'aérodrome de Nancy-Ochey gérée par l'unité d'infrastructure de la défense de Nancy - Caserne Verneau - BP 53864 - 54029 Nancy cedex.

Aouze *	Harchéchamp	Pleuvezin *
Aroffe *	Harmonville *	Punerot *
Attigneville	Jubainville *	Removille
Autigny-la-Tour	Maconcourt *	Ruppès *
Autreville *	Martigny-les-Gerbonvaux *	Soncourt *
Cléret-la-Côte *	Maxey-sur-Meuse *	Soulosse-sous-Saint-Elophé *
Greux *	Moncel-sur-Vair *	Tranqueville-Graux *

* Communes pour lesquelles la servitude n'est reportée ni sur le document graphique ni sur le document littéral

Référence

MP/AP/AC n°78/051023

**Objet : Avis PPA PLUi 2nd arrêt de
Projet**

Siège Social

26 avenue du 109E RI
BP 82 138
52905 CHAUMONT CEDEX 9
Tél. : 03 25 35 00 60
Fax : 03 25 35 03 34
accueil@haute-marne.chambagri.fr



Communauté de Communes de l'Ouest
Vosgien
M. le Président
2 bis, Avenue François de Neufchâteau
88300 Neufchâteau



Chaumont, le 05 octobre 2023

Monsieur le Président,

Par dossier reçu par mail en date 07 juillet 2023, vous nous avez transmis pour avis, le dossier de votre PLUi dans le cadre d'un second arrêt et je vous en remercie.

Cet avis est complémentaire à l'avis formulé par la Chambre d'agriculture des Vosges. Il s'axera plus précisément sur la commune de Liffol-Le-Petit, géographiquement et administrativement rattachée au département de la Haute-Marne.

L'analyse des documents présentés lors du second arrêt du projet de PLUi conduit à la formulation de l'avis suivant :

La commune de Liffol-le-Petit dispose de la plus grande Surface Agricole Utile sur votre territoire (1195 ha) (*source : p1, 1.4 Rapport de présentation du diagnostic agricole*) et compte plusieurs sites d'exploitations agricoles qui ont été tous identifiés lors du diagnostic agricole. Ce diagnostic agricole est de qualité car il a permis d'identifier tous les exploitants, les bâtiments agricoles et leur destination ainsi que les projets à court et moyen terme des chefs d'exploitations actuels.

Nous notons que la zone agricole A sera interdite à la constructibilité agricole sauf dans le sous-zonage AC qui a été identifié avec les exploitants présents ou à défaut positionné autour des bâtiments agricoles existants. Ce sous-zonage AC représente un peu plus de 1% de la Surface Agricole Utile de la commune de Liffol-le-Petit ; la moyenne de la zone AC à l'échelle du PLUi est de 3.65% de la Surface Agricole Utile de votre territoire.

Cette interdiction de construction agricole dans le zonage A, nous questionne notamment sur les points suivants :

- Si un projet agricole (ex un projet d'installation en maraîchage avec construction de serres et de local technique), non anticipé lors de la phase d'élaboration du diagnostic et répondant aux article R151-23 du Code de l'Urbanisme se présente en zone

A, serait-il possible de le réaliser au vu de l'interdiction de constructibilité en zone A ?

- Si oui, quelle démarche devra réaliser le porteur de projet pour que son projet soit réalisable au niveau urbanisme ?

Au vu de tous ces éléments, nous formulons **un avis favorable sous réserve de prise en compte de nos remarques et questionnement.**

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,



Marc POULOT

Monsieur Simon LECLERC
Président
Communauté de Communes
de l'OUEST VOSGIEN
2 bis, avenue François de
Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

Epinal, le 12 septembre 2023

Il convient de préciser que le projet de PLUi permet de réaliser un gain de 282,16 hectares par rapport aux extensions inscrites dans les documents en vigueur. En outre, la zone 2 AU destinée à l'habitat est fermée et son ouverture est conditionnée à la réalisation de deux critères.

Ainsi, les choix retenus assurent une préservation de l'espace agricole, naturel et forestier et nous soulignons le travail consenti pour y arriver.

Lors de la phase de concertation, il est apparu important de rappeler que le développement des zones urbaines et à urbaniser, destinées à l'accueil d'activité économique ou d'habitat, respectent entre autres, les principes suivants :

- a) Ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles ;
- b) Ne pas inscrire des espaces agricoles en zone naturelle de jardin ou en zone urbaine pour du second rideau ;
- c) Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers ;

Même si le projet communal reprend ces principes, des ajustements seraient les bienvenus. Des extensions en discontinuité de l'espace urbanisé, même avec une faible surface, participent au mitage de l'espace agricole. Certains secteurs pourraient être réduits.

La zone urbaine, dans certains secteurs, autorise des constructions nouvelles, vers des sites agricoles localisés en périphérie des villages. Nous ne partageons pas ce choix car il est susceptible d'apporter des contraintes nouvelles à leurs développements, ou à l'inverse d'exposer une population nouvelle à des risques de nuisances.

Dans ce second projet de zonage, celui-ci reconnaît les espaces boisés et forestiers par la création d'une zone NF. Ce choix est essentiel pour l'application d'un principe de précaution et pour autoriser la construction nouvelle à plus de 30 mètres des espaces boisés. Toutefois, certaines zones NF, semblent au vu de la photographie aérienne et du cadastre, à ajuster (REBEUVILLE et SIONNE).

Pour les points a, b et c, des propositions d'évolutions sont répertoriées dans **l'annexe jointe**.

2. Pérenniser l'activité agricole

Au-delà de cette volonté de préserver l'espace agricole, les sites agricoles de plus de 391 entreprises sont inventoriés.



Ainsi, l'ensemble des bâtiments agricoles et des projets de développement connus au moment de l'arrêt du PLUi, ont été pris en compte.

Même si une zone agricole constructible vaste aurait été la bienvenue, notamment pour faciliter l'installation d'agriculteurs sur de nouveaux sites, (en évitant des modifications du PLUi le cas échéant) une zone agricole constructible (AC) englobe chaque site. Ce choix assure le développement et la pérennité de l'activité. Il répond bien à l'orientation inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), de conforter le tissu économique local pour valoriser les activités agricoles.

A noter, selon l'analyse de la photographie aérienne (©IGN 2021), quelques ajustements du document graphique pourraient être effectués, pour prendre en compte des constructions récentes ou oubliées (**Cf. annexe**).

3. Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone naturelle

Le projet prévoit des secteurs NC pour les carrières. Ces secteurs NC reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Dans **notre 1er avis**, nous demandions à faire coïncider ces secteurs avec les arrêtés préfectoraux en vigueur. Même si des ajustements ont été opérés, certains secteurs vont encore au-delà. Nous réitérons notre demande d'un ajustement sur l'ensemble des zones NC.

Le projet est inscrit en zone NE, voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRAINE. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles agricoles déclarées à la PAC et des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient les bienvenus pour réduire cette zone NE à la voie verte existante.

Dans ce second arrêt, le projet crée une zone NS (parcelle ZB 39 à REMOVILLE) pour l'implantation d'une activité forestière sur une surface de 1,2 ha. Cette surface est importante et pourrait être réduite à 6 000 m². Attention, le règlement autorise une emprise au sol totale cumulée des constructions supérieures à 150 m². Cette règle diffère de l'ensemble de la zone et des secteurs naturels. Une emprise cumulée maximale de 150 m² pourrait être précisée.

D'autres propositions d'ajustement se trouvent en annexe.

4. Le règlement

Lors du premier arrêt, nous vous invitons à clarifier le règlement du secteur AC et à inscrire une rédaction reprenant les articles L151-11 et R 151-23 du code de l'urbanisme (CU).



Ce second projet tient compte de nos recommandations. Il est également possible de modifier le **tableau qui se trouve en page 139** pour conserver uniquement la destination agricole, comme admissible.

Des bâtiments agricoles en activité, sont présents en zone U, où le règlement interdit la destination agricole. Même si cette disposition est compréhensible, c'est une gêne pour les agriculteurs, notamment en cas de destruction par sinistre (incendie). Il semble opportun de modifier le règlement des zones U pour autoriser la reconstruction en cas de sinistre, notamment pour des problèmes d'assurance.

Les zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l'accueil d'activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise *les projets de parcs photovoltaïques au sol*. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d'activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d'énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet.

Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d'avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Une rédaction est proposée **en annexe jointe**.

Réaliser un PLUi sur plus de 70 communes est un exercice complexe. Les objectifs à atteindre sont multiples : accueillir de nouveaux habitants, assurer le développement économique, préserver l'environnement... Le document arrêté tend à y répondre dans l'intérêt général. Si les propositions d'évolutions apparaissent nombreuses, le document n'en reste pas moins conséquent.

D'une manière générale, le PLUi vise à maintenir le développement et la pérennité de l'agriculture sur son territoire.

Aussi, la Chambre d'Agriculture des Vosges émet **un avis favorable** au PLUi, **sous réserve** de la prise en compte de nos propositions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.

Le Président,
Jérôme MATHIEU

✓ Certified by yousign

ANNEXE

1. Sur la préservation du foncier :

Il a été rappelé plusieurs principes qui contribuent à préserver le foncier. Si globalement, le travail a été réalisé avec soin, des ajustements seraient les bienvenus.

Sur les demandes d'évolution et d'ajustement de zonages ci-après, les parcelles visées sont généralement tout ou partie déclarée à la PAC. Selon les cas, un reclassement en zone A ou N est à privilégier.

- a) Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau.

Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile d'agrandir cet espace. Dans d'autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole, avec un recul des plans d'épandage, possible. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :

- ATTIGNEVILLE : ZK 66 et 67 (*aligné sur le jardin de la 66 en photographie aérienne*)
 - HARMONVILLE : ZK 68
 - COURCELLES-SOUS-CHATENOIS : ZB 131
 - DOLAINCOURT : A 844
 - VIOCOURT : ZB 51 (*aligné à l'espace constructible sur la parcelle ZC 137*)
 - CHATENOIS : ZL 4
 - CIR COURT-SUR-MOUZON : ZD 4 et 147 (*réduction en second rideau pour être calé sur la photographie aérienne*)
 - LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187
- b) Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité.
- ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U
 - SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l'analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la

parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF.

- REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie),
- c) Le travail réalisé dans le cadre du PLUi contribue à préserver l'espace agricole, naturel et forestier. Pour autant, certaines propositions en extension sont parfois en discontinuité de l'urbanisation existante, trop importantes ou proches d'une zone agricole constructible...

Pour l'habitat

- POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.
- SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.
- CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4

Pour l'activité économique

- DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Deux zones d'activités sont proposées en 1 AUY (ZL 25 et 26) en discontinuité de l'espace urbanisé. Leur retrait serait le bienvenu.
- LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.

Pour le développement d'infrastructure

- AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.



2. Sur la valorisation de l'activité agricole

Ne pas implanter de nouvelles constructions vers des sites agricoles : dans certains cas, la zone urbaine autorise la possibilité de construire vers des bâtiments agricoles en activité zoné AC. Il convient de maintenir les distances pour ne pas exposer une population nouvelle aux nuisances et assurer le développement du site

- REMOUILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice formé par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;



- COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L'espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;



- VOUXEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,



Avis sur l'élaboration du PLUI de la
Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN

7/10



- SONCOURT : ZA 75 :



- ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1AU pourrait être réduite avec un retrait de la parcelle ZD 381



Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l'ouverture de zone 2AU, à savoir l'arrêt de l'activité agricole voisine.

Si la prise en compte des activités agricoles du territoire a été bien réalisée, des ajustements seraient les bienvenus sur des constructions visibles sur la photographie aérienne (en rouge sur les plans suivants) :

ROUVRES LA CHETIVES ZB196 ;



Avis sur l'élaboration du PLUI de la
Communauté de Communes de l'OUEST VOSGIEN

8/10



CIRCOURT SUR MOUZON : ZC57; COUSSEY: ZH 64



3. Les STECAL en zone naturelle

Pour les zones NC de carrière, il semble opportun d'ajuster les zones aux arrêtés préfectoraux, avec pour objectif la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers.

La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l'artificialisation (Cf. définition du SRADDET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l'espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N.

Le projet inscrit en zone NE également la voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRINE, ce qui se justifie. Toutefois, cette zone NE reconnaît des parcelles agricoles (sans chemin préexistant) ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones, notamment sur les parcelles agricoles, notamment la parcelle ZI 84. Un chemin d'association foncière privé est utilisé pour la desserte agricole. Si bien entendu les déplacements doux peuvent y être autorisés par le propriétaire, le classement en zone NE suggère la création de travaux. La forme de ce zonage est peut-être dû à une erreur de numérisation.

4. Le règlement

Par rapport au 1^{er} arrêt, le règlement a été modifié pour suivre nos recommandations sur des pentes, pour les bâtiments agricoles comprises entre 8° et 15°. Attention, en zone N, pour les abris à animaux, la pente pour les abris est maintenue entre 25 et 30°, ce qui est une contrainte à la réalisation de projet. Une rédaction similaire à la zone AC serait la bienvenue.

Sur l'utilisation d'énergie renouvelable, les trackers solaires isolés sont à autoriser.

En zone A, le règlement est rédigé comme suit : *la reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des*

bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre. Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l'abri d'un incendie.

En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires.

Une annexe est définie, par la jurisprudence, comme suit : c'est une *construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale* » (Rép. min. n°1342 : JO Sénat Q, 22 févr. 2018, p. 821).

Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol, serait donc la bienvenue.

Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d'espace. La construction d'annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.

Dans ce second arrêt, le projet communal impose une distance de recul de 30 mètres à la zone NF des constructions principales nouvelles. Toutefois, des constructions principales existent et ne respectent pas la distance précitée. Pour leur permettre d'avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l'ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : ***en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l'extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.***

A COUSSEY, la parcelle ZH 63 est en zone UB alors qu'elle appartient à la zone d'activité contigüe. Un reclassement en zone UY est à privilégier (Cf. photographie aérienne).



Le Président de la MRAe Grand Est

Réf : 2023AGE70

Metz, le 12 octobre 2023

PJ : avis de la MRAe Grand Est

Dossier suivi par : Secrétariat MRAe

tél : +33 (0)3 72 40 84 30 (accueil téléphonique de 9h30 à 11h30
et de 14h00 à 16h00, du lundi au vendredi)

mailto: mrae-grand-est.migt-metz.lgedd@developpement-
durable.gouv.fr

Monsieur le Président
de la communauté de communes de l'Ouest vosgien
2 bis, Avenue François de Neufchâteau
88300 NEUFCHATEAU

f.kobylarz@ccov.fr



**Avis délibéré sur le projet (2^{ème} arrêt) de Plan local d'urbanisme
intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de
l'Ouest vosgien (88)**

n°MRAe 2023AGE70

Monsieur le Président,

Vous avez transmis à la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Grand Est (MRAe Grand Est) une demande d'avis sur l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes de l'Ouest vosgien (88) – Arrêt n°2.

Vous trouverez sous ce pli l'avis en question.

Je précise qu'il s'agit d'un avis simple, en application du code de l'urbanisme, qui porte sur la qualité de l'évaluation environnementale que vous avez réalisée, dans le rapport de présentation du dossier, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Vous aurez la possibilité de rédiger un mémoire en réponse aux conclusions de cet avis, que vous pourrez insérer dans le dossier d'enquête publique.

Je vous informe que cet avis est mis à la disposition du public sur internet à l'adresse suivante :
<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-r83.html>

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président de la Mission régionale
d'autorité environnementale

Jean-Philippe Moretau

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

Pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, modifiant l'article R.104-21 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la Mission régionale d'autorité environnementale¹ (MRAe) Grand Est, de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD).

La MRAe a été saisie pour avis par la communauté de communes de l'Ouest Vosgien (88) pour l'élaboration (2^e arrêt) de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Le dossier ayant été reçu complet, il en a été accusé réception le 13 juillet 2023. Conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme, l'avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document doit être fourni dans les trois mois suivant la date de sa saisine.

Selon les dispositions de l'article R.104-24 du même code, la MRAe a consulté l'Agence régionale de santé (ARS) et la Direction départementale des territoires (DDT) des Vosges.

Après en avoir délibéré lors de sa séance plénière du 12 octobre 2023, en présence de Julie Gobert, André Van Compernelle et Patrick Weingertner, membres associés, de Jean-Philippe Moretau, membre de l'IGEDD et président de la MRAe, d'Armelle Dumont, Christine Mesurille, Catherine Lhote et Yann Thiébaud, membres de l'IGEDD, la MRAe rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que cet avis ne porte pas sur l'opportunité du plan ou du document mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer la conception du plan ou du document, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci. Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour adopter le plan, schéma, programme ou document (article L. 104-7 du code de l'urbanisme).

Note : les illustrations du présent document sont extraites du dossier d'enquête publique ou proviennent de la base de données de la DREAL Grand Est.

– SYNTHÈSE DE L'AVIS

La communauté de communes de l'Ouest Vosgien (CCOV)² qui regroupe 70 communes et 267 habitants (INSEE 2020), a arrêté son projet de plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) le 16 janvier 2023. À la suite de cette délibération, le projet de PLUi a fait l'objet d'avis défavorables de la part de 9 communes (sans compter 6 avis défavorables mais non motivés donc réputés favorables), ce qui a entraîné l'obligation juridique pour la CCOV d'arrêter une seconde fois son projet de PLUi par délibération du 5 juillet 2023.

La première version du PLUi a fait l'objet d'un avis de la MRAe Grand Est (Autorité environnementale) en date du 27 avril 2023³.

L'Ae soulignait la cohérence du projet de territoire de l'intercommunalité, elle a émis plusieurs recommandations dans le but d'améliorer le projet et la prise en compte de l'environnement dans celui-ci.

À la suite de l'analyse des avis formulés sur le projet de PLUi, le projet a été modifié pour pondre en partie aux réserves et aux demandes des communes et des parties consultées. La commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (MRAe, personnes publiques associées...).

Le nouveau projet de PLUi intègre les remarques des communes ayant émis un avis favorable sur les réserves du moment que ces dernières ne remettent pas en cause le projet d'aménagement et de développement durables (PADD). *A contrario*, le projet n'intègre pas les modifications souhaitées par les communes ayant émis un avis défavorable.

Concernant les demandes et remarques des parties consultées, seules certaines ont été intégrées. En effet, les objectifs démographiques de la CCOV n'ont pas évolué, aussi l'Ae intègre ses remarques sur l'importance d'établir des projections démographiques en cohérence avec les tendances observées sur les dernières années. De même, les objectifs de reconquête des logements vacants apparaissent toujours peu clairs et peu ambitieux au regard de la forte vacance que connaît l'intercommunalité (13,3 % de logements vacants).

La consommation foncière prévue par le projet de PLUi est toujours de 63,2 ha à court terme (zones 1AU) comprenant l'habitat et l'économie et de 8,36 ha à long terme (zone 2AU). L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU est conditionnée à des objectifs démographiques.

L'Ae rappelle en premier lieu, en l'absence de SCoT approuvé et en application des articles 142-4⁴ et L.142-5⁵ du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitée qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé des communes.

En outre, au vu des tendances d'évolution de la population sur le territoire de la CCOV, qui continue de perdre des habitants plutôt que la stabilisation attendue à échéance 2025⁶ (source INSEE 2019), l'Ae s'interroge toujours sur le maintien des zones 2AU dans le PLUi de la CCOV et invite la CCOV à les retirer dès à présent de son projet de PLUi.

L'Ae constate favorablement que les périmètres des captages d'alimentation en eau potable sont désormais annexés au nouveau projet de PLUi. En réponse à la recommandation de l'Ae d'éviter plus possible d'urbaniser dans les périmètres de protection de ces captages, la CCOV confirme

Département des Vosges.

<https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2023age32.pdf>

Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme : « Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable ; 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

Article L.142-5 du code de l'urbanisme : « Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

Données INSEE.

¹ Désignée ci-après par l'Autorité environnementale (Ae).

qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection.

Or, l'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans un périmètre de protection de ces captages d'alimentation en eau potable. Elle ne comprend pas pourquoi le PLUi prévoit de réduire les capacités de recharge des nappes d'eau souterraine et d'augmenter leur vulnérabilité à la pollution dans le contexte de changement climatique, alors que le nouveau projet précise que 23 communes présentent une situation de tension hydrique. Les besoins en extension urbaine étant surestimés, le PLUi pourrait protéger ces secteurs stratégiques pour le futur en limitant les extensions à leur juste besoin.

La prise en compte des milieux naturels remarquables et ordinaires est satisfaisante. Les classements instaurés sur les milieux naturels et les protections édictées sont de nature à préserver les milieux les plus sensibles et les éléments naturels de la Trame verte et bleue. Le PLUi a veillé dans l'ensemble à exclure les zones de projet de ces milieux. Néanmoins, dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae s'interrogeait sur l'ouverture de certaines zones AU dans des secteurs fragiles comme des secteurs de prairies situés en zone Natura 2000⁷ ou en Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)⁸ de type 1 et recommandait d'éviter l'urbanisation sur ces secteurs. Ces recommandations n'ont pas été prises en compte.

De plus, l'Ae relève que l'une des évolutions du nouveau projet du PLUi est de retirer les haies à protéger sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière. Selon l'Ae, ce linéaire serait de l'ordre de 1 600 m. Elle regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le nouveau projet de PLUi, alors qu'il s'agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité, la ressource en eau et les paysages qui constituent généralement un habitat d'espèces protégées.

L'Ae rappelle que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit de détruire et de perturber intentionnellement les espèces protégées ainsi que leurs habitats, et qu'une dérogation à cette interdiction peut s'avérer obligatoire (sous certaines conditions) lorsqu'un projet impacte des spécimens d'espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement de leur cycle biologique.

D'autres manquements relevés dans l'avis MRAe du 27 avril 2023 concernant les risques naturels, les mobilités, la prise en compte du changement climatique et la limitation des effets des gaz à effet de serre n'ont pas fait l'objet d'évolution dans le nouveau projet de PLUi.

L'Autorité environnementale regrette fortement la non prise en compte de plusieurs recommandations majeures de son précédent avis et recommande principalement à l'intercommunalité de :

- **revoir ses projections démographiques à la baisse pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;**
- **engager une politique de diminution de la vacance plus ambitieuse afin d'augmenter le nombre de logements vacants remis sur le marché pour s'approcher d'un taux de vacance raisonnable de l'ordre de 6 % en 2031 ;**
- **retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A ;**
- **supprimer les zones AU sur les secteurs de prairies et de vergers situés en zone Natura 2000 ;**
- **éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zones agricoles constructibles au sein des ZNIEFF de type 1 ou le cas échéant, justifier cette ouverture et**

⁷ Les sites Natura 2000 constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des sites d'intérêt communautaire (SIC) ou des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS).

⁸ L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Les ZNIEFF de type 1 sont des secteurs d'une superficie limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares remarquables du patrimoine naturel national ou régional. Les ZNIEFF de type 2 sont de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles ;

- **compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique ;**
- **justifier le retrait des haies identifiées dans la version précédente du PLUi, comme éléments de la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver et prévoir alors des mesures de compensation en créant de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d'anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.**

Les autres recommandations figurent dans l'avis détaillé.

La MRAe attire l'attention des porteurs de projet sur :

- la loi n°2021-1104 du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat et Résilience) ;
- le SRADET⁹ de la région Grand Est ;
- la stratégie nationale bas carbone (SNBC) ;
- le document qu'elle a publié sur son site internet, qu'elle complète et actualise régulièrement (« les points de vue de la MRAe Grand Est¹⁰ ») et qui précise ses attentes sur différentes thématiques environnementales pour l'évaluation des plans-programmes et des projets.

La loi Climat et Résilience ancre les préoccupations environnementales dans la société française : dans les services publics, l'éducation, l'urbanisme, les déplacements, les modes de consommation, la justice.

Le SRADET, document de planification régionale, a été approuvé le 24 janvier 2020 par le préfet de région après son adoption par le Conseil régional. Il regroupe et orchestre les enjeux et objectifs poursuivis par des schémas thématiques pré-existants (SRADDT¹¹, SRCAE¹², SRCE¹³, SRIT¹⁴, SRI¹⁵, PRPGD¹⁶).

Les autres documents de planification : SCoT¹⁷ (PLU(i)¹⁸ ou CC¹⁹ à défaut de SCoT), PDU²⁰, PCAET²¹, charte de PNR²², doivent se mettre en compatibilité à leur première révision.

Un PLU(i) ou une CC faisant partie d'un SCoT devra en cascade se mettre en compatibilité avec celui-ci dans un délai d'un an ou de 3 ans si cette mise en compatibilité implique une procédure de révision du PLU(i) (Article L.131-6 du code de l'urbanisme).

Lors de l'examen des projets qui lui sont présentés, la MRAe invite systématiquement les porteurs de projet à prendre en compte dès à présent les règles du SRADET, ceci dans la recherche d'une gestion optimale de l'environnement à laquelle les documents qui lui sont présentés pour avis, affirment être attachés.

Par ailleurs, la France s'est dotée d'une stratégie nationale bas carbone (SNBC) en 2015 fixant pour objectif la division par quatre des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2050.

La SNBC révisée et approuvée le 21 avril 2020 a pour but de respecter les termes de l'Accord de Paris signé lors de la COP21, avec l'objectif d'aboutir à une neutralité carbone dès 2050.

Aussi, la MRAe examinera la façon dont les projets qui lui sont soumis, contribuent à la réalisation de cet objectif fondamental pour les générations à venir.

9 Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

10 <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/les-points-de-vue-de-la-mrae-grand-est-a595.html>

11 Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire.

12 Schéma régional climat air énergie.

13 Schéma régional de cohérence écologique.

14 Schéma régional des infrastructures et des transports.

15 Schéma régional de l'intermodalité.

16 Plan régional de prévention et de gestion des déchets.

17 Schéma de cohérence territoriale.

18 Plan local d'urbanisme (intercommunal).

19 Carte communale.

20 Plan de déplacements urbains.

21 Les plans climat-air-énergie territorial sont obligatoires pour l'ensemble des intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019 et, depuis 2017, pour les intercommunalités de plus de 50 000 habitants.

22 Parc naturel régional.

– AVIS DÉTAILLÉ

Contexte et présentation générale du projet

1.1. La collectivité

Initialement prescrite le 20 janvier 2015 pour la communauté de communes du Pays de hâtenois, puis étendue le 17 mai 2017 à l'ensemble du territoire de la communauté de communes de l'Ouest Vosgien²³ (CCOV) qui regroupe désormais 70 communes et 3 267 habitants (INSEE 2020), le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la CCOV a été arrêté une première fois par délibération le 16 janvier 2023.

À la suite de cette délibération, le projet de PLUi a fait l'objet d'avis défavorables de la part de communes de l'intercommunalité (sans compter 6 avis défavorables mais non motivés, donc réputés favorables), ce qui a entraîné l'obligation juridique pour la CCOV d'arrêter une seconde fois son projet de PLUi par délibération du 5 juillet 2023.

L'Ae relève une incohérence entre le schéma de synthèse des avis des communes et le commentaire qui suit²⁴.

L'Ae recommande de mettre en cohérence le schéma et le commentaire dans la synthèse des avis des communes.

La première version du PLUi a fait l'objet d'un avis de la MRAe Grand Est (Autorité environnementale) en date du 27 avril 2023²⁵. Dans le dossier, cet avis est qualifié de favorable avec des recommandations » et figure dans les personnes publiques associées (PPA). L'Ae rappelle que son avis n'est ni favorable, ni défavorable et qu'il est un avis dit simple », qui ne porte pas sur l'opportunité du plan, mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan. Cet avis et ses recommandations visent à permettre d'améliorer la conception du plan et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci. De plus, l'Ae ne fait pas partie formellement des « personnes publiques associées » (PPA), mais des structures consultées.

L'Ae recommande de remplacer pour la MRAe « avis favorable avec recommandations » par « avis avec recommandations », et de mettre l'avis de la MRAe dans une rubrique différente de celle des PPA.

La première version du PLUi a fait l'objet d'un avis favorable avec réserves le 26 avril 2023 de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (DPENAF) n'accordant pas toutes les dérogations demandées au titre de l'urbanisation contrôlée. La Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) des Vosges a également émis un avis favorable avec réserves et recommandations le 23 mars 2023.

1.2. Le projet de territoire

L'Ae rappelle que dans son **avis du 27 avril 2023**, elle soulignait la cohérence du projet de territoire de l'intercommunalité qui a décliné une armature urbaine territoriale pertinente et un développement corrélé à celle-ci. Les productions de logements et les besoins économiques ont été définis au regard de cette armature, dans le but de consolider les pôles structurants du territoire et en premier lieu le pôle urbain de Neufchâteau. Les extensions urbaines restent ainsi circonscrites dans les villages. Le projet de PLUi permet de poser les premières grandes orientations stratégiques de la CCOV en matière de développement économique, d'habitat, de

La communauté de communes de l'Ouest vosgien (CCOV) est située dans le département des Vosges. Elle regroupe 70 communes et 23 270 habitants (INSEE 2019).

« 9 avis défavorables (dont 6 non-motivés, réputés donc favorables) »

<https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2023age32.pdf>

mobilité, à l'échelle des 70 communes, tout en limitant l'artificialisation des sols et en préservant les espaces naturels et agricoles du territoire.

Les principaux enjeux relevés par l'Ae dans son avis du 27 avril 2023 étaient :

- la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et du paysage ;
- la prise en compte des risques naturels et anthropiques ;
- l'atténuation du changement climatique et l'adaptation du territoire au changement climatique.

Le nouveau projet de PLUi a été modifié pour répondre aux réserves et aux demandes des communes et des parties consultées de façon plus ou moins complète. Selon le dossier, les évolutions apportées n'impactent pas l'équilibre général du projet et ne remettent pas en cause le Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi.

Le rapport présente les réponses apportées à chaque demande et recommandation exprimées par les structures consultées, et précise les modifications opérées entre le 1^{er} et le 2^e arrêt ainsi que des corrections d'erreurs matérielles. Les principales évolutions consistent en l'ajout d'un nouveau secteur naturel Nf pour sectoriser les massifs boisés de plus de 5 000 m² et l'augmentation des superficies des secteurs Npv (zone naturelle autorisant les installations photovoltaïques) et Nzh (zone naturelle humide). Des modifications ont également été apportées au règlement écrit, aux orientations d'aménagement et de programmation et aux annexes.

Le nouveau projet de PLUi intègre les remarques des communes ayant émis un avis favorable avec réserves du moment que ces dernières ne remettent pas en cause le PADD. A contrario, le projet n'intègre pas les modifications souhaitées par les communes ayant émis un avis défavorable, modifications qui portaient pour l'essentiel sur le nombre restreint de surfaces constructibles allouées à la commune ou sur la suppression ou réduction des surfaces constructibles en extension. La CCOV a justifié son souhait de ne pas prendre en compte ces demandes du fait que l'enveloppe des surfaces ouvertes à l'urbanisation destinée à l'habitat qu'elle s'est fixée est épuisée.

Concernant les demandes et remarques des parties consultées (CDPENAF, MRAe, personnes publiques associées...), seules certaines ont été intégrées.

Les recommandations de la MRAe concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées au nouveau projet de PLUi. C'est le cas notamment des recommandations portant sur la préservation des milieux naturels remarquables et sur la prise en compte des risques naturels (Cf paragraphe 3.1 et suivants).

2. Articulation avec les documents de planification de rang supérieur

2.1. L'articulation avec les documents de planification de rang supérieur

Le territoire de la CCOV n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale (SCoT).

L'Ae rappelle, en l'absence de SCoT approuvé et en application des articles L.142-4²⁶ et L.142-5²⁷ du code de l'urbanisme, la nécessaire conformité aux règles d'urbanisation limitées qui interdisent, sauf dérogation, toute ouverture à l'urbanisation de zones situées

²⁶ **Extrait de l'article L.142-4 du code de l'urbanisme** : « Dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable ; 1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de réélaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ».

²⁷ **Article L.142-5 du code de l'urbanisme** : « Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ».

dehors du périmètre actuellement urbanisé des communes.

Le relèvement que le nouveau projet de PLUi prévoit toujours des ouvertures à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé. L'avis de la CDPENAF du 26 avril 2023 est joint au dossier. Plusieurs demandes de la CDPENAF pour supprimer ou réduire certaines zones prévues d'être ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi. Le dossier est à nouveau examiné par la CDPENAF.

2.2. La prise en compte du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET Grand Est)

En l'absence de SCoT approuvé, le projet de PLUi de la CCOV doit être directement compatible avec les règles du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Grand Est et prendre en compte ses objectifs.

Il est notamment au regard des objectifs de réduction de la consommation foncière (règle n°16) que le PLUi doit définir sa projection de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF). Pour rappel, la règle n°16 portant sur la sobriété foncière vise une réduction de la consommation foncière de 50 % d'ici 2030 par rapport à une période de référence de 10 ans choisie par la collectivité et de 75 % d'ici 2050.

Le signalé également que la Loi Climat et Résilience (LCR) du 22 août 2021 prévoit la division par 2 du rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la période 2021-2030 par rapport aux 10 années précédentes et introduit la trajectoire du Zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Concernant l'habitat, le PLUi vise l'objectif de limitation de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers fixé sur une moyenne d'environ 2 ha par an entre 2018 et 2030. Pour les surfaces liées à l'économie, l'objectif est d'environ 3,2 ha par an entre 2018 et 2030. Soit au total 5,2 ha par an, toutes destinations confondues. Ces objectifs inscrits dans le PADD restent inchangés.

La consommation foncière prévue par le projet de PLUi est de 63,2 ha à court terme (zones 1U) comprenant l'habitat et l'économie et de 8,36 ha à long terme (zone 2AU). L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU est conditionnée à des objectifs démographiques.

En cas de consommation foncière totale (habitat et économie) prévue de 71,6 ha dont 63,2 ha à court terme, le dossier indique que le PLUi de la CCOV s'inscrit globalement dans les objectifs de division par deux de la consommation foncière inscrits dans le SRADDET et la Loi Climat et Résilience pour 2030.

Le relèvement toutefois sa remarque sur les consommations foncières des 10 dernières années (36 ha entre 2011 et 2021) qui ont été particulièrement élevées pour une intercommunalité connaissant une décroissance démographique et une baisse de l'activité sur son territoire.

Le relèvement, par ailleurs, que les chiffres correspondant aux superficies de chaque zone du PLUi figurent entre le résumé non technique et le rapport de présentation – justifications des choix retenus. Il conviendra de mettre en cohérence les documents.

Analyse par thématiques environnementales de la prise en compte de l'environnement

3.1. La consommation d'espace et la préservation des sols

3.1.1. L'habitat

soin en logements et potentiel de production

En son avis du 27 avril 2023, l'Ae mettait en avant la baisse démographique que connaît le territoire de la CCOV depuis plusieurs décennies. Elle a en effet perdu plus de 4 000 habitants depuis les années 1980 dont 500 habitants en moins entre 2013 et 2019 pour atteindre les

23 270 habitants en 2019²⁸. L'Ae signalait que l'objectif de « *stabiliser* » la population de la CCOV de 2014 d'ici à 2025 soit 23 600 habitants, qui en réalité nécessite un gain de plus de 300 habitants entre 2019 et 2025, n'apparaît pas atteignable, tout comme l'objectif d'un gain de 2 % de population entre 2025 et 2030 (+450 habitants).

L'Ae recommandait alors à l'intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années.

En réponse à l'Ae, l'intercommunalité indique qu'il n'est pas prévu d'actualiser ces projections au vu de la finalisation très proche du projet de PLUi.

De même, concernant le calcul des besoins en logements liés au desserrement des ménages, il était attendu par l'Ae une justification et une prise en compte des données de population plus récentes, le dossier se basant sur la taille des ménages en 2013.

Afin d'affiner les besoins en logements, l'Ae recommandait également d'intégrer dans le calcul les constructions réalisées depuis 2014 et jusqu'à la date d'arrêt du PLUi et pas seulement celles réalisées entre 2014 et 2018.

La CCOV ne souhaite pas apporter de modification concernant ces demandes.

Au final, la CCOV estime toujours un besoin de 769 logements d'ici à 2025 pour une population de 23 600 habitants et 227 logements supplémentaires entre 2025 et 2030.

Étant donné que ces calculs sont de nature à surestimer largement le nombre de logements nécessaires au projet de la CCOV et en conséquence les besoins de foncier à urbaniser, l'Ae réitère ses recommandations à la collectivité de :

- *revoir ses projections démographiques à la baisse pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;*
- *calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ;*
- *déduire des besoins en logements les constructions réalisées depuis 2019.*

Concernant les logements vacants, l'Ae signalait un taux de vacance très élevé sur le territoire de la CCOV de l'ordre de 13,3 % soit 1 700 logements (alors que le dossier indique un taux de 10 %). Les objectifs de reconquête des logements vacants fixés par la CCOV dans son projet de PLUi sont restés à 200 logements à remettre sur le marché, ce qui, selon l'Ae ne permettra pas d'atteindre un taux de vacance de 6 %, taux qui permet de maintenir la fluidité du marché immobilier et de limiter la dégradation du bâti liée à une vacance trop longue. Un taux de vacance important participe également à une perte d'attractivité notamment dans les centres-bourgs. Dans le cas d'une population en diminution, l'Ae alerte sur le fait que la construction de nouveaux logements en périphérie aura probablement comme effet de renforcer la vacance des logements anciens et de dégrader davantage les centres-bourgs, s'inscrivant ainsi dans un cercle vicieux.

En réponse, la CCOV indique qu'elle a mis en place des dispositifs de reconquête de la vacance notamment via l'Opération programmée de l'amélioration de l'Habitat (OPAH 2022-2024) pouvant être reconduite pour la période 2025-2026. Ces dispositifs sont potentiellement intéressants mais ne sont pas détaillés dans le dossier. L'Ae souligne que les objectifs de résorption de la vacance restent peu ambitieux au regard du très grand nombre de logements actuellement vacants (1 700).

Aussi, l'Ae réitère sa recommandation à la CCOV d'engager une politique de diminution de la vacance plus ambitieuse afin d'augmenter le nombre de logements vacants remis sur le marché pour s'approcher d'un taux de vacance raisonnable de l'ordre de 6 % en 2031.

Les zones d'extension urbaine AU

En déduisant les potentialités de mobilisation de la vacance et de densification décrites dans le

28 Données INSEE.

ssier, ce sont, selon le projet, 221 logements qui resteraient à produire dans des secteurs en tension d'ici à 2025 et 98 d'ici à 2030. Ces chiffres sont inchangés par rapport au premier projet PLUi. La première partie des logements (les 221 logements) est ainsi prévue sur près de 23 ha zones d'extension ouvertes immédiatement après approbation du PLUi. La 2e partie (les logements) est prévue sur des zones ouvertes à l'urbanisation à long terme (2AU) ce qui cessera une évolution du PLUi. Cette procédure d'évolution pour ouvrir les zones 2AU est conditionnée à l'atteinte des objectifs démographiques en 2025.

vu des tendances d'évolution de la population sur le territoire de la CCOV, qui continue de perdre des habitants plutôt que la « *stabilisation* » visée, l'Ae s'interroge toujours sur le maintien de ces zones 2AU dans le PLUi de la CCOV et invite la CCOV à les retirer dès à présent de son projet de PLUi.

4e réitére sa recommandation de retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat et les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A.

ir ailleurs, l'Ae soulignait que les densités de logements par hectare appliquées dans le projet de PLUi étaient une moyenne basse et que le fait d'appliquer une rétention foncière sur les surfaces en extension de l'urbanisation diminue d'autant plus le nombre de logements à construire par hectare. La CCOV n'a pas tenu compte de ces remarques dans son nouveau projet de PLUi.

issil, l'Ae réitère ses recommandations de :

- *augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ;*
- *ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation en extension.*

3.1.2. Les équipements et les services (sport, culture, tourisme, loisirs...)

PLUi prévoit un secteur spécifique en zone N pour accueillir des installations d'énergie renouvelable de type panneaux photovoltaïques (Npv). Ce secteur s'étend sur 91,1 ha dans la 2e version du PLUi (il s'étendait sur 76 ha dans la 1^{ère} version arrêtée). L'Ae relevait que le rapport environnemental ne permettait pas d'identifier de manière aisée les secteurs concernés par ce nage et l'évaluation environnementale n'apportait pas de justification quant aux choix de réalisation de ces secteurs.

rapport issu de la 2^e version arrêtée du projet de PLUi apporte quelques précisions en indiquant que les secteurs Npv prévus dans le PLUi se situent sur des espaces déjà artificialisés sur des espaces naturels ayant obtenu en amont un avis favorable de la CDPENAF des sges. L'Ae rappelle que la biodiversité peut se développer sur des terrains artificialisés qui constituent souvent des zones refuges quand l'activité qui y était développée s'est arrêtée.

es secteurs figurent dans les règlements graphiques de chaque commune, mais une cartographie d'ensemble de ces secteurs serait utile, comme l'Ae l'avait déjà signalé dans son is d'avril 2023.

4e recommande à nouveau de faire une cartographie d'ensemble avec tous les secteurs avant accueillir des panneaux photovoltaïques (Npv) et de les définir et choisir après application de la démarche Éviter-Réduire-Compenser inscrite dans le code de l'environnement pour retenir les secteurs de moindre impact environnemental.

3.2. Les espaces naturels et agricoles, habitats et biodiversité, continuités écologiques

Les zones Natura 2000

territoire de la CCOV abrite de nombreux espaces naturels dont un grand nombre sont remarquables et bénéficient de périmètres de protection, de gestion et d'inventaires. À ce titre, la CCOV est concernée par 7 sites Natura 2000.

Dans son **avis du 27 avril 2023**, l'Ae interpellait la CCOV sur l'urbanisation prévue sur des secteurs intégrés à une zone Natura 2000. Il s'agit de 3 secteurs 1AU situés sur les communes de Sartes et de Pompière qui font partie intégralement du périmètre de la Zone de protection spéciale (ZPS) « Bassigny – partie Lorraine ». L'Ae recommandait de supprimer ces zones ouvertes à l'urbanisation au motif qu'il s'agissait de prairies pâturées à enjeu de biodiversité et de plus en plus menacées. Une des zones est également occupée par un verger.

En réponse, la CCOV ne souhaite pas les supprimer. Elle fait valoir que de nombreuses zones ont été validées dans le PLUi approuvé de la communauté de communes Meuse Rognon au sein de cette même zone Natura 2000. L'Ae précise qu'elle recommandait, dans son avis portant sur le projet de PLUi de la Communauté de communes Meuse Rognon en octobre 2020²⁹, de « *protéger par une inconstructibilité stricte les secteurs les plus remarquables concernant le patrimoine naturel, en particulier les sites Natura 2000* ». Cette recommandation n'a vraisemblablement pas été suivie d'effet, ce que regrette l'Ae. Elle fait valoir l'impact des effets cumulés à ouvrir l'urbanisation des zones sur un même site Natura 2000, en l'occurrence celui de Bassigny – par Lorraine.

De plus, l'Ae observe que les 2 communes concernées présentent chacune un nombre relativement important de logements vacants et que la priorité doit être donnée à leur réhabilitation avant d'ouvrir des zones en extension pour de l'habitat, d'autant plus lorsqu'il s'agit de zones enjeux environnementaux (prairies et vergers).

En outre, la CDPENAF a également émis la demande de retirer la zone 1AU à Pompière au titre de la réduction des espaces naturels, agricoles ou forestiers sur un territoire hors SCoT approuvé.

Aussi, l'Ae réitère et complète sa recommandation de supprimer des zones AU les secteurs de prairies et de vergers situés en zone Natura 2000.

Les zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF)

31 ZNIEFF de type 1 et 5 ZNIEFF de type 2 sont recensées sur le territoire de l'intercommunalité. La plupart des ZNIEFF de type 1 bénéficie d'un classement en zone naturelle. 2 zones 1AU (une de 2,18 ha à Châtenois et une de 0,31 ha à Viocourt) sont comprises dans le périmètre de ZNIEFF « Vergers et prairies de la Rouvres-la-Chétive, Châtenois et Viocourt ». Il s'agit là aussi de zones de prairie et d'espace naturel. Une zone 2AU à Rebeuville est également comprise dans une ZNIEFF (ZNIEFF Gîte à chiroptères de Neufchâteau) et la ZNIEFF « Vergers autour de Dolaincourt et Courcelles-sous-Châtenois » est classée en partie en zone agricole constructible.

Dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae recommandait d'éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles.

Le projet de PLUi n'a pas évolué sur ces points, ni sur l'évitement et la réduction des impacts environnementaux, ni sur la compensation des fonctions écologiques mises à mal par le projet. Aussi l'Ae réitère sa recommandation ci-dessus.

Les zones humides

Une analyse floristique des zones humides a été menée sur le territoire de la CCOV qui a permis de caractériser la présence de zones humides. Celles-ci ont été classées en zone naturelle Nzh. Ce secteur comprenait 2 069 ha dans la première version du PLUi, il a été augmenté lors du arrêté du PLUi et porté à 2 087 ha dans la présente version (+18 ha). Le zonage Nzh a été ajouté sur toutes les zones humides détectées lors des investigations pédologiques.

La méthodologie de détection des zones humides de la CCOV porte sur les seuls secteurs à enjeu d'urbanisme, ce qui exclut les secteurs situés en zone agricole constructible. C'est pourquoi, dans son **avis du 27 avril 2023**, l'Ae recommandait de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole

La CCOV fait le choix de garder la méthodologie initiale.

Aussi, l'Ae réitère sa recommandation de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.

Les espaces boisés

Les forêts et boisements occupent près de la moitié de la surface du territoire de la CCOV (44 %). Lors du premier arrêté du PLUi, les espaces forestiers ont été classés en zone N dans le règlement graphique. Le règlement littéral prévoyait également l'interdiction de toutes constructions dans une bande de 30 mètres par rapport aux lisières de bois de plus de 4 ha.

L'Ae rappelait dans son précédent avis que les PLU(i) peuvent recourir à des outils de protection adaptés tels que la protection au titre des Espaces boisés classés (EBC) pour préserver les espaces forestiers les plus sensibles. A minima, un classement en zone N avec un indice spécifique aux milieux boisés était à privilégier.

Tenant compte également des remarques de la CDPENAF, le projet PLUi a été modifié pour créer un secteur Nf spécifique aux espaces et massifs boisés du territoire. Le recul de 30 m par rapport aux lisières forestières a été défini pour l'ensemble du secteur Nf et plus seulement pour les boisements de plus de 4 ha. Cette inconstructibilité est reportée sur les plans de zonage.

L'Ae souligne positivement ces évolutions.

La trame verte et bleue (TVB)³⁰ et la biodiversité

Le projet de PLUi prévoit une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) Environnement thématique qui met en exergue le patrimoine naturel à préserver et à restaurer dans laquelle sont cartographiés les mares à préserver, les ceintures villageoises de jardins et vergers ainsi que les territoires favorables aux oiseaux à enjeu majeur pour lesquels les structures paysagères sont à préserver. La présence d'amphibiens à enjeu majeur est également matérialisée.

L'OAP décline également la TVB du territoire et les axes de préservation et de restauration des continuités écologiques. Ainsi, ce sont 6 continuums écologiques qui sont caractérisés à l'échelle de la CCOV : continuum aquatique, zones humides, forestier, prairial, thermophile, des jardins et vergers. Les réservoirs d'intérêt local sont les zones humides ordinaires, les massifs forestiers de plus de 25 ha, les pelouses sèches, les prairies, les vergers et les bosquets et haies.

Les haies et bosquets ainsi que les vergers et jardins et les prairies sont les milieux naturels qui présentent le plus d'enjeu en raison de leur fort intérêt pour la biodiversité et de leur proximité avec les zones urbanisées. Parmi les espèces remarquables inféodées à ces continuums on retrouve la Pie-grièche grise, le Milan royal et la Chevêche d'Athéna, espèces protégées qui présentent, toutes les trois, un enjeu majeur. Les territoires avifaune à enjeu majeur sont matérialisés dans l'atlas³¹.

Le projet de PLUi présente un Atlas Trame verte et bleue décliné pour chacune des communes de l'intercommunalité. Les éléments de la TVB tels que les haies arborées et arbustives, les ripisylves et les vergers y sont matérialisés. Ces éléments sont repris dans les plans de zonage des communes et protégés au titre des éléments remarquables naturels ou du paysage à préserver.

L'Ae relève que l'une des évolutions apportées au PLUi lors du second arrêté est de retirer les haies à protéger qui sont référencées sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière, sans que des précisions ne soient données sur le linéaire concerné. Selon l'Ae, ce

30 La Trame Verte et Bleue (TVB) est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) ainsi que par les documents de planification de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Les continuités écologiques constituant la Trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. La Trame verte et bleue contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

31 Les zonages environnementaux, la trame verte et bleue et les zones humides sont regroupés sous forme d'atlas cartographiques par commune, annexés au rapport de présentation du PLUi.

29 <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2020age56.pdf>

linéaire serait de l'ordre de 1 600 m.

L'Ae regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le projet de PLUi nouvellement arrêté, alors qu'il s'agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité et les paysages qui constituent généralement un habitat d'espèces protégées.

Le linéaire de haies ayant très fortement diminué en France ces dernières années, une mobilisation nationale est en cours pour d'abord protéger les haies existantes, car elles présentent les meilleures fonctions écologiques et agronomiques (stockage de l'eau et du carbone, abri d'une riche biodiversité, protection vis-à-vis de l'érosion et du vent...) et ensuite planter de nouvelles haies dont le bénéfice écologique viendra progressivement.

L'Ae rappelle que l'article L.411-1 du code de l'environnement interdit de détruire et de perturber intentionnellement les espèces protégées ainsi que leurs habitats, et qu'une dérogation à cette interdiction peut s'avérer obligatoire (sous certaines conditions) lorsqu'un projet impacte des spécimens d'espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement de leur cycle biologique.

L'Ae recommande de justifier le retrait de ces haies identifiées dans la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver dans la version précédente du PLUi et de prévoir dans ce cas des mesures de compensation en création de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d'anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.

3.3. Les risques et nuisances

Le territoire présente une sensibilité aux remontées de nappe d'eau souterraine. La cartographie présentée dans le rapport montre que l'essentiel du territoire du PLUi n'est pas ou est très peu concerné. La sensibilité est cependant forte voire très élevée dans les fonds de vallées. Le règlement ne mentionne pas la présence de ce risque pour les zones concernées et ne prévoit donc pas de prescriptions particulières alors qu'il y a lieu d'interdire les caves et les sous-sols dans les zones urbaines sensibles.

Dans son **avis du 27 avril 2023**, l'Ae recommandait de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.

En réponse, la CCOV indique que le risque inondation est matérialisé dans le règlement graphique (faisant apparaître les PPRI du Vair et de la Meuse) et dans le règlement où figure dans certains zonages un indice « i » précisant les risques liés à cet aléa.

L'Ae avait bien relevé la prise en compte des PPRI dans le PLUi lors du 1^{er} arrêt, dont les zonages sont directement reportés sur le règlement graphique. Elle soulignait également le zonage spécifique attribué à des secteurs inondables « obtenus par des informations locales » qui ne correspondent pas au risque inondation des PPRI mais au risque connu par les élus.

En revanche, le risque d'inondation par remontée de nappe n'est toujours pas mentionné dans le règlement écrit du PLUi pour les zones concernées.

Aussi l'Ae réitère sa recommandation de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontées de nappe dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.

Le règlement écrit du PLUi indique pour certaines zones que le « secteur est également concerné par un ou plusieurs risques dont la localisation et la nature sont précisées dans les documents graphiques du présent PLUi ». L'Ae note que ces documents ne sont pas exhaustifs et que de manière générale, pour l'ensemble des risques naturels, et pour la bonne information du public, le

lement littéral doit mentionner et préciser la nature des risques qui concernent chacune des zones. Ces risques doivent être également matérialisés dans les règlements graphiques.

l'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones limitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique, pour la bonne information du public.

3.4. La gestion de la ressource en eau

ressource en eau potable

Le rapport indique que l'essentiel du territoire du PLUi est couvert par des périmètres de protection de captage, que cette protection soit éloignée ou rapprochée. Il liste les captages (source ou forage) qui sont protégés par une déclaration d'utilité publique (DUP) et présente une carte de localisation des captages d'alimentation en eau potable (AEP) et des périmètres de protection rapprochée. Cette carte de localisation semble incomplète puisqu'elle ne montre qu'une partie du territoire de la CCOV. Les périmètres sont cependant reportés sur les cartes de communes pour chaque commune.

Pour chaque zone ouverte à l'urbanisation, l'évaluation environnementale indique la présence ou non d'un périmètre de protection vis-à-vis de la ressource en eau. Elle précise qu'aucune zone inconstructible n'est prévue à proximité de périmètre de protection immédiate de captage d'alimentation en eau potable. Cependant quelques extensions sont concernées par un périmètre de protection de captage, mais le type de périmètre n'est pas toujours précisé.

Dans son **avis du 27 avril 2023**, l'Ae recommandait de :

- compléter la carte de localisation des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ;
- éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignés des captages d'alimentation en eau potable.

Les périmètres des captages AEP ont été désormais annexés au projet de PLUi lors du second arrêt et la CCOV confirme qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection.

L'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans le périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. C'est le cas de la zone AU de la commune de Balléville concernée par un périmètre de protection rapprochée et des zones 1AUJ de Neufchâteau situées également au sein d'un périmètre de protection rapprochée. La zone 1AUe de la commune de Tranqueville-Graux est, quant à elle, concernée par un périmètre de protection éloignée.

Le règlement ne comprend pas pourquoi le PLUi prévoit de réduire les capacités de recharge des nappes d'eau souterraine par infiltration des eaux de pluie et d'augmenter la vulnérabilité de ces nappes à la pollution, alors qu'avec le changement climatique les nappes d'eau souterraine sont de plus en plus menacées et que le nouveau projet précise que 23 communes présentent déjà une situation de tension hydrique.

Compte tenu des besoins d'extension urbaine sont surestimés, le PLUi peut, en limitant les tensions à leur juste besoin, protéger ces secteurs stratégiques pour le futur.

Compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, l'Ae réitère sa recommandation d'éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique.

système d'assainissement

D'après le rapport environnemental, 32 stations d'épuration (STEU) traitent une partie des eaux

usées de la population de la CCOV. 28 communes ne disposent pas d'assainissement collectif.

Selon le portail d'information sur l'assainissement communal du Ministère de la Transition écologique³², plusieurs STEU sont non conformes en performance. L'Ae recommandait alors à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.

En réponse, la CCOV indique que les syndicats concernés ont répondu à ces attentes en confirmant les capacités des réseaux existants à l'accueil de nouvelles constructions.

Selon l'Ae, les informations données sur la capacité des réseaux ne répondent pas à la recommandation de l'Ae qui portait sur les performances des stations d'épuration.

Aussi, l'Ae renouvelle sa recommandation à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.

3.5. Le climat, l'air et l'énergie

Le rapport indique qu'un Plan climat air énergie territorial (PCAET) est en cours d'élaboration sur la CCOV, sans plus de précision. L'Ae regrette que le lien entre les 2 projets ne soit pas présenté dans ce dossier du PLUi, puisque le PCAET définit une stratégie et un programme d'actions dont certaines pourraient trouver place dans le PLUi pour faciliter leur mise en œuvre.

L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019³³.

Les mobilités et les transports

Dans son **avis du 27 avril 2023**, l'Ae relevait certains manquements quant à la déclinaison de l'orientation du PADD concernant le développement des modes de déplacements actifs (vélo, marche) et les alternatives à l'automobile. Elle regrettait le manque de création de cheminements piétons et cyclables dans le projet et, dans une plus large mesure, l'absence d'un schéma d'ensemble des itinéraires piétons et cyclables à préserver et à créer.

Le projet de PLUi n'ayant pas évolué sur ce point, ***l'Ae réitère sa recommandation d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.***

La prise en compte de changement climatique et la limitation des émissions de GES

Le projet de PLUi n'a pas évolué sur ce point (cf. **manquements relevés dans l'avis du 27 avril 2023**). ***L'Ae réitère sa recommandation de compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de GES de l'intercommunalité et, le cas échéant, de proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.***

Elle souligne que les PLUi permettent d'adapter le territoire au changement climatique (préserver voire augmenter les capacités de recharge des nappes d'eau souterraine en renforçant les zones de prairies ou les zones boisées qui apportent aussi de la fraîcheur et préservent la biodiversité, en désimperméabilisant des sols, en facilitant la marche-à-pied et le vélo, en développant les énergies renouvelables...).

Elle déplore que le projet du PLUi de la CCOV prévoie d'urbaniser à l'intérieur de périmètres de protection de captage d'alimentation en eau potable (voir partie 3.4 ci-avant).

3.6. Les modalités et indicateurs de suivi du PLUi

Concernant les indicateurs de suivi du PLUi, l'Ae relevait que la valeur cible de chaque indicateur était manquante et recommandait de compléter le dossier sur ce point. Le dossier indique que la modification demandée a été intégrée dans le projet de PLUi lors du second arrêt, mais l'Ae insidère qu'elle reste à préciser.

Aussi, l'Ae réitère sa recommandation de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en œuvre du document (bilan, mesures correctrices...).

METZ, le 12 octobre 2023

Pour la Mission Régionale
d'Autorité environnementale,
le président,

Jean-Philippe MORETAU

³² <https://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr/PortailAG/>

³³ L'article L. 229-26 du code de l'environnement prévoit en effet la mise en place de ce plan, pour les EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, avant le 31 décembre 2018 ou dans un délai de 2 ans à compter de leur création ou de la date à laquelle ils dépassent le seuil de 20 000 habitants.



MODIFICATIONS AU TROISIEME ARRÊT

- A. Corrections des erreurs matérielles (p.121)
- B. Réponses aux avis (p. 123 à 142)
- C. Synthèse des principales modifications (p. 143)



A. CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES

Document/Commune	Date	Remarques et corrections apportées
Déchetterie du Niémont	06 07 2023	Passage d'un secteur "UE" à "UY"
Règlement du secteur "UY" et "1AUY"	06 07 2023	Supprimer l'interdiction du dépôt de de véhicules, de déchets et de ferraille
Neufchâteau AH 549	11 07 2023	passage "UY" a "UB"
Règlement écrit	20 07 2023	modifier le bas de page à partir de la page n° 138
Règlement écrit	20 07 2023	page 142 : enlever le mot "individuelle" surligné en rouge
Règlement écrit	14 09 2023	<p>L' article n°5 des dispositions générales du règlement nous indique que : « L'implantation d'une ou plusieurs éoliennes ressort de la délivrance d'un permis de construire. Ces dernières doivent respecter un recul d'implantation de plus de 500 m d'une habitation. De même, ces constructions devront respecter la qualité environnementale et paysagère du site d'implantation, selon les principes généraux évoqués dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) environnementale. »</p> <p><u>Une erreur matérielle</u> s'observe dans le règlement des zones agricoles « A » et naturelles « N ». En effet, la sous-destination des « équipements d'intérêt collectif/locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » autorise seulement la constructions des centrales solaires (Npv). <u>Aucun point de règlement des ces zones n'autorise la construction d'éoliennes.</u></p> <p>Afin d'autoriser les futures installations d'éoliennes il convient de modifier</p> <p>1) le tableau des destinations de la manière suivante : "Autorisé sous conditions" : <u>Uniquement en secteur « Npv » pour les projets de productions d'énergie solaire. Uniquement en « N » et en « A » pour les projets éoliens</u></p> <p>2) et l'article b) "Occupations et utilisations du sol admises sous conditions" des zones "A" et "N" en rajoutant : <u>les constructions et installations de productions d'énergie renouvelables (dont les éoliennes).</u></p> <p>Ces modifications devront être effectives soit au moment d'un arrêt n°3 avec modifications, soit au moment de l'approbation du document après l'enquête publique. Cette proposition de modification a été soumise et validée par le Comité Technique du PLUi en date du 27 octobre 2023.</p>

A. CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES

Document/Commune	Date	Remarques et corrections apportées
Règlement écrit	14 09 2023	<p>Pour les exploitations forestières, seul le « Nf » autorise les équipements liés et nécessaires pour ce type d'activité</p> <p>Le « Nf » autorise les constructions « ouvertes » permettant le stockage du bois et non desservies par les réseaux dans une limite de 150m² d'emprise au sol.</p> <p>Cela sous-entend que les constructions en « dur » ne sont pas autorisées en « Nf » qui plus est sans raccordement aux réseaux.</p> <p>En cela, aucun sous-secteur ne permet actuellement la construction en « dur » d'un bâtiment lié à une exploitation forestière pouvant être raccordée aux réseaux.</p> <p>Ainsi il convient d'autoriser uniquement les constructions en dur pour des exploitations forestières au sein d'un ou plusieurs tableaux de destination d'une zone « U » existante afin de ne pas être limitée par une emprise au sol (HORS STECAL). L'arrêt n°3 permettra donc les nouvelles constructions pour les exploitations forestières au sein des secteurs « UA », « UB », « UY » et « 1AUY ».</p>
Moncel-sur-Vair	14 09 2023	Le conseil municipal souhaite conserver uniquement les ERP bâtis suivants : l'église(3), le vieux pont(2), et le chêne(6). Oubli de retirer l'ERP n°4 correspondant à la parcelle n° ZD 39 au moment de l'arrêt n°2.
Châtenois, Saint-Menge, Liffol-le-Grand, Dommartin-sur-Vraine et Avranville	13 10 2023	Afin d'intégrer 6,67 ha de nouvelles zones d'extension "1AUY" sur la zone économique du "Neuilly" à Châtenois, la CCOV après validation de la DDT88 décide de modifier les éléments suivants du zonage : Avranville (passage du secteur "1AUX" vers un secteur "2AUX"), Dommartin-sur-Vraine (passage d'un secteur "1AUY" vers un secteur "2AUY" et d'un phasage d'un secteur "1AUY" vers un secteur "1AUY" et "2AUY"), Liffol-le-Grand (phasage d'un secteur "1AUY" vers un secteur "1AUY" et "2AUY") et Saint-Menge (phasage d'un secteur "1AUY" vers un secteur "1AUY" et "2AUY").
Rouvres-la-Chétive	30 11 2023	La DDT des Vosges a donné son accord de principe pour redistribuer les 2100 m ² de zone « 1AU » perdus (suite à la volonté de la CCOV de suivre l'avis de la CDPENAF) sur les parcelles n° ZE 2 et 4 en lieu est place d'un sous-secteur « Nv ».

B. REPONSES AUX AVIS

commune	date	remarque	réponse apportée
Autigny-la-Tour	03 08 2023	Emet une réserve concernant la parcelle cadastrée AB70. Cette parcelle est située à l'arrière d'un bâtiment communal abritant deux logements, au cœur du village. Le projet de PLUi la classe en "UA" pour une partie (haute) et en "N" pour la partie restante. Considérant que cette parcelle est propice à de petits équipements publics au vu de sa situation géographique et topologique, le conseil municipal demande à ce que le secteur "N" de la parcelle n° AB 70 soit classé en "Ne", celle-ci étant au centre du village, entourée de parcelle bâties et desservie par les réseaux.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Attignéville	27 07 2023	Cette décision est justifiée par la suppression fin 2022 d'une zone constructible par le Comité Technique du PLUi. Aussi, le Conseil Municipal remet en cause le règlement graphique de la Commune d'Attignéville et demande expressément au Conseil Communautaire de revenir sur cette décision et de réattribuer la zone 1AU, définie conjointement fin 2020 (parcelles AB175, AB180 et AB242). Si la CCOV souhaite plus de précisions concernant cette demande, le courrier du Maire à l'attention du Comité Technique du PLUi en date du 11/10/2022 développe l'argumentaire porté par la Municipalité.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les membres du COTEC du PLUi ont décidé de retirer cette zone 1AU étant donné que la commune d'Attignéville a accordé un permis d'aménager de 5 lots en future zone "N".
Aouze	13 09 2023	Avis défavorable : La parcelle AA 252 doit être constructible dans sa totalité. Les parcelles AA 33, 283 et 54, classées en "N" dans le centre du village, doivent être classées en constructibles.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents creuses "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale. Par ailleurs concernant la demande de la parcelle AA 252, ceci pourrait entraîner des constructions en double rideau ce qui n'est plus recommandé par l'Etat. Pour la parcelle 54, rajouter un secteur "triangulaire" en "UA" ne permettra pas de réaliser une construction à cet endroit. Une règle permet de créer une annexe en zone "N" si la construction principale se trouve en zone "U". En cela, le maintien du zonage tel que permettra le bon développement de la parcelle.
Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	<u>Observations générales :</u> <u>Argumentaire sur le plan général :</u> L'ensemble des maires des communes de la CCOV ont compris les arguments avancés pour l'élaboration d'un PLUi, Réduction de la consommation d'espaces ENAF, Démographie en baisse, Maisons abandonnées et dents creuses. <u>Conséquences :</u> Peu de terrains pour les constructions neuves. Mais pas de distinction dans le PLUi entre les communes rurales dynamiques en expansion et celles qui sont en déclin. Au contraire les dents creuses ou les maisons à restaurer sont plutôt dans les communes en déclin qui n'attireront pas plus demain qu'aujourd'hui. Des contraintes fortes sur les restaurations des maisons ce qui décourage d'éventuels acheteurs. Des contraintes sur les jardins, les dépendances, les lisières de forêts... <u>Ressenti :</u> Au niveau national le PLUi est l'outil idéal pour désertifier les villages ruraux sacrifiés au profit des regroupements de populations sur les centres bourg, les petites villes de demain et préfigure la diminution du nombre de communes. Le PLUi et le ZAN semblent à contre-courant des constatations	Une armature urbaine à été définie est votée dans le cadre de l'élaboration du PADD en 2019. A ce titre, la commune de Bazoilles-sur-Meuse a été retenue dans la catégorie des "communes rurales" disposant sur cette strate de 6,1 hectare d'extension à ce répartir entre ces 59 communes.

Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	La zone 1AU octroyée de 1500 m ² est de forme carrée. La demande écrite de la commune était d'avoir un rectangle de surface identique le long de la chaussée pour faciliter l'implantation de deux maisons. Cette demande n'a pas été prise en compte.	Pour les zones « Nj » qui sont réservées strictement aux jardins communaux. Pour rappel, la CCOV souhaite intégrer dans le règlement écrit la possibilité de construire un abri de jardin dans les zones « N » à l'arrière des zones « U » pour palier à la suppression des anciennes zones « Nj ». La zone "1AU" peut tout de même permettre la construction de 2 lots. La zone "UB" le long de la chaussée peut également, quant à elle, accueillir une construction supplémentaire.
Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	La parcelle 10 est bizarrement coupée en deux, une moitié en UB l'autre en N. Pourquoi? (cette parcelle vient de faire l'objet d'une vente entre particuliers).	Ce découpage provient du souhait de la commune au moment de l'élaboration du document.
Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	Les parcelles 560, 561, 562, 564, 809, 812, 811, 806 et 807 sont des jardins. Pourquoi les classer en N ?	Ce découpage à été arbitré et validé par la commune au moment de l'élaboration du document. Pour les zones « Nj » ces dernières sont réservées strictement aux jardins communaux et/ou ouvriers. Pour rappel, la CCOV souhaite conserver dans le règlement écrit la possibilité de construire un abri de jardin dans les zones « N » à l'arrière des zones « U » pour palier à la suppression des anciennes zones « Nj ».
Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	La parcelle 147 n'est plus à placer en emplacement réservé.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Bazoilles-sur-Meuse	07 09 2023	La parcelle 673 est à placer en UE dans sa totalité (possibilité d'extension du terrain de sport). Pourquoi un découpage en escalier ?	Sur la parcelle n°673 une zone tampon "inconstructible" pour les habitations (type logement) a été définie un recul minimum de 30m au moment de l'arrêt n°2. Le 30.09.2022, fut donc proposé de réduire la zone UE à cet endroit tout comme l'emplacement réservé qui va de paire. Cet emplacement réservé concerne le projet de création de city-stade. L'espace restant « 1369m ² » fut jugé suffisant pour accueillir ce type d'installation (surface utile moyenne de 312 m ² max.). Entre temps, les règles de la bande de recul inconstructible ont évolués et ont été validés par la CDPENAF. En conséquence, la zone "UE" sera modifiée et reprendra l'ensemble de la parcelle n° AO 673. Cette modification n'entraîne pas de remise en cause du projet politique du PADD.
Certilleux	12 09 2023	Parcelle n° ZA 41 : faire correspondre la "zone naturelle des vergers" avec la zone "d'éléments remarquables du patrimoine naturel à préserver".	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Certilleux	12 09 2023	Parcelle n° ZD 75 : supprimer une partie de la "zone naturelle des vergers" afin de favoriser un accès direct à l'arrière de la maison et mettre cette partie en zone constructible.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Certilleux	12 09 2023	Parcelle n° ZC 38 : 400 mètres de haies à ajouter	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.

Courcelles-sous-Châtenois	27 09 2023	Absence totale de terrains à bâtir	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents-creuses "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale. De même lors de la phase d'élaboration du PLUi, la commune n'a jamais souhaité de zones d'extension.
Courcelles-sous-Châtenois	27 09 2023	D'autre part, la ceinture constructible "dans la carte communale" s'étendant entre la rue de la Grande Fontaine et le chemin n°1 du Malclaire, forme un cercle de parcelles construites dans lequel se trouve également des parcelles devenues non-constructibles suite à l'arrêt 1 et 2 du PLUi situées en section OA n°27,28,29,222,223,225,227,228,229,539,540.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Courcelles-sous-Châtenois	27 09 2023	Également à l'entrée du village le long du CD 27 entre les parcelles construites à savoir parcelles section OA n°270,271,272,278.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Coussey	17 07 2023	émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 compte-tenu du manque d'équité dans la répartition des nouvelles surfaces constructibles entre les différentes communes de la communauté de communes.	Une armature urbaine à été définie est votée dans le cadre de l'élaboration du PADD en 2019. A ce titre, la commune de Coussey à été retenue dans la catégorie des "pôles intermédiaire" disposant sur cette strate d'environ 4,1 hectare d'extension à ce répartir entre ces 4 communes.
Aouze	25 08 2023	émet un avis défavorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 et souhaite que les parcelles AA 252, 33, 283 et 54 soient classées entièrement en zone constructible.	Ce découpage à été arbitré et validé par la commune au moment de l'élaboration du document. La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Châtenois	11 09 2023	Considèrent la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Châtenois approuvée par délibération n° 6 du 11 septembre 2023. Considérant que ce nouveau zonage consiste à redéfinir les zones d'assainissement collectif et non collectif au regard des équipements existants et de tenir compte des perspectives d'urbanisation du PLUi tel qu'il est arrêté au 05 juillet 2023. Il est demandé à la CCOV d'annexer, le nouveau plan de zonage d'assainissement et sa délibération d'approbation n° 006 du 11/09/2023, au PLUi.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Harchéchamp	20 09 2023	Le conseil municipal souhaite que les zones 1AU et 2AU fusionnent en zone « UB ». La justification donnée pour les écarter a été que la plupart des demandes formulées par les communes ayant émis des avis défavorables réclamaient davantage de zones d'extensions constructibles (AU). Or ce n'était pas le cas de notre commune qui souhaite au contraire, et par simple application des critères énoncés en 2020, remplacer ses zones 1AU et 2AU par un zonage "UB".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents-creuses "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale.
Harchéchamp	20 09 2023	Le conseil municipal ne valide pas le nuancier. Nos demandes ne remettaient pas en cause l'économie générale du PADD. Et le nuancier n'est pas redevenu "non prescriptif".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

Harchéchamp	20 09 2023	Le conseil municipal souhaite intégrer deux secteurs "Npv". Nous avons également souhaité que nos projets photovoltaïques communaux soient d'ores et déjà pris en compte dans le zonage, comme cela a été fait dans d'autres communes. Nos demandes ne remettaient pas en cause l'économie générale du PADD.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. L'emplacement des deux secteurs "Npv" souhaités par la commune de répondent pas à la doctrine que s'est fixée la CCOV, en concertation avec les services de l'Etat. Comme ce fut le cas pour la commune de Grand, la commune d'Harchéchamp peut engager un bureau d'études pour proposer un projet qui devra passer en CDPENAF. En cas d'accord favorable de cette commission, les secteurs pourront être intégrés au PLUi (avant approbation ou via déclaration de projet).
Harchéchamp	20 09 2023	Le conseil municipal souhaite modifier les plans de réseaux en annexes.	Cette modification a déjà faite l'objet d'une modification au moment du deuxième arrêt.
Maxey-sur-Meuse	29 09 2023	La parcelle ZA 64 est actuellement en partie constructible dans le cadre de la carte communale. Le PLUi tel qu'il est arrêté fait passer intégralement la parcelle en zone "A " inconstructible. Cette parcelle est aujourd'hui plantée pour partie d'arbres fruitiers. Elle jouxte la parcelle ZA 62 classée en "Naturel Verger". Le propriétaire de la parcelle ZA 64 a le projet d'y construire un abri pour chevaux. Le classement de la zone "A" autorise ce genre de construction aux seuls exploitants agricoles. Le glissement de la parcelle en zone "naturel verger" rendrait le projet possible pour un particulier non exploitant agricole, sous réserve d'une seule construction par unité foncière, d'une emprise de 20m² d'emprise au sol maximum et d'une hauteur de 4m maximum. En conclusion la commune souhaite le reclassement de la parcelle ZA 64 en zone "naturel verger".	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Mont-lès-Neufchâteau	10 07 2023	Toutefois, il fait seulement observer : - que le plan présenté inclut les parcelles ZA 165, ZA 169 et ZA 172 comme devant faire l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) alors qu'elles sont bâties depuis 2018 et 2020, - Que les parcelles ZA 133 et ZA 148 constituent une même unité foncière tout comme les parcelles ZA 140 et ZA 163 ainsi que les parcelles ZA 142 et ZA 150 donc non disponibles pour de nouvelles constructions, - Que la parcelle ZC 2 est divisée en deux lots, une construction étant en voie d'achèvement sur la parcelle ZC 201 et à l'étude sur la parcelle ZC 202, - Que la commune n'a aucun logement vacant, ne dispose pas d'un bâti dégradé significatif et doit demeurer attractive en sa qualité de commune sise dans l'armature urbaine de NEUFCHATEAU, - Que dans ces conditions, et dans le contexte d'élaboration du PLUi, elle doit bénéficier d'une zone d'extension de catégorie 1AU, - Que ces parcelles en extension ont été ainsi positionnées en tenant compte de leur disponibilité et des réseaux existants (eau potable et assainissement collectif) ainsi que du relief de la commune.	La modification demandée concernant l'OAP a supprimer sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.

Neufchâteau	25 09 2023	Rajout de trois sous-secteurs Naturel Loisir « NI » permettant la construction de logements insolites sur la parcelle n° ZI 68 (le projet est annexé à cette délibération). Par ailleurs, la ville de Neufchâteau souhaite un ajustement réglementaire de ce sous-secteur « NI » afin que les constructions puissent atteindre un maximum de 40 m² d'emprise au sol (au lieu de 35 m² actuellement dans le second arrêt du document) : « L'emprise au sol totale cumulée des constructions ne pourra pas excéder 150 m² par unité foncière et dans une limite de maximum de 40 m² par construction »	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Neufchâteau	25 09 2023	Déchèterie du « Niémont » : le conseil municipal remarque une erreur matérielle sur le sous-secteur « UE » de la déchèterie du Niémont sur les parcelles n° ZH 11, 61, 63, 64 et 84. En effet le règlement du sous-secteur « UE » interdit le dépôt de déchets et de ferraille. Les autres déchèteries du territoire intercommunal sont sectorisées en « UY ». Cette même erreur s'observe dans ce sous-secteur « UY ». En cela, le conseil municipal souhaite que ce périmètre de la déchèterie du Niémont passe d'un sous-secteur « UE » vers un secteur « UY » et souhaite que les dispositions réglementaires du sous-secteur « UY » soient modifiées afin de permettre le dépôt de déchets et de ferrailles au sein de ce sous-secteur « UY ».	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Neufchâteau	25 09 2023	Pour la parcelle n° AH 549, le conseil municipal souhaite le reclassement du sous-secteur « UY » vers un sous-secteur « UB » afin de permettre la requalification de cette ancienne friche industrielle.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Ollainville	05 09 2023	Parcelles n°ZB 42, 43, 44 et 45 doivent être classées en "UB". Ces parcelles devraient être classées de la même manière que les parcelles n° ZB 19 et 78; qui elles sont en zone "UB" pour autant en situation similaire, mais à l'intérieur du chemin de ceinture faisant le tour de la commune. Une demande de CUB à d'ailleurs été déposée sur la ZB 45. Par ailleurs, lors de la réalisation du réseau d'assainissement, notre commune a engagé des frais afin de permettre le raccordement de futures constructions sur les parcelles citées ci-dessus.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes puisque l'ouverture à l'urbanisation qui est demandée pourrait permettre de créer de nouveaux logements. Comme évoqué dans le PADD, la CCOV peut disposer au maximum de 221 nouveaux logements en extension "AU" et 188 nouveaux logements en dents creues "U". Ces seuils sont déjà atteints à l'échelle intercommunale.
Pleuvezain	29 09 2023	Le choix des parcelles retenues sur la commune s'est fait après avoir éliminé notre offre de doubler le lotissement existant pour la raison qu'il serait dommageable pour les autres communes de la CCOV d'avoir dans les 5 prochaines années des parcelles non bâties sur la commune de Pleuvezain. Le conseil municipal renouvelle que le choix de l'emplacement des deux seules parcelles retenues, ne donne pas l'impression d'être à Pleuvezain mais plutôt d'être à Vicherey.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
Pleuvezain	29 09 2023	L'ouverture des zones 2AU ne puisse se faire qu'après épuisement des zones 1AU sur le territoire de la CCOV	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

Pompierre	18 09 2023	Invité à se prononcer, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 8 voix pour, 0 voix contre, 0 abstention émet un avis favorable au projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) tel qu'il a été arrêté par le conseil communautaire en date du 5 juillet 2023 avec une mise en réserve concernant les parcelles ZA83, ZA143, ZA152, ZB128, ZB 335, ZB 334, ZB 122, ZB 123, ZD26, ZD104, ZC222, ZC175, ZC 163, devant faire l'objet d'une suppression de leurs Eléments Patrimoniaux Remarquables Naturels (ERP) car ce sont des vergers dont les arbres dépérissant sont menés à disparaître sur le temps court.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Removille	21 07 2023	émet un avis favorable sous réserve de modifier le zonage prévu sur la parcelle ZK71. Cette dernière étant divisée entre du "UB" et du "A". Le conseil municipal souhaite que la partie "UB" bascule en "UE" et que la partie "A" bascule en "Ne" afin de réaliser une petite aire de jeux. Ces nouveaux équipements publics, sectorisés au sein d'un nouveau STECAL "Ne" ne remettent pas en cause le PADD. Ce STECAL limite également la consommation foncière puisque l'emprise au sol maximum des constructions ne devra pas dépasser 150m².	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
Sionne	16 08 2023	Défavorable non-motivé : "Manque de terrains constructibles"	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

PPA	date	remarque	réponse apportée
Commandement de la Région Terre Nord Est	27 07 2023	Absence de la prise en compte de la servitude aéronautique T7 et d'une servitude PT2 dans les règlements graphiques et littéraires de 25 communes.	La CCOV demande à la DDT des Vosges de bien vouloir transmettre les servitudes demandées actualisées afin de les intégrer au PLUi au moment de son approbation.
UDAP des Vosges	12 09 2023	La publicité, les enseignes devraient faire l'objet d'un document pédagogique à destination des demandeurs dans le cadre des demandes d'autorisation d'urbanisme. <i>Réponse de la CCOV : La CCOV distribuera divers documents pédagogiques au moment de l'approbation du PLUi afin que tous les acteurs du territoire puissent s'impregner des divers aspects réglementaires du document.</i> <i>Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Quels sont les documents pédagogiques qui seront transmis?</i>	Deux documents seront produits et finalisés au moment de l'approbation du PLUi afin d'être diffusés sur notre site internet ainsi que dans toutes les mairies : 1- Une plaquette d'information à destination des habitants qui regroupera de manière simple et ludique les différentes règles d'urbanisme du PLUi. 2 - Une note explicative à l'intention de chaque mairie afin d'orienter au mieux leurs administrés.
UDAP des Vosges	12 09 2023	Aucune mention n'est faite concernant la pose d'ITE (P.43 du règlement écrit). <i>Réponse de la CCOV : La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.</i> <i>Question de l'UDAP à l'arrêt 2 : Sous quelle forme ces modifications seront-elles intégrées (quel contenu)?</i>	A la page n°45 du règlement écrit (secteur UP), il est désormais mentionné depuis le 2nd arrêt que : "La pose d'isolation thermique par l'extérieure n'est pas autorisée".
UDAP des Vosges	12 09 2023	Remarques précédentes de l'UDAP sur les OAP (lors de l'arrêt 1) et réponses de la CCOV : Pourtant, le PADD indique également, p. 41 et suivantes :	Voir précédentes réponses au moment de l'arrêt n°1.
UDAP des Vosges	12 09 2023	"travailler sur les entrées de communes"	"Moyens mis en œuvre dans le PADD, page 41" : Intégrer un traitement qualitatif des entrées de villes et villages dans l'ensembles des projets d'extensions. A ce titre toutes les OAP des zones "1AU" comportent l'obligation de créer une trame éco-paysagère arborée composée d'essences locales adaptées aux différentes contraintes ou fonctions (ombrage etc.).
UDAP des Vosges	12 09 2023	"privilégier la reconquête des cœurs de commune afin de limiter le mitage des espaces naturels, agricoles et forestiers."	"Moyens mis en œuvre dans le PADD, page 41" : Les calculs des besoins en logements du territoire s'appuient sur une étude très précise et poussée sur les capacités de la densification ainsi que la vacance au sein de chacune des 70 communes.
UDAP des Vosges	12 09 2023	L'OAP environnement indique également comme objectifs de : 1- Veiller à privilégier et valoriser les patrimoines paysagers et naturels.	C'est le cas par le biais de l'existence réglementaire d'Éléments Remarquables Patrimoniaux Naturels (ERP) présents sur chaque commune et sanctuarisant les éléments naturels existants.
UDAP des Vosges	12 09 2023	2 - Limiter la consommation d'espaces naturels	La consommation d'espaces naturels est limitée puisque le PLUi respecte la consommation foncière recommandée par le SRADET et par le ZAN (1ère tranche 2021-2030).
UDAP des Vosges	12 09 2023	Les remarques du service sont en accord avec les recommandations du PADD et de l'OAP environnement, elles devraient donc être d'avantage être prises en compte.	Voir réponses précédentes ci-dessus. La CCOV ne souhaite pas apporter d'avantage de modifications à ces remarques puisque tous les points abordés sont ici justifiés.
UDAP des Vosges	12 09 2023	Les trackers solaires sont interdits, ce qui est très bien mais qu'en est-il des autres zones?	Les trackers solaires sont interdits dans les secteurs suivants : "UA", "UB", "UP" et "1AU"
UDAP des Vosges	12 09 2023	"Les constructions doivent s'adapter à la topographie locale. Pour cela, les volumes des constructions doivent être adaptés aux différents types de pentes en limitant au maximum les modifications du terrain naturel de plus de 0,70 mètre (remblais, déblais et murs de soutènements)." Les modifications du terrain naturel devraient être limitées à 0,30 mètre (ou 0,50 mètre grand maximum pour les terrains très pentus.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.

UDAP des Vosges	12 09 2023	Aucun matériaux n'est recommandé pour les tuiles. Les tuiles en béton devraient être proscrites et les tuiles mécaniques de terre cuite privilégiées.	Le règlement d'un document d'urbanisme ne doit pas faire référence aux aspects des matériaux. Ce n'est pas son rôle.
UDAP des Vosges	12 09 2023	Les dimensions autorisées pour les châssis de toit devraient être précisées (0,80m x 1,00m afin de respecter les proportions de verticalités traditionnelles).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
UDAP des Vosges	12 09 2023	"la construction d'abris de jardins en matériaux de récupération est interdite". Pourquoi cela? Si du bois ou des tuiles de récupération sont utilisés cela semble tout à fait acceptable.	La CCOV ne souhaite pas que de nouvelles annexes sont construites à partir de plaques de tôles, de contenaires ou de tout autre matériau de récupération. En cela la CCOV précisera la rédaction de cette règle de cette manière pour l'arrêt n°3 : "La construction d'abris de jardin en matériaux de récupération est interdite sauf pour les matériaux de construction."
UDAP des Vosges	12 09 2023	Lorsque les volets roulants battants existent sur un bâtiment, ils sont à conserver, restaurer et repeindre, ou remplacer à l'identique (matériau et aspect) si leur état sanitaire le justifie. Les volets battants peuvent, si nécessaire, être motorisés. Les volets roulants ne doivent pas s'ajouter aux volets battants existants. Les volets roulants ne seront autorisés que sur le bâtineuf ou si le bâtiment en disposer dès son origine. Dans ce cadre, les coffrets des volets roulants sont à placer à l'arrière des linteaux ou à l'intérieur des logements afin qu'ils ne soient pas visibles depuis l'extérieur.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
Conseil Départemental des Vosges	28 08 2023	Toutes les communes de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien sont concernées par la réglementation des boisements, sauf les communes de VILLOUXEL / ROLLAINVILLE / COURCELLES-SOUS-CHATENOIS / CERTILLEUX / JAINVILLOTTE. Conformément à l'article R.126-6 du Code Rural, ces périmètres doivent être reportés dans le PLU. Je vous informe que nous ne pouvons pas vous transmettre les périmètres de réglementation des boisements des communes concernées, car nous les possédons uniquement sous format papier. En revanche, vous pouvez ajouter une annexe en précisant que les documents et informations des communes concernées par la réglementation des boisements sont consultables au Conseil départemental des Vosges.	Rajout d'un article 14 dans les dispositions générales du règlement au moment du troisième arrêt : Conformément à l'article R.126-6 du Code Rural, ces périmètres doivent être reportés dans le PLU. Toutes les communes de la Communauté de Communes de l'Ouest Vosgien sont concernées par la réglementation des boisements, sauf les communes de Villouxel, Rollainville, Courcelles-sous-Châtenois, Certilleux et Jainvillotte. Les documents et informations des communes concernées par la réglementation des boisements sont librement consultables au Conseil départemental des Vosges en version papier.
APRR	06 10 2023	Le projet de PLUi acte de l'existence et de la prise en compte du DPAC entre autres par la présence de sa représentation graphique et par l'insertion de plusieurs articles et prescriptions/exemptions dédiées au sein du règlement. Nous soulignons cette volonté de permettre le développement, la gestion et l'entretien du DPAC. Dans la délimitation de ce dernier, sur le plan de zonage de la commune d'AOUZE, les parcelles ZE 46, ZE 83 et une partie de la parcelle ZE 77 font également partie du DPAC.	Rajout au DPAC des parcelles n° ZE 46, ZE 83 et une partie de la n° ZE 77 sur la commune d'Aouze au moment du troisième arrêt du PLUi.
APRR	06 10 2023	Nous attirons votre attention sur la nécessité de mentionner en annexe du PLU et de faire figurer sur les plans des servitudes d'utilité publique la servitude EL11, pour parfaire l'information des porteurs de projet.	La CCOV demande à l'APRR et/ou à la DDT des Vosges de bien vouloir fournir ses annexes afin de les intégrer au projet au moment de l'approbation du document.

APRR	06 10 2023	<p>Si les dispositions applicables à la zone UX/UXe prennent dûment en compte l'existence et la spécificité des équipements autoroutiers, il convient d'améliorer la prise en compte de l'existence du tronçon autoroutier et de ses ouvrages indissociables (notamment les bassins autoroutiers) en zones A, Ac et Nf du PLU, lesquelles, en l'état, interdisent les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, tout comme les affouillements et exhaussements ainsi que les dépôts de matériaux.</p> <p>Il est donc demandé d'admettre dans toutes les zones et secteurs traversés par l'infrastructure autoroutière :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et plus généralement, les constructions, installations, ouvrages et aménagements liés à l'activité autoroutière, · Les affouillements/exhaussements de sols, et les dépôts liés à l'activité autoroutière. 	<p>Ces règles seront rajoutées dans l'article n°8 "Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC)" des dispositions générales du règlement du PLUi au moment du troisième arrêt.</p>
APRR	06 10 2023	<p>Par ailleurs, les plans graphiques identifient au sein du DPAC des espaces protégés au titre de l'article L. 151-19 et de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme à savoir des haies, bosquets, mais aussi des zones d'inconstructibilité liées à la protection de la lisière des forêts et des cours d'eau.</p> <p>De telles emprises ainsi que des zones humides (zone Nzh) jouxtent également le DPAC. Les prescriptions réglementaires attachées à ces protections et classement (recul, mesures compensatoires, déclaration préalable avant travaux, suppression interdite...) peuvent remettre en cause la gestion ou le développement du réseau autoroutier au sein même et à proximité du DPAC, pour permettre son entretien, son développement ou la sécurisation des usagers (prémunir les risques de chute, de collision...).</p> <p>Nous notons d'ailleurs que l'incompatibilité de ces prescriptions avec la nature même du DPAC a bien été prise en compte au sein des dispositions du règlement de la zone UX, s'agissant des marges de recul imposées au titre des cours d'eau et lisières (lesquelles ne s'y appliquent pas). Il apparaît plus généralement nécessaire de soustraire l'emprise du DPAC de l'ensemble des secteurs d'intérêt écologique, environnemental ou paysager, ainsi que de laisser une marge de recul de 10 m entre la limite du DPAC et l'emprise des espaces identifiés au titre de ces articles. Il n'est pas de la volonté du concessionnaire autoroutier de supprimer les éléments ainsi répertoriés,</p> <p>le cahier des charges du concessionnaire comprenant d'ailleurs des mesures en la matière, mais d'en assurer une gestion rapide et sécuritaire.</p>	<p>Suppression de tous les « ERP naturels » et des haies à préserver qui se superposent au DPAC au moment du troisième arrêt.</p>

APRR	06 10 2023	Les dispositions générales du règlement du PLU mentionnent celles relatives à la Loi Barnier, tout comme le rapport de présentation (par le biais d'une partie consacrée aux études d'entrée de ville). Cette mention devrait être mise à jour de la Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables qui a modifié les articles L.111-6 et L.111-7 du Code de l'Urbanisme (le PLU prévoyant d'ailleurs un secteur Npv à proximité des voies sur le territoire communal de CHATENOIS).	L'article n°7 "Loi Barnier et Amendement Dupont" des dispositions générales du règlement seront modifiées dans ce sens au moment du troisième arrêt.
APRR	06 10 2023	Pour les constructions bénéficiant du régime dérogatoire de la Loi BARNIER, et plus globalement pour toutes les constructions admises à s'implanter à proximité de l'autoroute sans contrainte particulière (zone UY, bâtiments agricoles notamment en zone Ac), une marge de recul équivalente à la hauteur (D=H) avec un recul minimum de 50m de part et d'autre de l'axe autoroutier (25m à partir des limites du DPAC, d'autant plus que certaines constructions peuvent déroger aux règles de hauteur (constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) ou bénéficier de règles favorables (constructions en zone UY, constructions agricoles). S'agissant de la prise en compte des contraintes autoroutières : Dans le cas où il ne serait pas fait application des règles de recul précitées, les prescriptions architecturales et paysagères encadrant l'aspect extérieur des constructions admises à s'implanter aux abords du DPAC doivent être complétées pour tenir compte et limiter tout risque d'éblouissement, de réverbération ou de détournement d'attention, facteur de danger pour la circulation autoroutière.	La CCOV applique dans le règlement graphique une bande de recul inconstructible de 100m et ne souhaite pas apporter d'autres modifications à cette règle au vu de cette remarque.
CDPENAF 88	05 10 2023	Les membres de la CDPENAF ont émis un avis favorable pour la demande de création d'une zone "Ns" à REMOVILLE sous réserve de limitation à 6 000 m².	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CDPENAF 88	05 10 2023	Les destinations de type bureaux, artisanat, logements touristiques et hôteliers seront autorisées uniquement en secteur AC et uniquement lorsqu'ils sont le prolongement nécessaire à l'activité agricole.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CDPENAF 88	05 10 2023	Les périmètres des carrières classées en "Nc" soient limités aux extensions déjà autorisées par arrêté préfectoral.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CDPENAF 88	05 10 2023	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à la construction principale et non de la limite de la zone (U) . De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Châtenois devrait être réorienté pour préserver la zone "Nj" présente.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Rouvres-la-Chétive devrait être réorienté pour préserver la zone.	La CCOV modifiera la zone "1AU" en supprimant l'emprise de la parcelle n°381 allant ains dans le sens de la CDPENAF.
CDPENAF 88	05 10 2023	AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Soncourt pourrait bloquer le développement de l'exploitation.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	AVIS DEFAVORABLE : Le projet "1AU" de Saint-Menge n'est toujours pas accepté malgré les justifications de la CCOV.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

CDPENAF 88	05 10 2023	Réduire les zones d'activité aux projets connus, zones 1AUy à Dommartin-sur-Vraine	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CDPENAF 88	05 10 2023	Retirer la zone "1AU" de Pompierre.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA 52	05 10 2023	<p>Nous notons que la zone agricole A sera interdite à la constructibilité agricole sauf dans le sous-zonage AC qui a été identifié avec les exploitants présents ou à défaut positionné autour des bâtiments agricoles existants. Ce sous-zonage AC représente un peu plus de 1% de la Surface Agricole Utile de la commune de Liffol-le-Petit ; la moyenne de la zone AC à l'échelle du PLUi est de 3.65% de la Surface Agricole Utile de votre territoire.</p> <p>Cette interdiction de construction agricole dans le zonage A, nous questionne notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Si un projet agricole (ex un projet d'installation en maraîchage avec construction de serres et de local technique), non anticipé lors de la phase d'élaboration du diagnostic et répondant aux article R151-23 du Code de l'Urbanisme se présente en zone A, serait-il possible de le réaliser au vu de l'interdiction de constructibilité en zone A ? · Si oui, quelle démarche devra réaliser le porteur de projet pour que son projet soit réalisable au niveau urbanisme ? 	<p>Un zonage « Acs » est prévu dans notre règlement pour prévoir les projets de serres agricoles comprenant un local technique de 20m² maximum d'emprise au sol.</p> <p>En l'état, si un tel projet arrive sur Liffol-le-Petit après approbation, il faudra alors faire une déclaration de projet pour mettre en compatibilité le document d'urbanisme.</p>
CA 88	06 10 2023	Le projet prévoit des secteurs NC pour les carrières. Ces secteurs NC reconnaissent les sites existants ainsi que les extensions sur des espaces agricoles ou forestiers. Dans notre 1er avis, nous demandions à faire coïncider ces secteurs avec les arrêtés préfectoraux en vigueur. Même si des ajustements ont été opérés, certains secteurs vont encore au-delà. Nous réitérons notre demande d'un ajustement sur l'ensemble des zones NC. Pour les zones NC de carrière, il semble opportun d'ajuster les zones aux arrêtés préfectoraux, avec pour objectif la préservation des espaces agricoles, naturels ou forestiers.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	Le projet est inscrit en zone NE, voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRAINE. Toutefois, cette zone NE est inscrite sur des parcelles agricoles déclarées à la PAC et des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient les bienvenus pour réduire cette zone NE à la voie verte existante. Le projet inscrit en zone NE également la voie verte autour de GIRONCOURT-SUR-VRAINE, ce qui se justifie. Toutefois, cette zone NE reconnaît des parcelles agricoles (sans chemin préexistant) ou des chemins d'association foncière. Des ajustements seraient bienvenus pour réduire ces zones, notamment sur les parcelles agricoles, notamment la parcelle ZI 84. Un chemin d'association foncière privé est utilisé pour la desserte agricole. Si bien entendu les déplacements doux peuvent y être autorisés par le propriétaire, le classement en zone NE suggère la création de travaux. La forme de ce zonage est peut-être dû à une erreur de numérisation.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son troisième arrêt et uniquement pour la parcelle n° ZI 84. Les membres du COTECH du PLUi suggère à la commune de Gironcourt-sur-Vraine de faire une remarque à l'enquête publique pour savoir si les chemins d'association foncières sectorisés en "Ne" peuvent poser problème.

CA 88	06 10 2023	Dans ce second arrêt, le projet crée une zone NS (parcelle ZB 39 à REMOVILLE) pour l'implantation d'une activité forestière sur une surface de 1,2 ha. Cette surface est importante et pourrait être réduite à 6 000 m ² . Attention, le règlement autorise une emprise au sol totale cumulée des constructions supérieures à 150 m ² . Cette règle diffère de l'ensemble de la zone et des secteurs naturels. Une emprise cumulée maximale de 150 m ² pourrait être précisée.	Le secteur "Ns" de la commune de Removille sera rétréci à 6 000 m ² au moment du troisième arrêt du PLUi.
CA 88	06 10 2023	Lors du premier arrêt, nous vous invitons à clarifier le règlement du secteur AC et à inscrire une rédaction reprenant les articles L151-11 et R 151-23 du code de l'urbanisme (CU). Ce second projet tient compte de nos recommandations. Il est également possible de modifier le tableau qui se trouve en page 139 pour conserver uniquement la destination agricole, comme admissible.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	Des bâtiments agricoles en activité, sont présents en zone U, où le règlement interdit la destination agricole. Même si cette disposition est compréhensible, c'est une gêne pour les agriculteurs, notamment en cas de destruction par sinistre (incendie). Il semble opportun de modifier le règlement des zones U pour autoriser la reconstruction en cas de sinistre, notamment pour des problèmes d'assurance.	Rajout dans le tableau des destinations « UA » et « UB » la possibilité de reconstruction à l'identique des bâtiments agricoles en cas de sinistre au moment du troisième arrêt : "Uniquement dans le cas d'une reconstruction à l'identique en cas de sinistre pour les bâtiments existants au moment de l'approbation du PLUi."
CA 88	06 10 2023	Les zones 1AUX, 1AUY, UX et UY prévues pour l'accueil d'activité commerciales ou industrielles, visent à accueillir de nouvelles entreprises. Toutefois, le règlement y autorise les projets de parcs photovoltaïques au sol. Ces zones sont détournées de leur objectif premier. En zone d'activité, artisanale, industrielle et commerciale, les productions d'énergie solaire sont à autoriser sur les bâtiments ou pour des ombrières de parking uniquement. Nous demandons à modifier le règlement en ce sens et nous souhaitons que la création de centrales solaires au sol, y soit interdite et uniquement autorisée en zone NPV prévue à cet effet.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
CA 88	06 10 2023	Enfin, si le recul de 30 mètres de la zone NF est à appliquer pour des constructions nouvelles, il semble judicieux d'avoir une bienveillance pour les constructions existantes et ne respectant pas la règle précitée. Pour leur permettre d'avoir des annexes et des extensions, le règlement (pour l'ensemble des zones) pourrait être rédigé comme suit : en cas de construction principale ne respectant pas la distance de 30 mètres à la zone NF, l'extension et les annexes sont autorisées, sous réserve de ne pas réduire la distance entre la construction et la zone NF préexistante.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.

CA 88	06 10 2023	<p>Ne pas inscrire des espaces agricoles déclarés à la PAC en zone naturelle de jardin (NJ) ou des zones urbaines autorisant des constructions en double rideau.</p> <p>Dans le cas de propriétés existantes disposant déjà d'un jardin, il est inutile d'agrandir cet espace. Dans d'autres cas, des parcelles en double rideau (espace généralement déclaré à la PAC) peuvent autoriser des constructions nouvelles qui ont un impact sur l'espace agricole, avec un recul des plans d'épandage, possible. Des ajustements sont proposés pour les parcelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ATTIGNEVILLE : ZK 66 et 67 (aligné sur le jardin de la 66 en photographie aérienne) • HARMONVILLE : ZK 68 • COURCELLES-SOUS-CHATENOIS : ZB 131 • DOLAINCOURT : A 844 • VIOUCOURT : ZB 51 (aligné à l'espace constructible sur la parcelle ZC 137) • CHATENOIS : ZL 4 • CIR COURT-SUR-MOUZON : ZD 4 et 147 (réduction en second rideau pour être calé sur la photographie aérienne) • LA NEUVEVILLE SOUS CHATENOIS : AB 187 	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	<p>Ne pas créer de nouvelles zones urbaines vers des espaces boisés ou forestiers : avec le changement climatique, le risque incendie est de plus en plus grand, et il apparaît essentiel de ne pas approcher de nouvelles constructions à proximité.</p> <ul style="list-style-type: none"> • ROLLAINVILLE : ZC 164 et 154, ces parcelles sont incluses dans les 30 mètres de la zone NF, non construites, elle pourrait être retirées de la zone U • SIONNE : les parcelles AB 84 et 71 sont classées respectivement en futaies et taillis simples. Au vu de l'analyse des photographies aériennes, elles font parties du massif boisé (comme la partie de la parcelle AB 70 classée N) et devraient être classées NF. • REBEUVILLE : zone 1AU, parcelle ZD 62 (parcelle est classée au cadastre en taillis sous futaie), 	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	POMPIERRE : De nombreuses dents creuses sont disponibles sur la commune et l'extension proposée en 1AU sur la parcelle ZA 150 ne se justifie pas. Un reclassement en zone A serait le bienvenu.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	SAINT MENGE : Il est proposé des extensions sans que des dents soient toujours présentes. Il apparaît opportun de les reclasser en zone agricole ou naturelle.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	CHATENOIS : la zone 1 AU, parcelle ZL 4	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	DOMMARTIN-SUR-VRAINE : Deux zones d'activités sont proposées en 1 AUY (ZL 25 et 26) en discontinuité de l'espace urbanisé. Leur retrait serait le bienvenu.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.

CA 88	06 10 2023	LIFFOL-LE-PETIT : la zone 1 AUX impacte un espace agricole et pourrait être réduite de moitié.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	AUTREVILLE : Une zone NE reconnaît le terrain de football. Toutefois, le zonage proposé impacte l'espace agricole. La zone NE pourrait être réduite à l'emprise publique sans impacter l'espace agricole ou en cas de besoin, uniquement à proximité de la construction existante.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	REMOVILLE : ZK 12, 13 et 14, le reclassement en zone N serait la bienvenue. Il est aussi possible de s'interroger sur un reclassement en zone N de l'appendice former par les parcelles ZI 20 (non construite et à moins de 100 mètres des bâtiments), 19, 18 et 24 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	COURCELLES SOUS CHATENOIS : La partie arrière de la parcelle A 552 déclarée à la PAC est à reclasser en zone N. L'espace constructible est à aligner avec les parcelles de la zone constructible A 537 et 538 ;	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	VOUXEY : ZH 51, reclassement de l'espace en double rideau,	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	SONCOURT : ZA 75 :	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	ROUVRES-LA-CHETIVE : la zone 1AU pourrait être réduite avec un retrait de la parcelle ZD 381	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	Enfin, il convient de préciser que des espaces en zone 2AU sont situés à proximité de bâtiments agricoles (LA NEUVEVILLE-SS-CHATENOIS, REBEUVILLE). Il conviendrait de préciser une condition supplémentaire pour l'ouverture de zone 2AU, à savoir l'arrêt de l'activité agricole voisine.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	ROUVRES LA CHETIVES ZB196 ;	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	CIRCOURT SUR MOUZON : ZC57;	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	COUSSEY: ZH 64	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	La zone NJ est à utiliser uniquement sur des espaces de jardins existants, afin de ne pas participer à l'artificialisation (Cf. définition du SRADDET, règle n°16 Sobriété foncière). Ainsi, l'espace NJ à Châtenois parcelle ZL 4 pourrait être reclassé en zone N.	Etant donné que la zone d'extension sera déplacera vers l'Est afin de ne pas compromettre les jardins ouvriers existants ces dernières, le long de la voie férée basculeront en "NJ".
CA 88	06 10 2023	Par rapport au 1er arrêt, le règlement a été modifié pour suivre nos recommandations sur des pentes, pour les bâtiments agricoles comprises entre 8° et 15°. Attention, en zone N, pour les abris à animaux, la pente pour les abris est maintenue entre 25 et 30°, ce qui est une contrainte à la réalisation de projet. Une rédaction similaire à la zone AC serait la bienvenue.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
CA 88	06 10 2023	Sur l'utilisation d'énergie renouvelable, les trackers solaires isolés sont à autoriser.	La modification sera opérée dans le sous-secteur "AC".

CA 88	06 10 2023	En zone A, le règlement est rédigé comme suit : la reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi, à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre. Cette condition est à clarifier, car il semble difficile de se mettre à l'abri d'un incendie.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.
CA 88	06 10 2023	En zone N ou A, le règlement autorise les annexes et les extensions des constructions existantes. S'il est évident d'autoriser des annexes à des constructions principales, dans le cas présent, le règlement autorise jusqu'à 100 mètres carrés d'annexes supplémentaires. Dans le cas présent, autoriser une surface de 100 mètres carrés au sol (plusieurs constructions possibles) offre un droit à construire considéré par la jurisprudence comme une extension (CAA Nantes, 30 mars 2020, req. n° 19NT02322). De ce fait, une réduction de la surface à 50 mètres carrés d'emprise au sol, serait donc la bienvenue.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes
CA 88	06 10 2023	Le règlement autorise dans le cas où la construction principale se situe en zone U, une annexe est autorisée sur une même unité foncière dans la zone N attenante, à 20 mètres de la zone U. Cette distance est importante, car il peut participer à la consommation d'espace. La construction d'annexe est à privilégier en zone U. Pour inviter à ce principe, la distance de 20 mètres est à mesurer au droit de la construction principale et non pas de la zone U.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes
CA 88	06 10 2023	A COUSSEY, la parcelle ZH 63 est en zone UB alors qu'elle appartient à la zone d'activité contigüe. Un reclassement en zone UY est à privilégier (Cf. photographie aérienne).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.

ONF	05 10 2023	<p>Modification des secteurs Nf/Npv à Punerot.</p> <p>L'emprise de la zone Npv sur Punerot. Comme indiqué en CDPENAF, l'autorisation de défrichement de 13,90 ha par arrêté no 827/2004-DDAF du 15 septembre 2004 est caduque conformément à l'article 2 dudit arrêté. L'autorisation d'exploiter par arrêté no 1147/2004 du 13 mai 2004 est également caduque. Les surfaces indiquées n'ont donc plus aucune valeur légale et n'ont aucune existence réelle (il s'agit de surface projetées puis abandonnées). Le défrichement effectif concerne donc la zone réellement exploitée pour la carrière c'est-à-dire, pour la partie relevant du régime forestier, une surface de seulement 3,89 ha (cf. le shape joint). Le reste de la surface (4,21 ha) ne relève pas du régime forestier. Concernant la surface exploitée par la carrière (3,89 ha), elle n'a pas été reboisée pour l'instant. Vu les constats réalisés par l'ONF, nous considérons à ce stade, que cette surface est actuellement dégradée et ne permet pas un retour à l'état boisé sans travaux préalables importants visant à permettre la réhabilitation du site. Le rapport de l'inspection de la DREAL du 25 janvier 2022, indique que la remise en état effectuée permettrait un usage de type agricole. Concernant la zone qu'il convient de laisser en zone Nf (Cf. le shape joint), les bois ont été coupés entre 2006 et 2010 en vue du défrichement. Toutefois, l'exploitation de la carrière n'ayant pas été effectuée, la régénération naturelle a fait son œuvre et la zone est aujourd'hui boisée de nouveau (au sens forestier du terme). Rappelons que la coupe de bois effectuée dans le cadre de la gestion forestière n'est pas assimilable à un défrichement qui change la nature du sol. Par suite, il n'existe aucun argument fondé permettant de prétendre à un classement autre qu'en zone Nf.</p>	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Intégration de la parcelle n° ZE 6 en « Nf ». Pour information, la parcelle cadastrale ZE 6 sur Attignéville relève bien du régime forestier en totalité même si sur la photo aérienne on constate qu'elle n'est pas encore boisée en totalité (plantations prévues lors de la demande d'application du régime forestier).	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Redécoupage du secteur "NC" à Attignéville afin de respecter le périmètre défini dans l'arrêté préfectoral.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Intégration de la parcelle n° ZN 1 en « Nf » à Rouvres-la-Chétive.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Intégration de la parcelle n° CO 507 en « Nf » à Neufchâteau.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Intégration de la parcelle n° AD 87 en « Nf » à Jubainville.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.
ONF	05 10 2023	Intégration de la parcelle n° ZE 27 en « Nf » à Circourt-sur-Mouzon.	La modification demandée sera intégrée au document du PLUi lors de son troisième arrêt.

MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de remplacer pour la MRAE « avis favorable avec recommandations » par « avis avec recommandations », et de mettre l'avis de la MRAE dans une rubrique différente de celle des PPA.	La CCOV apportera cette modification au moment du troisième arrêt.
MRAE	12 10 2023	Les recommandations de la MRAE concernant la consommation foncière et portant sur la réduction des zones ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées au nouveau projet de PLUi. C'est le cas notamment des recommandations portant sur la préservation des milieux naturels remarquables et sur la prise en compte des risques naturels (Cf paragraphe 3.1 et suivants).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette remarque. Les futures zones d'ouverture à l'urbanisation permettent une consommation foncière limitée dans le respect des objectifs actuels du SRADDET et conformément à la première tranche du ZAN (issu de la loi climat et résilience).
MRAE	12 10 2023	L'Ae relève que le nouveau projet de PLUi prévoit toujours des ouvertures à l'urbanisation de zones situées en dehors du périmètre actuellement urbanisé. L'avis de la CDPENAF du 26 avril 2023 est joint au dossier. Plusieurs demandes de la CDPENAF pour supprimer ou réduire certaines zones prévues d'être ouvertes à l'urbanisation n'ont pas été intégrées dans le nouveau projet de PLUi. Le dossier est à nouveau examiné par la CDPENAF.	La CCOV a en effet représenté devant la CDPENAF du 19.09.2023 certains secteurs "AU" qui ont désormais obtenu une dérogation au titre de l'urbanisation limitée.
MRAE	12 10 2023	L'Ae réitère toutefois sa remarque sur les consommations foncières des 10 dernières années (136 ha entre 2011 et 2021) qui ont été particulièrement élevées pour une intercommunalité connaissant une décroissance démographique et une baisse de l'activité sur son territoire. L'Ae relève, par ailleurs, que les chiffres correspondant aux superficies de chaque zone du PLUi diffèrent entre le résumé non technique et le rapport de présentation – justifications des choix retenus. Il conviendra de mettre en cohérence les documents.	Au regard de l'évolution des espaces ENAF observés ces dix dernières années sur les autres collectivités, la CCOV apparaît plutôt comme un "bon élève". Il suffit de regarder la consommation exponentielle des espaces ENAF dans les Hautes Vosges. Par ailleurs, la CCOV vérifiera bien les données entre les différents documents qui seront arrêtés au moment du troisième arrêt afin d'éviter toute incohérence.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de revoir à la baisse ses projections démographiques pour 2025 et 2030 afin qu'elles soient plus cohérentes avec les tendances observées ces dernières années ;	L'élaboration du document porte sur le PADD qui a été validé en 2019. Il n'est pas prévu d'actualiser ces projections au vu de la finalisation très proche du projet de PLUi.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande fortement de : • calculer les besoins de logements liés au desserrement des ménages avec les données INSEE les plus récentes ; • déduire des besoins en logements, les constructions réalisées depuis 2019.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les besoins en logements ont déjà été calculés à l'occasion de l'élaboration du PADD.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande à l'intercommunalité de : • engager une politique de reconquête de la vacance des logements plus ambitieuse, notamment en rénovant davantage de logements vacants, afin de se rapprocher d'un taux de vacance de l'ordre de 6 % ; • s'appuyer sur les démarches en cours « petites villes de demain » sur son territoire pour lutter contre cette vacance ; • traduire si besoin dans le PLUi ces démarches de rénovation urbaine en cours.	La CCOV a mis en place des dispositifs de reconquête de la vacance notamment via l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat (OPAH 2022-2024) pouvant être reconduite pour la période (2025-2026). Ce dispositif prévoit des aides bonifiées pour toutes résorption de vacance de plus de deux ans à la fois pour les propriétaires bailleurs et occupants. La commune de Liffol-le-Grand fera l'objet d'une étude stratégique en 2024 afin de signer une convention ORT et d'intégrer par cette occasion le dispositif "Bourgs centres, Petites Villes de Demain". Un chargé d'opération "Reconquête du bâti vacant et dégradé" a été recruté depuis novembre 2021 pour accompagner les projets communaux de requalification.

MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande retirer du projet les zones 2AU à vocation d'habitat en les reclassant en zones naturelles N ou agricoles A, et de réduire très fortement les surfaces ouvertes à l'urbanisation à court terme (1AU), en tenant compte d'une part de projection démographique plus réaliste et d'autre part d'une mobilisation plus forte des logements vacants ;	Ces ouvertures à l'urbanisation projetées ont déjà été débattues avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du projet politique (PADD) du futur PLUi.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de : • augmenter la densité de logements, notamment dans les pôles urbains ; • ne pas appliquer de rétention foncière sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation en extension.	Ces paramètres ont déjà été définis et concertés avec les services de l'Etat au moment de l'élaboration du PADD.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de : • présenter sur une carte l'ensemble présentant à la fois les secteurs envisagés pour développer des installations solaires et les milieux naturels sensibles. • dans une logique « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), éviter de permettre l'installation de panneaux photovoltaïques en milieux naturels, le cas échéant évaluer les incidences possibles du zonage Npv sur les espaces naturels.	Un zonage Npv permet ce type d'installations de production d'énergies renouvelables. Les sites "Npv" prévus dans le PLUi se situent sur des espaces déjà artificialisés ou sur des espaces naturels ayant obtenu en amont un accord de la CDPENAF des Vosges.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de supprimer des zones AU les secteurs de prairies situées en zone Natura 2000.	Il n'existe aucune zone "AU" qui se superpose à une zone Natura 2000 (Directive Habitat). Pour la zone Natura 2000 (Directive Oiseaux du "Bassigny"), seules deux zones AU s'y superposent à Sartes et à Pompierre. La CCOV ne souhaite pas les supprimer.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande d'éviter l'ouverture de zones à urbaniser AU ou de zone agricole constructible au sein des ZNIEFF de type 1, ou le cas échéant de justifier de cette ouverture et de prendre les mesures de réduction, voire de compensation, adaptées afin de limiter l'impact de l'urbanisation sur ces milieux sensibles.	Après concertation avec les services de l'Etat, il a été convenu d'autoriser exceptionnellement l'ouverture à l'urbanisation en ZNIEFF1 du moment que l'enveloppe urbaine existante soit totalement couverte par ce périmètre de protection. C'est le cas pour les communes de Sartes et de Pompierre. Après analyse des enjeux environnementaux, les secteurs "AU" concernés ne présentent pas de sensibilité particulière ayant conduit à la désignation d'une ZNIEFF1.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de compléter l'analyse des zones humides effectives sur l'ensemble des secteurs constructibles, y compris en cas de projet en zone agricole.	La méthodologie de détection des zones humides de la CCOV sur les secteurs à enjeu d'urbanisme a été validé par les services de l'Etat. Cette méthodologie exclue les secteurs AC et répond favorablement aux orientations n° T3-07.4 - D2 et n° T3-07.4.4 – D1 du SDAGE Rhin-Meuse 2022-2027.

MRAE	12 10 2023	<p>L'Ae relève que l'une des évolutions apportées au PLUi lors du second arrêt est de retirer les haies à protéger qui sont référencées sur la commune de Avranville, à la demande de cette dernière, sans que des précisions ne soient données sur le linéaire concerné. Selon l'Ae, ce linéaire serait de l'ordre de 1 600 m. L'Ae regrette que cette demande de modification ait été intégrée dans le projet de PLUi nouvellement arrêté, alors qu'il s'agit de milieux naturels à fort intérêt pour la biodiversité et les paysages qui constituent généralement un habitat d'espèces protégées. L'Ae recommande de justifier le retrait de ces haies identifiées dans la trame verte et bleue et comme éléments remarquables naturels à préserver dans la version précédente du PLUi et de prévoir dans ce cas des mesures de compensation en création de nouveaux linéaires de haies avec un coefficient multiplicateur prenant en compte les fonctions écologiques de haies nouvelles comparées à d'anciennes dans lesquelles des écosystèmes se sont installés.</p>	<p>La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes. Le conseil municipal d'Avranville souhaitait que ces haies disparaissent du zonage en raison du fait que la plupart d'entre elles n'existent plus à ce jour.</p>
MRAE	12 10 2023	<p>L'Ae recommande de mentionner dans le règlement écrit la présence du risque d'inondation par remontée de nappes dans les zones les plus sensibles, le cas échéant, d'inclure des dispositions constructives afin de limiter le risque et l'exposition des biens et des personnes.</p>	<p>Le risque d'inondation est matérialisé dans le règlement graphique (faisant apparaître les PPRI du Vair et de la Meuse) et dans le règlement écrit où figure dans certains zonages un indice "i" précisant les risques liés à cet aléa. L'aléa par remontée de nappes ne sera pas incorporé au document puisque la CCOV ne dispose pas de ces éléments.</p>
MRAE	12 10 2023	<p>Dans son avis du 27 avril 2023, l'Ae recommandait de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compléter la carte de localisation des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable ; • éviter autant que possible l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et/ou éloignés des captages d'alimentation en eau potable. <p>Les périmètres des captages AEP ont été désormais annexés au projet de PLUi lors du second arrêt et la CCOV confirme qu'aucune zone AU n'a été déterminée au sein des périmètres de protection. Or, l'Ae relève que plusieurs zones ouvertes à l'urbanisation sont pourtant comprises dans un périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable. C'est le cas de la zone 1AU de la commune de Balléville concernée par un périmètre de protection rapprochée et des zones 1AUy de Neufchâteau situées également au sein d'un périmètre de protection rapprochée. La zone 1AUe de la commune de Tranqueville-Graux est, quant à elle, concernée par un périmètre de protection éloignée.</p> <p>Compte tenu de l'augmentation de la fragilité des nappes, l'Ae réitère sa recommandation d'éviter l'urbanisation dans les périmètres de protection rapprochée et autant que possible dans les périmètres de protection éloignée des captages d'alimentation en eau potable, pour préserver la qualité et la capacité de recharge rapide des nappes d'eau souterraine dans le contexte de changement climatique</p>	<p>La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.</p>

MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de préciser la nature des risques qui affectent chacune des zones délimitées par le PLUi et de reporter ces risques sur le règlement graphique.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. Les annexes du PLUi fournissent quelques renseignements sur certains risques notamment les PPRI de la Meuse et du Vair.
MRAE	12 10 2023	Selon l'Ae, les informations données sur la capacité des réseaux ne répondent pas à la recommandation de l'Ae qui portait sur les performances des stations d'épuration. Aussi, l'Ae renouvelle sa recommandation à l'intercommunalité de conditionner la poursuite de l'urbanisation à la mise en conformité des performances des dispositifs d'assainissement pour les communes concernées.	Les syndicats concernés ont répondu à ces attentes en confirmant les capacités des réseaux existants à l'accueil de nouvelles constructions. Malgré nos relances auprès des syndicats nous ne disposons pas d'éléments supplémentaires pour justifier la performance de tous les dispositifs d'assainissement.
MRAE	12 10 2023	L'Ae rappelle l'obligation de disposer d'un PCAET pour les intercommunalités de plus de 20 000 habitants depuis le 1er janvier 2019.	Un PCAET est bien en cours d'élaboration à l'échelle de la CCOV.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande d'annexer au PADD un schéma des itinéraires piétons et cyclables pour les déplacements quotidiens et touristiques à l'échelle de la CCOV.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande compléter le projet de PLUi par un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'intercommunalité et, le cas échéant, proposer des objectifs de réduction chiffrés de ces émissions.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
MRAE	12 10 2023	L'Ae recommande de compléter le dossier avec la valeur cible des indicateurs de suivi du PLUi ainsi que les modalités de suivi de la mise en oeuvre du document (bilan, mesures correctrices...).	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à ces demandes.

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Intégration des modifications des communes ayant émis un avis favorable avec réserves/remarques du moment que ces dernières ne remettent pas en cause le PADD.
- Non-intégration des modifications souhaitées (remettant en cause le PADD) par les communes ayant émis un avis défavorable
- Corrections des diverses erreurs matérielles recensées
- Intégration de certaines remarques venant des PPA et des diverses instances
- Modifications du règlement graphique (par communes) :
 - Attignéville : Intégration de la parcelle n° ZE 6 en « Nf »
 - Attignéville : Redécoupage du secteur "NC" à Attignéville afin de respecter le périmètre défini dans l'arrêté préfectoral.
 - Autigny-la-Tour : passage « N » vers « Ne » parcelle n° AB 70
 - Avranville : passage « 1AUX » vers « 2AUX » parcelle n° ZC 24
 - Bazoilles-sur-Meuse : agrandissement d'un secteur « UE » sur la parcelle n° A0 673 et modification de l'emplacement réservé
 - Bazoilles-sur-Meuse : suppression d'un emplacement réservé, parcelle n° ZE 147
 - Certilleux : ajuster le « Nv » parcelle n° ZA 41
 - Certilleux : « Nv » vers « UB » en marge parcelle n° ZD 75
 - Certilleux : rajout de 400m de haies parcelle n° ZC 38
 - Châtenois : rajout de 6,67 ha de zone « 1AUY » sur la zone du économique du« Neuilly »
 - Circourt-sur-Mouzon : modification du secteur « AC » sur le parcelle n° ZC 57
 - Circourt-sur-Mouzon : Intégration de la parcelle n° ZE 27 en « Nf »
 - Coussey : modification du secteur « AC » sur le parcelle n° ZH 64
 - Coussey: toute la parcelle n° ZH 63 passe en « UY »
 - Dommartin-sur-Vraine : passage « 1AUY » vers « 2AUY » parcelle n° ZL 26
 - Dommartin-sur-Vraine : passage d'une partie du sous-secteur« 1AUY » vers « 2AUY » parcelle n° ZL 24
 - Gironcourt-sur-Vraine : suppression d'un STECAL « Ne » présents la parcelle n° ZI 84
 - Jubainville : Intégration de la parcelle n° AD 87 en « Nf »
 - Liffol-le-Grand : passage d'une partie du sous-secteur« 1AUY » vers « 2AUY » parcelle n° ZB 232
 - Maxey-sur-Meuse : rajout d'un STECAL « Nv » parcelle n° ZA 64



C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Neufchâteau : rajout de trois STECAL « NI » parcelle n° ZI 68
- Neufchâteau : « UY » vers « UB » parcelle n° AH 549
- Neufchâteau : Intégration de la parcelle n° C0 507 en « Nf »
- Neufchâteau : passage de la déchèterie du Niémont en « UY »
- Pompierre : suppression des « ERP naturels » sur les parcelles n° ZA83, ZA143, ZA152, ZB128, ZB 335, ZB 334, ZB 122, ZB 123, ZD26, ZD104, ZC222, ZC175, ZC 163
- Punerot : Modification du secteur « Npv » selon les demandes de l'ONF et de la CDPENAF 88
- Removille : « UB » vers « UE » et « A » vers « NE » parcelle n° ZK 71
- Removille : réduction du sous-secteur « Ns » à 6 000 m²
- Rouvres-la-Chétive : modification du secteur « AC » sur le parcelle n° ZB 196
- Rouvres-la-Chétive : Intégration de la parcelle n° ZN 1 en « Nf »
- Rouvres-la-Chétive : modification du secteur « 1AU » conformément à l'avis de la CDPENAF88
- Rouvres-la-Chétive : intégration en « UB » d'une partie des parcelles n° ZE 2 et ZE 4
- Saint-Menge : passage d'une partie du sous-secteur « 1AUY » vers « 2AUY » parcelle n° ZH 95.

- Autres modifications du règlement graphique :

- Rajout au DPAC des parcelles n° ZE 46, ZE 83 et une partie de la n° ZE 77 sur la commune d'Aouze
- Suppression de tous les « ERP naturels » et des haies à préserver qui se superposent au DPAC
- Modifications des périmètres « Nc » pour les communes d'Attignéville et de Rouvres
- Rajout d'un sous-secteur « 2AUY »

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Modifications du règlement écrit :
 - Rajout dans les dispositions générales concernant le DPAC (article n°8) (admission dans toutes les zones et secteurs traversés par l'infrastructure autoroutière:
 - ✓ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés et plus généralement, les constructions, installations, ouvrages et aménagements liés à l'activité autoroutière,
 - ✓ Les affouillements/exhaussements de sols, et les dépôts liés à l'activité autoroutière
 - Rajout dans les dispositions générales de l'article n°7 (Loi Barnier/Dupont) une mention concernant les dispositions de la Loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables qui a modifié les articles L.111-6 et L.111-7 du Code de l'Urbanisme
 - Modification du tableau des destinations de la zone « A » : Les destinations de type bureaux, artisanat, logements touristiques et hôteliers seront autorisées uniquement en secteur AC et uniquement lorsqu'ils sont le prolongement nécessaire à l'activité agricole.
 - Dans les zones « UA » et « UB » : Autorisation de reconstruction des bâtiments agricoles ayant subi un sinistre (tableau des destinations)
 - Zones « N » : la pente des toitures doit être comprise entre 8° et 15° (comme pour la zone « A »)
 - Sous-secteur « AC » : autorisation des traqueurs solaires
 - Rajout d'un sous-secteur « 2AUY » selon les mêmes dispositions réglementaires que le sous-secteur « 1AUY », seules les conditions d'ouverture à l'urbanisation changent.
 - Modification dans les tableaux de destination des zones « A » et « N » : destination (locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés) : Sauf projets de constructions et installations de productions d'énergie renouvelables (dont les éoliennes) et uniquement en « A » et « N » pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs (projets éoliens, postes source etc.).

C. SYNTHESE DES PRINCIPALES MODIFICATIONS

- **Modifications des OAP :**
 - Mont-lès-Neufchâteau, suppression de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
 - Avranville, suppression de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
 - Liffol-le-Grand, modification de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
 - Châtenois, modification de l'OAP (page 8 arrêt n°113)
 - Saint-Menge, modification de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
 - Dommartin-sur-Vraine, modification de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
 - Rouvres-la-Chétive, modification de l'OAP (page 8 arrêt n°2)
- **Modifications des annexes :**
 - Châtenois, rajout en Annexes du nouveau zonage d'assainissement collectif approuvé
 - Coussey, rajout en Annexes d'un nouveau rapport d'expertise Zone Humide en remplacement à celui du 06.06.2023
- **Modifications des Justifications environnementales :**
 - Toutes les cartes et chiffres concernant l'évolution des zones « AU »